



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 13 septembre 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, September 13th, 1952

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine.

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Quebec Fisheries Limited Les Pêcheries de Québec Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-un juillet 1952, constituant en corporation: Jean-Louis Bernadin, administrateur, Laurette Valade, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Jean de Grandpré, avocat, de St-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de pêcheries dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Quebec Fisheries Limited" — "Les Pêcheries de Québec Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-un juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,

33152

L. DÉSILETS.

Letters Patent

Quebec Fisheries Limited Les Pêcheries de Québec Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of July 1952, incorporating: Jean-Louis Bernadin, business executive, Laurette Valade, secretary, spinster, both of Montreal, Jean de Grandpré, advocate, of St-Lambert, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a fishery business in all its branches, under the name of "Quebec Fisheries Limited" — "Les Pêcheries de Québec Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of July 1952.

L. DÉSILETS,

33152-o

Deputy Attorney General.

Roma Construction, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huit août 1952, constituant en corporation: Pietro Quinto Filigenzi, entrepreneur, Joseph De Vincenzo, restaurateur, Ermanno Soncini, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs de chemins, faire des réparations aux chemins, des excavations et agir comme entrepreneurs généraux pour des travaux de construction, soit publics ou privés, sous le nom de "Roma Construction, Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1952.

33152 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Roma Construction, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eight day of August 1952, incorporating: Pietro Quinto Filigenzi, contractor, Joseph De Vincenzo, restaurateur, Ermanno Soncini, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of road builders, road repairers, excavators and general contractors for the construction of works, public and private, under the name of "Roma Construction Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eight day of August 1952.

33152-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St. Eustache Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente et un juillet 1952, constituant en corporation: Frederick Karl Kaiser, constructeur, de St-Eustache sur le Lac, Geoffrey Layton Jarman, marchand, de Ste-Marguerite, tous deux du district judiciaire de Terrebonne, Harry Oxorn, restaurateur, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de constructeurs, entrepreneurs et agents d'immeubles, sous le nom de "St. Eustache Construction Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Eustache sur le Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur-général, le trente et un juillet 1952.

33152 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St. Eustache Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of July 1952, incorporating: Frederick Karl Kaiser, builder, of St. Eustache sur le Lac, Geoffrey Layton Jarman, merchant, of St. Marguerite, both of judicial district of Terrebonne, Harry Oxorn, restaurant keeper, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of builders, contractors and real estate agents, under the name of "St. Eustache Construction Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St. Eustache sur le Lac, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July 1952.

33152-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Green Hardware Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sept août 1952, constituant en corporation: Irwin Hockenstein, Oscar Greenberg, marchands, Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, dans toutes ses spécialités: appareils électriques et domestiques, accessoires de photographie, toutes sortes de produits chimiques et drogues, sujet aux dispositions de la Loi de pharmacie de Québec, et toutes sortes d'article de quincaillerie, articles de sports et vêtements pour dames, messieurs, enfants et bébés, sous le nom de "The Green

The Green Hardware Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of August 1952, incorporating: Irwin Hockenstein, Oscar Greenberg, merchants, S. Garonce, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

In all ways to deal with: electrical and household appliances, photographic equipment, all kinds of chemicals, drugs, subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, and all kinds of hardware goods, sporting goods, ladies' and gentlemen's infant's and children's wear, under the name of "The Green Hardware Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 50 com-

Hardware Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, le sept août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152 L. DÉSILETS.

The Kiwanis Club of Magog, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres parentes en date du vingt-neuf juillet 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Henry Wilfred Jorgensen, William Maxwell Dingman, John Lockwood Peters, Arthur Lionel St. Martin, Cambrian Hislop Thomas, commis, tous de la cité de Magog, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Donner la primauté aux valeurs humaines et spirituelles de la vie plutôt qu'aux valeurs matérielles, sous le nom de "The Kiwanis Club of Magog, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152 L. DÉSILETS.

The Ogdensburg Public Cemetery

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de cimetières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres parentes en date du trois juillet 1952, constituant en corporation sans capital actions: W. M. Cottingham, M.A.L., cultivateur, G. F. Calder, régistrateur, tous deux de Lachute, John Heatlie, cultivateur, de Brownsburg, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Entreprendre l'entretien d'un cimetière déjà établi, sous le nom de "The Ogdensburg Public Cemetery".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Chatham, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152 L. DÉSILETS.

T. M. Parker Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres parentes en date du vingt-trois juillet 1952, constituant en corporation: T. Macdonal Parker, comptable, Henri Crépeau, avocat, conseil en loi de la Reine, Yvette Picard, secrétaire, fille majeure, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchands d'obligations, souscripteurs éventuels à forfait, courtiers en placements et d'actions, sous le nom de

mon shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August 1952.

L. DÉSILETS,
33152 Deputy Attorney General.

The Kiwanis Club of Magog, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July 1952, incorporating without share capital: Henry Wilfred Jorgensen, William Maxwell Dingman, John Lockwood Peters, Arthur Lionel St. Martin, Cambrian Hislop Thomas, clerks, all of the city of Magog, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To give primacy to the human and spiritual rather than the material values of life, under the name of "The Kiwanis Club of Magog, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July 1952.

L. DÉSILETS,
33152-o Deputy Attorney General.

The Ogdensburg Public Cemetery

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Cemetery Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July 1952, incorporating without share capital: W. M. Cottingham, M. L. A., farmer, C. F. Calder, registrar, both of Lachute, John Heatlie, farmer, of Brownsburg, all of the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To take charge of an already established cemetery, under the name of "The Ogdensburg Public Cemetery".

The amount to which the value of the immoveable property which the Company may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the company will be at Chatham, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July 1952.

L. DÉSILETS,
33152-o Deputy Attorney General.

T. M. Parker Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of July 1952, incorporating: T. Macdonal Parker, accountant, Henri Crépeau, advocate, Queen's Counsel, Yvette Picard, secretary, spinster, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, underwriters, investment brokers and shares brokers, under the name of "T. M. Parker,

"T. M. Parker Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 action de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 619 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152 L. DÉSILETS.

Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 619 St. James St. West, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of July 1952.

L. DÉSILETS,
33152-o Deputy Attorney General.

Topgrade Pants Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente et un juillet 1952, constituant en corporation: Max Isidor Sigler, Moses Hyman Myerson, avocats, de Montréal, Nathan Myerson, marchand, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à passer des contrats pour la fabrication de pantalons d'hommes en particulier, des vêtements pour hommes et garçons en général; manufacturer lesdits vêtements, sous le nom de "Topgrade Pants Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of July 1952, incorporating: Max Isidore Sigler, Moses Hyman Myerson, advocates, of Montreal, Nathan Myerson, marchand, of Outremont, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a contracting business for the production of men's pants, in particular, men's and boys, clothing in general; to manufacture the said garments, under the name of "Topgrade Pants Inc." with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St. François.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July 1952.

L. DÉSILETS,
33152-o Deputy Attorney General.

Toronto Fashion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juillet, 1952 constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Lillian Winch, Esther Monson, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de détail ou autrement de toutes sortes de vêtements, chaussures, merceries, fourrures, modes et effets de ménage et accessoires de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Toronto Fashion Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July 1952, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Lillian Winch, Esther Monson, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing at retail or otherwise in any wearing apparel, footwear, haberdashery, furs, millinery and household-goods and accessories of every kind and description, under the name of "Toronto Fashion Inc." with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July 1952.

L. DÉSILETS,
33152-o Deputy Attorney General.

Toronto Fashion Inc.

T. V. Installation & Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier août 1952, constituant en corporation: Armand Champoux, marchand, de La Pointe-du-Lac, G. Bourbeau Dufresne, Gérard Fortier, Louis Vetere, marchands, Charles Frederick Kohler, ingénieur en électronique, ces quatre

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of August 1952, incorporating: Armand Champoux, merchant, of La Pointe-du-Lac, G. Bourbeau Dufresne, Gérard Fortier, Louis Vetere, merchants, Charles Frederick Kohler, electronic engineer, these last four of Trois-Rivières, all of

T. V. Installation & Service Inc.

derniers des Trois-Rivières, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'une compagnie d'électricité et d'électronique et faire le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "T. V. Installation & Service Inc.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152 L. DÉSILETS.

the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business generally of an electrical and electronics company and to deal in electrical apparatus and accessories, under the name of "T. V. Installation & Service Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August 1952.

L. DÉSILETS,
33152-o Deputy Attorney General.

United Metals & Petroleum Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente juillet 1952, constituant en corporation: Arthur Boivin, avocat, de Ville Mont-Royal, Denis Lanctôt, avocat, Marie Anna Savard, Thérèse Trudeau, secrétaires, tous trois de Montréal, tous du district judiciaires de Montréal, Jean-Jacques Hamel, avocat, des cité et district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "United Metals & Petroleum Corporation (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$6,000,000, divisé en 6,000,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152 L. DÉSILETS.

United Metals & Petroleum Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of July 1952, incorporating: Arthur Boivin, advocate, of the town of Mount Royal, Denis Lanctot, advocate, Marie Anna Savard, Thérèse Trudeau, secretaries, all three of Montreal, all of judicial district of Montreal, Jean-Jacques Hamel advocate, of the city and judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "United Metals & Petroleum Corporation" (No Personal Liability), with a capital stock of \$6,000,000, divided into 6,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July 1952.

L. DÉSILETS,
33152-o Deputy Attorney General.

Well-Made Hosiery Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit juillet 1952, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, Joseph Shapiro, avocat et conseil e loi de la Reine, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tout ou aucun commerce de manufacturiers de vêtements et sous-vêtements, lingerie et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Well-Made Hosiery Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152 L. DÉSILETS.

Well-Made Hosiery Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of July 1952, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, Ethel Yussem, secretary, spinster, of the full age of majority, Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of manufacturers of clothing and underwear, lingerie and wearing apparel of all kinds, under the name of "Well-Made Hosiery Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of July 1952.

L. DÉSILETS,
33152-o Deputy Attorney General.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières

Canada, Province of Quebec — District of Trois-Rivières

LA CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

THE CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Avis public est par le présent donné que le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1952, à DIX heures de l'avant-midi, à l'hôtel-de-Ville de la Cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés, situés dans la Cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes municipales et scolaires, d'arrérages de taxes consolidées et de versements sur trottoirs permanents, non échus, qui n'ont pas été payés dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

Public notice is hereby given that on the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1952, at TEN o'clock in the forenoon, at the City Hall of the City of Trois-Rivières, the lands and tenements hereinbelow designated, situate in the city of Trois-Rivières, will be sold as being encumbered with municipal and school taxes and arrears of consolidated taxes and instalments on permanent sidewalks, not yet due, which have not been paid within the six months following the notice of the deposit of the Roll, as required by law, to wit:

1. Un emplacement situé sur la rue St-Georges, en la Cité des Trois-Rivières, connu comme étant les lots Nos 594, 595 et 596 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à MM. Max et Ben. Takefman;

1. An emplacement situate on St-Georges Street, in the City of Trois-Rivières, known as being lots Nos. 594, 595 and 596 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Messrs. Max and Ben. Takefman;

2. Un emplacement situé sur la rue Pelletier, en la Cité des Trois-Rivières, connu comme étant le lot N° 702 de la subdivision officielle du lot N° 26 (702 subd. 26) du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à M. Roland Mailloux;

2. An emplacement situate on Pelletier Street, in the city of Trois-Rivières, known as being lot No. 702 of the official subdivision of lot No. 26 (702 subd. 26) of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Mr. Roland Mailloux;

3. Un emplacement situé sur la rue Gauthier, en la Cité des Trois-Rivières, connu comme étant les lots N° 3-1 de la subdivision officielle du lot N° 279 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, et N° 2 de la subdivision officielle du lot N° 476 du lot originaire 26-a du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières (279-3-1 et 476-2 subd. 26-a) avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à M. Ovila Simard;

3. An emplacement situate on Gauthier Street, in the City of Trois-Rivières, known as being lots No. 3-1 of the official subdivision of lot No. 279 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, and No. 2 of the official subdivision of lot No. 476 of original lot 26-a of the official cadastre of the City of Trois-Rivières (279-3-1 and 476-2 subd. 26-a) with buildings thereon erected, as belonging to Mr. Ovila Simard;

4. Un emplacement situé sur la rue Château-fort, en la Cité des Trois-Rivières, connu comme étant le lot N° 070 de la subdivision officielle du lot N° 26 (570 subd. 26) du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à M. René Nadeau;

4. An emplacement situate on Château-fort Street, in the City of Trois-Rivières, known as being lot No. 070 of the official subdivision of lot No. 26 (570 subd. 26) of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, with buildings thereon erected, as belonging to Mr. René Nadeau;

5. Un emplacement situé sur la rue Château-fort, en la Cité des Trois-Rivières, connu comme étant le lot N° 572 de la subdivision officielle du lot N° 26 (572 subd. 26) du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à M. Pierre Dupuis.

5. An emplacement situate on Château-fort Street, in the City of Trois-Rivières, known as being lot No. 572 of the official subdivision of lot No. 26 (572 subd. 26) of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, with buildings thereon erected as belonging to Mr. Pierre Dupuis.

Trois-Rivières, Le Greffier de la Cité,
Hôtel-de-Ville, GEORGES BEAUMIER.
le 26 août 1952. 33138-36-2-o

Trois-Rivières, GEORGES BEAUMIER
City Hall, City Clerk.
August 26, 1952. 33138-36-2

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurances

RAPPORT SOMMAIRE

SUMMARY REPORT

Sommaire des états financiers des compagnies d'assurance provinciales et des sociétés de secours mutuels provinciales pour l'exercice terminé le 31 décembre 1951. Les noms des compagnies et des sociétés qui n'ont pas déposé ces états y apparaissent également.

Summary of the financial statements of provincial insurance companies and of provincial mutual benefit associations for the year ended December 31, 1951. The names of the companies and associations not having sent such reports are also included.

TABLE 1 — COMPAGNIES D'ASSURANCE SUR LA VIE (suite) — LIFE ASSURANCE COMPANIES (continued)
REVENUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1951 — INCOME FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 1951

COMPAGNIES — COMPANIES	Primes d'assurance sur la vie — Life assurance premiums			Primes d'annuités viagères — Consideration for annuities	Contrats supplémentaires — Supplementary contracts	Montants laissés en dépôt, etc. — Amounts left on deposit, etc.	Intérêts, dividendes et loyers — Interest, dividends and rents	Profits bruts sur réalisation d'actif inscrit — Gross profits on sale or ma- turity of ledger assets	Augmentation brute d'actif par ajustement — Gross increase of ledger assets by adjustment	Autre — Other	Total
	Ordinaire — Ordinary	Populaire — Industrial	Collective — Group								
	\$ c.	\$ c.	\$ c.								
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK											
Industrial Life Insurance Company	2,853,149.19	2,626,014.57	750,456.30	335,248.09		153,605.44	910,793.95	126,449.01		146,946.37	7,902,662.92
La Laurentienne, Cie d'Assurance sur la Vie	1,572,915.69		15,245.40			24,154.06	189,660.93	7,187.50		7,110.78	1,816,274.36
Les Prévoyants du Canada	666,167.24		72,943.81	118,953.74	500.00	8,197.09	115,780.75	37,216.97		152,790.36	1,172,549.96
La Solidarité, Cie d'Assurance sur la Vie	426,915.03		132,164.34		639.07	500.00	72,589.38			5,110.35	637,918.17
MUTUELLES — MUTUALS											
L'Assurance-Vie Desjardins	124,289.21					3,339.83	10,670.38			1,065.69	139,365.11
Caisse Nationale d'Assurance-Vie	257,113.68		5,052.40	11,344.29			79,394.49	22,696.39		21,464.88	397,066.13
Caisse Nationale d'Economie	385,642.58			715,719.22			916,239.14	213,988.85		4,364.80	2,235,954.59
Les Prévoyants du Canada — (Fonds de pension)				382,218.58			508,173.12	253,112.75			1,143,504.45
La Survivance, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie	481,912.10					2,103.26	79,884.74	1,923.02		611.84	566,434.96
TOTAL	6,768,104.72	2,626,014.57	975,862.25	1,563,483.92	1,139.07	191,899.68	2,883,186.88	662,574.49		339,465.07	16,011,730.56

DÉBOURSÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1951 (fn) — DISBURSEMENTS FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 1951 (concluded)

COMPAGNIES — COMPANIES	En vertu de contrats d'assurance — Under assurance contracts:			Versements aux rentiers — Payments to annuitants	Contrats supplémentaires, montants laissés en dépôt, etc. — Supplementary contracts, amounts left on deposit, etc.	Taxes, licences et honoraires — Taxes, licenses and fees	Frais de gestion et de vente — Management and sale expenses	Autre — Other	Dividendes aux actionnaires — Dividends to shareholders	Pertes brutes sur réalisations d'actif inscrit — Gross loss on sale or maturity of ledger assets	Diminution brute d'actif par ajustement — Gross decrease of ledger assets by adjustment	Total
	Ordinaire	Populaire	Collective									
	— Ordinary	— Industrial	— Group									
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Industrial Life Insurance Company.....	440,304.24	604,183.95	559,369.95	44,960.97	50,508.30	111,411.29	2,593,576.30	23,183.66	14,112.00	4,228.62	259,320.18	4,705,159.46
La Laurentienne, Cie d'Assurance sur la Vie	221,899.03		10,443.48		12,420.35	36,575.64	498,731.18	3,042.10		1,877.47	12,500.00	797,489.25
Les Prévoyants du Canada.....	83,601.56		47,250.00	6,868.92	2,486.50	16,546.33	452,120.00	34,083.76	10,500.00	2,428.73	17,069.79	672,955.59
La Solidarité, Cie d'Assurance sur la Vie	45,026.25		84,469.89		5,961.29	11,063.94	209,694.43	2,120.24		185.30	1,153.00	359,654.34
MUTUELLES — MUTUALS												
L'Assurance-Vie Desjardins.....	10,711.77					1,378.77	99,111.08	848.25				112,049.87
Caisse Nationale d'Assurance-Vie.....	53,770.92			630.00		5,018.21	277,428.44	\$,115.84		5,217.10		350,180.51
Caisse Nationale d'Economie.....	71,446.95			1,316,941.10		691.39	404,798.54	2,691.52		6,435.50		1,803,005.00
Les Prévoyants du Canada — (Fonds de pension).....				818,174.80		224.01	1,165.10	3,828.75		14,735.80	27,705.00	865,833.46
La Survivance, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie.....	131,487.09					7,837.65	171,790.83				1,266.50	312,382.07
TOTAL.....	1,058,247.81	604,183.95	701,533.32	2,187,575.79	71,376.44	190,747.23	4,708,415.90	77,914.12	24,612.00	35,088.52	319,014.47	9,978,709.55

TABLE II — ASSURANCE-INCENDIE ET AUTRES GENRES — FIRE INSURANCE AND OTHER CLASSES
ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1951 — ASSETS, DECEMBER 31, 1951

COMPAGNIES — COMPANIES	Immeubles (moins hypothèques) Real estate (less encumbrances)		Prêts hypothécaires Mortgage loans on real estate		Obligations (valeur inscrite) Bonds and debentures (book value)		Actions — Stocks		Espèces en caisse et en banque Cash on hand and in banks		Intérêts, dividendes et loyers échus et courus Interest, dividends and rents due and accrued		Solde des agents et primes nettes à percevoir Agents' balances and net premiums uncollected		Cotisations impayées sur billets de dépôt Assessments due on premium notes		Réassurance sur jetées déjà payées Reinsurance on losses already paid		Autre — Other		Total de l'actif — Total assets		Actif non admis — Assets not admitted		Total de l'actif admis — Total admitted assets					
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.				
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK																														
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale			171,050.00		174,163.31		22,752.90	65,281.59	3,452.63	63,246.82					33,114.93	964.21			534,026.39	3,447.03			530,579.36							
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec			36,000.00		496,058.74			5,612.00	4,898.18	29,494.02									572,062.94	12,820.16			559,242.78							
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale					148,950.00		37,375.00	33,895.21	1,445.75	56,042.86						4,973.23			282,682.05	23,644.92			259,037.13							
Prévoyance (La) — Provident (The)	304,659.12	3,920.00			3,195,687.48		885,412.51	390,072.00	33,914.87	461,306.45					26,825.40	175,939.67			5,477,737.50	18,017.62			5,459,719.88							
Société Nationale d'Assurances					216,821.25		23,108.12	11,944.62	1,582.48	70,014.99					5,431.12	250.80			329,153.38	17,270.60			311,882.78							
Sterling Insurance Company of Canada					103,943.70		16,500.00	44,104.34	426.02	31,372.10					9,200.26	1,837.76			207,384.18	2,015.78			205,368.40							
Union Canadienne, Compagnie d'Assurance (L')					240,458.13			42,768.35	1,775.78	52,412.36					75,814.77				413,229.39				413,229.39							
United Province Insurance Company			4,000.00		527,909.57		165,319.62	137,182.29	5,183.49	148,465.26					102,917.52	59,852.25			1,150,830.00	9,394.62			1,141,435.38							
FONDS SOCIAL ET MUTUELS STOCK MUTUALS																														
Équitable (L'), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie			31,300.00		2,173,067.29			321,735.92	19,973.97	206,436.53					346,750.18				3,099,263.89	29,746.47			3,069,517.42							
Missisquoi & Rouville Mutual Insurance Company	11,208.29	139,100.00			1,006,863.10		2,000.00	103,453.04	10,816.37	49,178.38					4,316.41	11,107.16			1,338,042.75	8,902.43			1,329,140.32							
MUTUELLES AU COMPTANT CASH MUTUALS																														
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')					616,500.00			65,778.22	4,714.49					40.07					687,032.78				687,032.78							
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')			249,500.00		2,521,307.50		500.00	329,279.59	16,820.29						9,455.85	3,000.00			3,129,863.23				3,129,863.23							
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')					17,000.00			26,779.26	462.61					322.23	5,307.39				49,871.49				49,871.49							
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Drive Yourself (La) — Drive Yourself Mutual Insurance Company					158,784.75			5,540.57	1,389.58	32,683.22							1,137.08		199,535.20	27,102.83			172,432.37							
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)					559,904.46		11,000.00	86,680.87	3,252.49	147,082.41					102,190.53	711.43			910,822.19	2,990.53			907,831.66							
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La)			114,500.00		666,959.94			55,772.87	7,887.86	104,340.89					34,433.30	4,235.87			988,130.73	24,044.07			964,086.66							
Société provinciale d'assurance mutuelle					25,000.00			33,266.31	218.75						197,830.83	33,797.39			298,318.30	3,599.99			294,718.31							
TOTAL	315,867.41	749,370.00	12,849,379.22	1,163,968.15	1,759,147.05	118,215.61	1,452,076.29	198,193.13	789,555.05	272,214.48	19,667,986.39	182,997.05	19,484,989.34																	

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1950 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1951

COMPAGNIES — COMPANIES	Réserve pour ministres — imposés Reserve for unpaid — losses		Réserve de primes — non acquies Reserve for unearned — premiums		Réserve et solde de compte — non garantis des réassu- — reurs non licenciés Reserve and unpaid losses — under unlicensed reinsu- — rance unsecured		Taxes et autres dépenses — échues et courues Taxes and other expenses — due and accrued		Primes de — réassurance dues Reinsurance — premium dues		Ristournes et soldes — dus aux agents Return premiums and — balances due to agents		Réserve pour dépréciation — et réserve contingente Investment and — contingency reserves		Autre — Other		Total du passif (A l'exclusion — du capital-actions versé) Total liabilities (excluding — capital stock paid in cash)		Excédent de l'actif sur le — passif (A l'exclusion du — capital-actions versé) Excess of assets over liabilities — (excluding capital stock — paid in cash)		Capital-actions versé — Capital stock paid in cash	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK																						
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale.....	69,626.60		237,312.94				9,182.18	39,069.53				7,630.95				362,822.20		107,757.16		760,000.00		
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec.....	181,458.57		134,684.10		12,825.41		8,470.58	599.81		1,178.79				5,036.81		344,284.07		58,808.71		156,150.00		
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale.....	8,139.23		60,382.94				6,764.95	94,227.14								169,514.26		64,997.13		154,520.00		
Prévoyance (La) — Provident (The).....	1,438,860.05		1,459,474.40				137,035.66	74,001.71		28,473.72		17,121.66		996,946.16		4,151,913.36		807,806.52		500,000.00		
Société Nationale d'Assurances.....	35,693.91		159,551.40				9,330.61	13,129.48		877.76		7,873.25				226,456.41		34,573.63		120,000.00		
Sterling Insurance Company of Canada.....	6,786.95		34,142.53				5,197.17	22,257.07		66.18				4,436.57		72,886.47		32,481.93		100,000.00		
Union Canadienne, Compagnie d'Assurance (L').....	47,597.85		121,014.54				7,004.98	54,983.00						92,259.79		322,860.16		15,330.75		105,699.88		
United Provinces Insurance Company.....	229,544.00		271,680.64				29,180.55	97,049.63						232,819.77		860,274.59		31,160.79		250,000.00		
FONDS SOCIAL ET MUTUELS — STOCK MUTUALS																						
Équitable (L'), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie.....	87,561.03		605,691.65		142,866.95		41,086.25	390,956.67				383,798.98				1,651,961.53		1,231,791.89		185,764.00		
Missisquoi & Rouville Mutual Insurance Company.....	41,738.13		271,588.26				36,822.49	21,430.69				971.70				372,551.27		912,589.05		44,000.00		
MUTUELLES AU COMPTANT — CASH MUTUALS																						
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L').....	45.00															45.00		686,987.78				
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L').....	4,289.10		488,575.69									252,000.00				744,864.79		2,384,998.44				
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L').....	6,746.28													484.73		7,231.01		42,640.48				
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Drive Yourself (La) — Drive Yourself Mutual Insurance Company.....	88,396.93		20,740.94				5,201.95									114,339.82		58,092.55				
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La).....	81,461.77		385,685.31		36,537.37		20,840.59	212,426.42		4,532.49		33,000.00				774,483.95		133,347.71				
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La).....	332,785.27		380,083.42				3,837.42	37,076.59				88,000.00				909,781.61		54,305.05				
Société provinciale d'assurance mutuelle (La).....	6,564.18		25,050.13				239.85	151,811.76						42,184.38		225,850.30		68,868.01				
TOTAL.....	2,667,324.85		4,655,658.89		192,229.73		320,195.23	1,209,019.50		35,128.94		790,396.54		1,442,167.12		11,312,120.80		6,496,734.56		1,676,133.98		

* Comprenant \$978,760.00 pour la réserve mathématique de l'assurance sur la vie — Including \$978,760.00 for actuarial reserve on life assurance contracts.

TABLE II — ASSURANCE-INCENDIE ET AUTRES GENRES (suite) — FIRE INSURANCE AND OTHER CLASSES (continued)
 COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DÉCEMBRE 1951 — PROFIT AND LOSS ACCOUNT, DECEMBER 31, 1951

COMPAGNIES — COMPANIES	Primes nettes souscrites — Net premiums written		Primes nettes acquises — Net premiums earned		Sinistres nets encourus — Net losses incurred		Frais nets d'ajustement — Net adjustment expenses		Commissions et autres frais — Commissions and other expenses		Montant net des sinistres, ajustements, commissions et autres frais — Net losses, commissions, adjustments and other expenses		Profits nets des opérations ou pertes (1) — Net underwriting profit or loss (1)	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK														
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale	397,585.40		372,569.16		212,896.60		10,392.72		130,847.65		354,136.97		18,432.19	
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec	303,905.98		326,882.94		198,457.11		22,930.78		93,682.45		315,070.34		11,812.60	
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale	62,274.78		52,054.86		23,278.50		1,825.39		21,943.72		47,047.61		5,007.25	
Prévoyance (La) — Provident (The)	3,151,246.68		3,159,191.52		1,623,174.87		26,989.51		1,388,040.32		3,038,204.70		120,986.82	
Société Nationale d'Assurances	200,534.31		186,886.14		122,344.18		5,929.98		74,903.49		203,177.65		*16,291.51	
Sterling Insurance Company of Canada	55,208.06		52,533.34		25,553.52		1,273.86		12,298.00		39,125.38		13,407.96	
Union Canadienne, Compagnie d'Assurance (L)	213,582.16		189,603.41		107,317.19		17,075.34		75,890.03		200,282.56		*10,679.15	
United Provinces Insurance Company	651,301.97		620,763.33		325,145.95		47,425.66		256,890.15		629,461.76		*8,698.43	
FONDS SOCIAL ET MUTUELS — STOCK MUTUALS														
Équitable (L), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie	817,776.23		786,696.94		459,668.47		23,562.06		256,048.89		739,279.42		47,417.52	
Misisquoi & Rouville Mutual Insurance Company	369,138.73		350,835.30		153,573.82		5,437.52		155,734.63		314,745.97		36,089.33	
MUTUELLES AU COMPTANT — CASH MUTUALS														
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L)	155,459.49		155,459.49		45,419.28		978.92		10,900.43		57,298.63		98,160.86	
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L)	145,226.98		145,226.98		42,834.14		2,464.69		24,785.78		20,513.05		124,713.93	
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L)	13,112.39		13,112.39		1,675.79		524.49		1,011.96		3,212.24		9,900.15	
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Drive Yourself (La) — Drive Yourself Mutual Insurance Company	159,552.39		145,141.60		69,629.13		7,785.82		30,780.05		108,195.00		36,946.60	
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	503,421.49		440,191.14		220,236.27		20,277.27		195,530.04		436,043.58		4,147.56	
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La)	959,830.41		833,713.61		522,190.96		45,354.43		268,849.10		836,394.49		*2,680.88	
Société provinciale d'assurance mutuelle (La)	82,775.39		78,914.59		37,532.47		973.56		40,471.70		78,977.73		*63.14	
TOTAL	8,301,932.84		7,909,776.74		4,190,928.25		241,202.00		2,989,036.83		7,421,167.08		488,609.66	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DÉCEMBRE 1951 (fin) — PROFIT AND LOSS ACCOUNT, DECEMBER 31, 1951 (concluded)

COMPAGNIES — COMPANIES	Intérêts, dividendes et loyers acquis		Mauvaises créances recouvrées		Profits sur réalisation d'actif au grand livre		Autres		Total	Mauvaises créances radicales		Pertes sur réalisation d'actif au grand livre		Diminution d'actif au grand livre par ajustement		Autres		Excédent des autres revenus sur les autres dépenses	Profits nets, toutes sources, ou pertes (*) pour l'année							
	Interest, dividends and rents earned		Bad debts recovered previously written off		Profit on sale or maturity of ledger assets		Other			Bad debts written off		Loss on sale or maturity of ledger assets		Decrease of ledger assets by adjustment		Other				Excess of other revenue over other expenditure		Total net profit or loss (*) for the year				
FONDS SOCIAL — JOINT STOCK	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.						
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale	15,277	35							15,277	35	307	71	1,970	58	1,423	71	6,820	39	10,522	39	4,754	96	23,187	15		
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec	15,833	30			656	46			16,489	76	210	91					2,841	59	3,052	56	13,437	26	25,249	86		
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale	7,824	39							7,824	39											7,824	39	12,831	64		
Prévoyance (La) — Provident (The)	131,816	27		11	52	16,017	14	149	96	147,994	89						106,695	01	106,695	01	41,299	88	162,286	70		
Société Nationale d'Assurances	7,098	92							7,098	92											18	75	7,080	17	9,211	34
Sterling Insurance Company of Canada	4,231	45							4,231	45							3,500	00	3,500	00			731	45	14,139	41
Union Canadienne, Compagnie d'Assurance (L')	5,676	33							5,676	33													5,676	33	5,002	82
United Provinces Insurance Company	23,082	15			13,692	63			36,774	78			4,797	49									31,977	29	23,278	86
FONDS SOCIAL ET MUTUELS — STOCK MUTUALS																										
Équitable (L'), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie	59,926	06							59,926	06							47,648	18	47,648	18	12,277	88	59,695	40		
Missisquoi & Rouville Mutual Insurance Company	37,104	14			200	00			37,304	14							34,095	16	34,095	16	3,208	98	39,298	31		
MUTUELLES AU COMPTANT — CASH MUTUALS																										
Assurances Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')	21,054	01			1,036	05			22,090	06													22,090	06	120,250	92
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec (L')	85,545	66			249	96			85,795	62			1,760	00	79	66							83,955	96	208,669	89
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa (L')	748	62					105	57	854	19													854	19	10,754	54
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Drive Yourself (La) — Drive Yourself Mutual Insurance Company	3,911	74			37	50		375	31	4,324	55						1,683	81	1,683	81	2,640	74	39,587	34		
Société d'Assurance des Caisses Populaires (La)	16,844	88					8,307	00	25,151	88	1,812	79											23,339	09	27,486	65
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. (La)	22,510	33							22,510	33							750	00	750	00	21,760	33	19,079	45		
Société provinciale d'assurance mutuelle (La)	750	00							750	00	230	18					661	11	891	29	141	29	204	43		
TOTAL	459,235	60	11	52	31,889	74	8,937	84	500,074	70	2,561	59	8,528	07	1,503	37	204,714	00	217,307	03	282,767	67	771,377	33		

TABLE III — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE COMTÉ, INCENDIE — COUNTY MUTUAL INSURANCE COMPANIES, FIRE
ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1951 — ASSETS, DECEMBER 31, 1951

COMPAGNIES — COMPANIES	Obligations	Espèces en caisse et en banque	Cotisations non perçues	Autre	Total	Actif non admis	Billets de dépôt non cotisés
	Bonds and debentures	Cash on hand and in banks	Unpaid assessments	Other		Assets not admitted	Unassessed deposit notes
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic.....		973.51	3,757.63		4,731.14		59,640.00
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultivateurs du District de Bedford.....		6,270.09	3,814.05		10,084.14		317,400.02
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue.....	500.00	25,847.86	47.23		26,395.09		1,322,209.80
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi.....	36,600.00	165.81	645.20	25,194.17	62,605.18		421,780.13
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska.....		25,717.27	1,092.62	1,239.06	28,048.95		317,986.96
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé.....		6,522.42	312.42		6,834.84		114,737.95
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet.....	10,025.00	47,171.35	473.25	5,975.00	63,644.60		666,913.07
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et Fromageries des comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Saguenay.....	5,000.00	4,144.69		100.00	9,244.69		46,111.77
Compagnie Provinciale d'Assurance Mutuelle contre le feu des Beurreries et Fromageries de la Province de Québec.....		1.53	5,811.36		5,812.89		21,255.14
Mutual Fire Insurance Company of the County of Beauharnois.....	31,500.00	5,167.87	3,310.45	342.50	40,320.82		107,961.43
TOTAL.....	83,625.00	121,982.40	9,264.21	32,850.73	257,722.34		3,395,996.27

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1951 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1951

COMPAGNIES — COMPANIES	Sinistres impayés	Emprunts	Cotisations non gagnées	Autre	Total	Surplus ou (or) déficit	Assurance en vigueur
	Unpaid losses	Borrowed money	Unearned premiums	Other		Insurance in force	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic.....		2,000.00		46.00	2,046.00	2,685.14	1,574,610
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultivateurs du District de Bedford.....				48.94	48.94	10,035.20	5,821,965
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue.....						26,395.09	4,464,091
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi.....	1,500.00	10,000.00		466.03	11,966.03	50,639.15	9,061,074
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska.....	122.95				122.95	27,926.00	8,134,025
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé.....						6,834.84	2,404,315
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet.....						63,644.60	14,131,126
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et Fromageries des comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Saguenay.....						9,244.69	420,050
Compagnie Provinciale d'Assurance Mutuelle contre le feu des Beurreries et Fromageries de la Province de Québec.....	2,000.00	4,100.00		128.25	6,228.25	415.36	141,700
Mutual Fire Insurance Company of the County of Beauharnois.....			17,287.26		17,287.26	23,033.56	5,195,030
TOTAL.....	3,622.95	16,100.00	17,287.26	689.22	37,699.43	220,022.91	51,347,985

REVENUS ET DÉPENSES — REVENUE AND EXPENDITURE

COMPAGNIES — COMPANIES	Solde au 31 déc. 1951 — Balance Dec. 31 1951		OPERATIONS 1951						Profits	Pertes — Losses	Solde au 31 déc. 1951 — Balance Dec. 31 1951							
			Revenus — Revenue			Dépenses — Expenditure												
			Cotisations — Assessments	Autres — Other	Total	Sinistres — Claims	Autres — Other	Total										
\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.							
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de Lotbinière et Mégantic.....	985.73		5,020.74		151.00		5,171.74		2,297.01		1,175.32		3,472.33		1,699.41		2,685.14	
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultivateurs du District de Bedford.....	6,735.18		13,977.06		610.44		14,587.50		5,875.00		5,412.48		11,287.48		3,300.02		10,035.20	
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue.....	18,428.23		18,337.25		1,048.56		19,385.81		7,600.70		3,818.25		11,418.95		7,966.86		26,395.09	
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi.....	46,522.05		24,946.84		3,233.62		28,180.46		10,227.55		13,835.81		24,063.36		4,117.10		50,639.15	
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska.....	15,474.53		40,686.56		1,134.21		41,820.77		20,509.02		8,860.28		29,369.30		12,451.47		27,926.00	
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé.....	2,678.81		5,420.01		487.37		5,907.38		629.65		1,121.70		1,751.35		4,156.03		6,834.84	
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du comté de Nicolet.....	36,508.66		65,257.77		4,066.02		69,323.79		22,836.43		19,351.42		42,187.85		27,135.94		63,644.60	
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et Fromageries des comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimiet Saguenay.....	8,869.01		3,178.27		620.97		3,799.24		820.00		2,603.56		3,423.56		375.68		9,244.69	
Compagnie Provinciale d'Assurance Mutuelle contre le feu des Beurreries et Fromageries de la Province de Québec.....	2,403.86		739.25		576.88		1,316.13		2,020.00		2,115.35		4,135.35		2,819.22		415.36	
Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois.....	23,188.31		15,193.77		945.00		16,138.77		9,969.33		6,324.19		16,293.52		154.75		23,033.56	
TOTAL.....	161,794.37		192,757.52		12,874.07		205,631.59		82,784.69		64,618.36		147,403.05		61,202.51		220,022.91	

TABLE IV — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE MUNICIPALITÉS, INCENDIE

	COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities			
		Au grand livre — Ledger assets	Non inscrit — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayés — Unpaid losses	Autre — Other	Total	
		\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	
1	Auckland.....	2,922.54			2,922.54				
2	Clifton, Partie Est.....	290.92			290.92				
3	Contrecoeur.....	3,017.75	632.10		3,649.85		2,871.98	2,871.98	
4	Ely, Partie Sud.....	5,997.13			5,997.13				
5	Ham, Nord.....	3,372.77	519.50		3,892.27				
6	Hereford.....								
7	Lambton.....	4,482.72	6.25		4,488.97				
8	Louis-Joliet.....	695.91	59.29		755.20				
9	Musseyville.....	1,210.78			1,210.78	1,100.00		1,100.00	
10	Newport.....	807.89	34.50		842.39		6.00	6.00	
11	N.-D.-Auxiliatrice-de-Buckland.....	5,303.04	39.79		5,402.83				
12	N.-D.-de-Bon-Secours (Rouville).....	975.87	225.96		1,201.83				
13	N.-D.-du-Mont-Carmel (St-Jean).....	1,868.60	2,185.63		4,054.23	50.00	2,878.50	2,928.50	
14	N.-D.-du-Mont-Carmel (St-Jean).....	1,791.31			1,791.31				
15	Rivière-Ouelle.....	12,717.50	347.73		13,065.23		11.10	11.10	
16	St-Alexandre (Iberville).....	1,746.90	1,415.32		3,162.22		1,503.20	1,503.20	
17	St-Anne-de-Sorel.....	3.63	7.00		10.63	666.34	160.00	826.34	
18	St-Anselme.....	3,016.35	35.90		3,052.25				
19	St-Antoine-sur-Richelieu.....								
20	St-Athanase-de-Debleury.....	3.36			3.36		415.00	415.00	
21	St-Augustin-de-Desmaures.....	1,155.85	1.38		1,157.23				
22	St-Barnabé.....	205.64	1.53		207.17				
23	St-Bernard, Partie Sud.....	403.32			403.32				
24	St-Bonaventure-de-Hamilton.....	9,353.79			9,353.79				
25	St-Brigide.....	358.62	11.88		370.50				
26	St-Catherine-de-Hatley.....	6,630.08	140.58		6,770.66		518.21	518.21	
27	St-Claire-de-Joliette.....	10,229.59	117.40	75.00	10,271.99				
28	St-Denis-de-la-Bouteillerie.....	2,864.89	17.13		2,882.02				
29	St-Edouard-de-Frampton.....	5,544.87	110.99		5,655.86		3,000.00	3,000.00	
30	St-Edouard-de-Gentilly.....	1,456.06			1,456.06				
31	St-Edwidge-de-Clifton.....	723.90			723.90				
32	St-Eustache.....	1,497.37	1,036.47		2,533.84				
33	St-Fortunat-de-Wolfestown.....	9,239.40	20.60		9,260.00				
34	St-Gérard (Wolfe).....	4,973.87			4,973.87				
35	St-Germaine-du-Lac-Étchemin.....	9,318.13	54.20		9,372.33				
36	Grégoire-le-Grand-de-Monnoir.....	199.11			199.11				
37	St-Hénédine.....								
38	St-Hyacinthe-le-Confesseur.....								
39	St-Jacques-le-Mineur.....	117.01			117.01				
40	St-Jean-Baptiste-de-Rouville.....	184.34	192.13		376.47				
41	St-Jérôme, Rivière-du-Nord.....	346.71	12.60		359.31				
42	St-Joseph-de-Maskinongé.....		251.60		251.60		254.39	254.39	
43	St-Joseph-de-Soulanges.....	1,847.73	129.96		1,977.69				
44	St-Jude-de-St-Ours.....		25.62		25.62		136.14	136.14	
45	St-Justin.....								
46	St-Justine-de-Newton.....	276.13	244.28		520.41				
47	St-Lazare.....	1,754.72	87.21		1,841.93		12.74	12.74	
48	St-Léon-de-Marston.....	1,984.53	533.47	477.42	2,010.58		56.61	56.61	
49	St-Marguerite-de-Joliette.....	3,170.83	27.37		3,198.20		10.00	10.00	
50	St-Marie-de-la-Beauce.....	6,252.82	68.25		6,321.07				
51	St-Marthe.....	661.56			661.56				
52	St-Mathias.....	560.03	15.90		575.93				
53	St-Odilon-de-Cranbourne.....	1,079.32			1,079.32				
54	St-Philémon.....	6,319.91	108.73		6,428.64				
55	St-Pierre-du-Lac.....	5,761.89	180.30		5,942.19		424.00	424.00	
56	St-Polycarpe.....	1,026.17	37.28		1,063.45				
57	St-Prosper.....	80.76			80.76		5.00	5.00	
58	Sre-Rose-de-Watford.....	7,612.44			7,612.44				
59	St-Sabine (Missisquoi).....	100.42	22.70		123.12				
60	St-Sébastien (Frontenac).....	1,530.77			1,530.77		14.00	14.00	
61	St-Sébastien (Iberville).....	623.54			623.54				
62	St-Siméon (Bonaventure).....	3,176.41	115.53		3,291.94				
63	St-Télesphore.....	362.15	108.43		470.58				
64	St-Théodosie-Calixa Lavallée.....		63.88		63.88		27.93	27.93	
65	St-Thomas-d'Aquin.....	265.50	465.37		730.87				
66	St-Ursule.....	4,007.23	61.63		4,068.86	4,000.00	630.00	4,630.00	
67	St-Valérien-de-Milton.....	731.72	939.13		1,670.85				
68	St-Vallier.....	444.91	136.15		581.06				
69	St-Venant-de-Hereford.....	806.36	65.97		932.33				
70	St-Victoire.....	45.99	8.00		53.99				
71	Varennes.....	1,447.40	52.42		1,499.82				
72	Vaudreuil.....	1,422.88			1,422.88				
73	Verchères.....								
74	Wotton.....	9,521.83	260.15		9,781.98				
	TOTAL.....	178,054.37	11,235.19	552.42	188,737.14	5,816.34	12,935.70	18,752.04	

† État annuel non transmis.—Annual Statement not filled.

MUNICIPAL MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE

Surplus ou déficit Surplus or deficit	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Nombres de membres Number of members	Assurance en vigueur Insurance in force
	Cotisations Assessments	Autres Other	Total	Primes payés Losses paid	Autres Other	Total		
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$	
2,922.54		43.25	43.25		32.00	32.00	70	240,659
290.92		130.78	130.78	75.00	29.35	104.35	101	367,155
777.87	2,888.15	2,809.38	5,697.53	2,935.00	55.00	2,990.00	144	819,105
5,997.13	1,013.61	88.89	1,102.50				80	350,075
3,892.27	2,408.55	36.93	2,445.48	325.00	27.50	352.50	107	479,000
4,488.97	43.13	129.61	172.74	103.00	102.52	205.52	146	392,000
755.20	569.84	8.17	578.01	364.03	35.00	399.03	113	281,300
110.78	271.59		271.59				81	108,636
836.39	26.80	345.45	372.25	246.67	89.34	336.01	14	486,900
5,402.83	582.45	114.88	697.33	108.34	34.00	142.34	103	221,050
1,201.83	300.00	3.00	303.00				57	287,538
1,125.73	2,559.76	3.00	2,562.71	812.99	225.00	1,037.99	88	750,140
1,791.31	659.50	5.00	664.54		157.96	157.96	59	329,750
13,054.13	33.00	268.39	301.31		133.40	133.40	276	415,056
1,659.02	2,129.30	1,517.89	3,647.11	1,373.99	1,685.13	3,059.12	159	1,501,481
815.71		17.06	17.06		13.43	13.43	119	228,260
3,052.25	1,168.80	57.55	1,226.31		36.25	36.25	102	605,350
414.64		416.45	416.45	135.00	278.34	413.34	124	1,016,327
1,157.23	37.00	3.04	40.04	150.00	7.00	157.00	216	450,150
207.17	44.13		44.13		116.74	116.74	174	688,535
403.32					14.08	14.08	100	209,950
9,353.79	1,972.53	135.35	2,107.88	155.00	215.25	370.25	251	394,506
370.50		85.10	85.10		154.00	154.00	114	657,456
6,252.45	1,594.80	389.95	1,984.71	20.00	587.04	607.04	126	395,520
10,271.09	365.73	279.26	644.96	121.05	74.66	195.71	98	288,365
2,882.02	400.28	71.40	471.68		4.99	4.99	66	153,190
2,655.86	1,893.81	3,413.65	5,307.46	4,701.00	525.45	5,226.45	269	474,325
1,456.96	1,168.77	20	1,168.97	950.00	125.82	1,075.82	212	591,505
723.90		4.59	4.59		4.00	4.00	118	393,290
2,533.84	10,391.87	84.26	10,476.63	6,248.20	2,993.98	9,242.18	310	2,703,651
9,260.00	1,256.27	135.30	1,391.57		155.96	155.96	117	358,990
4,973.87	672.68	108.99	841.67	97.65	59.46	157.11	98	218,900
9,372.33	2,074.80	153.12	2,227.92	87.00	253.43	340.43	254	508,275
199.11							142	840,860
	95.00		95.00	75.00	30.00	95.00	76	233,352
117.01		243.00	243.00		233.20	233.20	102	450,927
376.47	400.58	43.20	443.78	1,300.00	52.23	1,352.23	179	879,950
359.31	53.20		53.20	102.24		102.24	120	248,550
2.79	2,052.36	2,007.60	4,059.96	1,800.00	2,259.96	4,059.96	200	561,680
1,977.69	1,053.99	13.13	1,067.12		15.00	15.00	180	1,093,210
110.62	21.76	138.77	160.53		160.53	160.53	157	444,715
520.41	3,345.39		3,345.39	2,845.34	225.78	3,071.12	174	1,014,605
1,829.10	428.38	31.31	459.69	60.00	31.42	91.42	98	224,415
1,983.97	135.84	138.84	274.68		46.42	46.42	50	49,035
3,188.20	899.94	60.02	959.96	166.38	8.48	174.86	163	342,535
6,321.07	1,830.72	106.18	1,936.90	844.25	181.08	1,025.33	235	684,400
661.56				85.00		85.00	169	671,700
575.93	120.70	6.30	127.00		13.00	13.00	69	159,750
1,079.32	553.86		553.86	1,878.00	473.04	2,351.04	118	213,544
6,428.64	770.77	109.15	879.92		25.00	25.00	104	297,475
5,517.29	1,027.77	72.37	1,100.14		179.23	179.23	129	299,414
1,063.45	272.96	3.15	276.11		17.50	17.50	176	1,187,120
75.76		2.10	2.10		2.50	2.50	185	312,695
7,642.44	603.32	228.14	831.46		252.92	252.92	127	192,190
123.12	739.95	13.06	753.01	880.00	56.23	936.23	36	187,548
1,516.77		37.24	37.24		10.00	10.00	112	142,623
623.74	151.54	14.41	165.95	20.00	426.80	446.80	153	845,150
3,291.94	383.08	19.72	402.80				144	149,012
470.58	3,436.63	1,523.10	4,959.73	3,065.45	1,557.34	4,622.79	151	1,054,824
35.95	67.19		67.19		67.19	67.19	66	160,960
730.87	1,082.55	1.65	1,084.20	50.00	773.00	823.00	170	702,200
367.14	4,294.06	636.12	4,930.18	250.00	800.90	1,140.90	168	615,760
1,670.85	2,488.39	28.27	2,516.66	515.98	2,101.69	2,617.67	162	1,130,004
681.06	1,861.20	18.17	1,879.37	1,750.00	41.00	1,791.00	165	501,150
932.33	1,137.44	2.69	1,140.13	12.34	457.63	469.97	56	296,659
53.99	336.85	149.04	485.89	256.88	252.54	509.42	156	296,185
1,499.82	26.46	5.50	31.96	50.00	123.00	173.00	181	829,345
1,422.88	16.67	33.53	50.20				110	239,783
9,781.98	3,031.15	83.94	3,115.09		473.69	473.69	199	704,437
169,985.10	69,246.35	16,689.59	85,935.94	35,015.78	19,654.38	54,670.16	9,942	36,007,662

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE

	COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities			
		Au grand livre — Ledger assets	Non inscrit — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayés — Unpaid losses	Autre — Other	Total	
		\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	
1	†Beceil.....								
2	Berthier (en bas).....	370.84	49.73		420.57				
3	†Boucherville.....								
4	Cap-St-Ignace.....	1,921.99	292.10		2,214.09				
5	Charlesbourg.....	10,527.97	399.25	399.25	10,527.97		7,000.00	7,000.00	
6	Château-Richer.....	9,984.41	80.90		10,065.31		18.58	18.58	
7	Chicoutimi.....	6,578.15	1,870.00	1,850.00	6,598.75				
8	Compton.....	3,021.92	50.75		3,072.67		50.75	50.75	
9	Granby.....	13,008.76	128.42		13,137.18	75.00	1,343.00	1,418.00	
10	Kingsey.....	6,480.03	150.00	150.00	6,480.03				
11	Lacadie.....	225.00			225.00				
12	L'Ange-Gardien-d'Angers.....	1,274.63			1,274.63				
13	L'Annonciation.....	12,374.83	313.90		12,688.73	1,145.00		1,145.00	
14	Laprairie.....	673.63	478.02		1,151.65	750.00		750.00	
15	La Présentation.....		38.03		38.03	50.00	182.88	232.88	
16	L'Assomption.....	199.94	34.00		233.94		700.00	700.00	
17	La Visitation-de-Champlain.....	1,329.46			1,329.46				
18	La Visitation-de-l'Île-Dupas.....	1,782.30			1,782.30				
19	L'Épiphanie.....					250.00	5.00	255.00	
20	Low.....	1,586.04			1,586.04				
21	N.-D.-de-Bon-Secours (L'Islet).....	671.24			671.24				
22	N.-D.-de-l'Ancienne-Lorette.....	1,137.58	263.00		1,400.58	1,200.00		1,200.00	
23	N.-D.-de-Lourdes-de-Ham.....	2,497.63			2,497.63				
24	N.-D.-d'Hébertville.....	4,768.11	704.55	666.95	4,805.71				
25	N.-D.-du-Mont-Carmel (Champlain).....	367.74	150.26		518.00				
26	N.-D.-du-Très-Sacrement-de-Ferme-Neuve.....	14,410.12	250.00	50.00	14,610.12	3,250.00	2,346.09	5,596.09	
27	Roxton.....	1,280.98	1,124.98		2,405.96		740.00	740.00	
28	Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce).....	5,080.84	93.80		5,174.64				
29	Sacré-Cœur-de-Jésus (Saguenay).....	969.95			969.95				
30	St-Agapit-de-Beaurivage.....	2,057.05	64.50		2,121.55				
31	St-Aimé.....						152.09	152.09	
32	St-Alban.....	2,254.22			2,254.22				
33	St-Alexandre (Kamouraska).....	507.89			507.89				
34	St-Alexis-de-Matapédia.....	7,159.25	15.75		7,175.00				
35	St-Alexis-de-Montcalm.....	677.12			677.12				
36	St-Ambroise-de-Kildare.....	210.00			210.00				
37	St-André-Avellin.....	18,026.99	420.04		18,447.03				
38	Saints-Anges.....	1,132.79			1,132.79				
39	Ste-Anne-de-Danville.....	1,519.15	6.00		1,525.15				
40	Ste-Anne-de-la-Pérade.....	1,078.20	16.00		1,094.20				
41	Ste-Anne-de-la-Pocatière.....	5,090.22	82.55		5,172.77				
42	Ste-Anne-des-Plaines.....	3,856.12	20.00		3,876.12		400.00	400.00	
43	Ste-Anne-de-Stukely.....	22,505.20	639.76	325.00	22,819.96	600.00		600.00	
44	Ste-Anne-de-Yamachiche.....	814.05			814.05		1,000.00	1,000.00	
45	St-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre.....	12,365.99	6,023.41		18,389.40		7,425.00	7,425.00	
46	St-Augustin.....	19.59			19.59	15.00	274.00	289.00	
47	St-Barbe.....	475.27			475.27				
48	St-Barthélemi.....	24.26	25.54		49.80		450.00	450.00	
49	St-Basile.....	3,418.65			3,418.65				
50	St-Benoît-Labre.....	36.04			36.04		100.00	100.00	
51	St-Bernard (Dorchester).....	5,334.44	71.58		5,406.02				
52	St-Bernard-de-Beauchastel.....	7,127.23	98.00		7,225.23				
53	St-Blaise.....	222.09	69.05		291.14				
54	St-Brigitte-des-Saults.....	552.10	216.48		768.58	2,500.00		2,500.00	
55	St-Bruno (Chambly).....	778.24	392.95		1,171.19				
56	St-Bruno (Lac St-Jean-Est).....	6,759.35	176.49		6,935.84	1,200.00		1,200.00	
57	St-Camille (Compton).....	1,868.42	834.20	73.58	2,629.04		50.94	50.94	
58	St-Camille-de-Wolfe.....	261.30	237.85		499.15				
59	St-Cécile-de-Masham.....	9,758.71			9,758.71				
60	St-Cécile-du-Bic.....	25,441.59	1,081.40	501.52	26,021.47				
61	St-Césaire.....	10,057.20	398.56	147.45	10,308.31		1.08	1.08	
62	St-Charles (St-Hyacinthe).....	121.01			121.01				
63	St-Clément-de-Beauharnois.....	135.41			135.41				
64	St-Clet.....	379.11	12.75		391.86				
65	St-Cœur-de-Marie.....	921.38	357.57	125.00	1,153.95	138.15	1.00	139.15	
66	St-Come-de-Kenebec.....	4,718.19			4,718.19				
67	St-Constant.....	66.51			66.51				
68	St-Croix (Lac St-Jean-Est).....	8,553.37	101.20		8,654.57				
69	St-Croix-Lotbinière.....	10,337.74	37.90		10,375.64				
70	St-Cuthbert.....	14.85	44.41		59.26		306.39	306.39	
71	St-Cyprien-de-Léry.....	675.28			675.28		94.50	94.50	
72	St-Cyrille-de-Normandin.....	13,725.88	106.28		13,832.16		32.26	32.26	
73	St-Damase.....	60.00			60.00				
74	St-David (Yamaska).....	19.46			19.46		450.00	450.00	
75	St-David-d'Estcourt.....	2,281.35	112.45	499.72	1,894.08	500.00		500.00	
76	St-Denis.....	131.50	64.90		196.40				
77	St-Dominique (Bagot).....	443.47			443.47				
78	St-Dominique-de-Jonquière.....	16,689.62	1,748.66		18,438.18		388.61	388.61	
79	St-Edmond-de-Coaticook.....	62.39			62.39		1,581.37	1,581.37	
80	St-Edouard-de-Napierville.....	607.21			607.21				

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE (suite)

COMPAGNIES — COMPANIES	Actif — Assets				Passif — Liabilities		
	Au grand livre — Ledger assets	Non inscrits — Non ledger assets	Non admis — Not admitted	Total	Sinistres impayés — Unpaid losses	Autre — Other	Total
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
81 Ste-Elisabeth	2,990.60	118.80		3,109.40	694.81		694.81
82 St-Elzéar	2,487.51			2,487.51			
83 St-Ephrem-de-Tring	11,991.10	115.05		12,106.75			
84 †St-Ephrem-d'Upton							
85 St-Esprit	67.58			67.58			
86 St-Etienne (Beauharnois)	113.07			113.07			
87 †St-Etienne-de-la-Malbaie							
88 St-Eugène-de-Grantham	706.20	155.46		861.66			
89 St-Eugène-de-l'Islet	418.38			418.38			
90 Ste-Famille-du-Cap-Santé	3,379.30			3,379.30			
91 St-Félicien	2,265.41	454.80	450.00	2,270.21			
92 St-Félix-de-Valois	2,696.54	19.50		2,716.04		149.00	149.00
93 St-François (Beauce)	1,364.67	117.90	30.00	1,452.57			
94 St-François-de-Sales	54.52			54.52			
95 St-François-du-Lac	127.99	35.12		163.11	2,370.00	140.64	2,511.30
96 St-Frédéric-de-Beauce	3,221.09			3,221.09			
97 St-Gabriel-de-Brandon	56.33			56.33			
98 Ste-Geneviève (Jacques-Cartier)	741.52	386.10	220.20	907.42		1,590.55	1,590.55
99 Ste-Geneviève-de-Berthier							
100 St-Georges-de-Beauce	20.37	8.00		28.37			
101 St-Georges-de-Clarenceville	1,442.44	5.49		1,447.93		6.00	6.00
102 St-Georges-de-Henryville	918.72			918.72			
103 St-Georges-de-Windsor	49.94			49.94			
104 St-Germain	25.24	15.00		40.24	100.00	1,807.75	1,907.75
105 St-Gervais	4,406.44	84.00	84.00	4,406.44		24.08	24.08
106 St-Guillaume-d'Upton	2,948.90	4.50		2,953.40			
107 Ste-Hélène (Bagot)	693.54	149.71		843.25	904.00		904.00
108 St-Henri-de-Lévis	3,507.57	275.58		3,783.15			
109 St-Henri-de-Mascouche	5.70			5.70		125.00	125.00
110 St-Hermas	14,023.31	1,188.33		15,211.64			
111 St-Herméngilde	11,083.75			11,083.75			
112 St-Hilaire	545.94	2.00		547.94		2.00	2.00
113 St-Hilarion	11,903.98	65.00		11,968.98			
114 St-Honoré-de-Shenley	14,710.10	39.24		14,749.34		247.00	247.00
115 St-Hubert	975.75			975.75			
116 St-Iluges	55.69			55.69			
117 St-Hyacinthe							
118 St-Ignace-du-Côteau-du-Lac	7,251.85	99.39		7,351.24			
119 St-Isidore (Dorchester)	1,664.87	1,279.70		2,944.57			
120 St-Isidore (Laprairie)	401.57	2.16		403.73		1.25	1.25
121 St-Isidore-d'Auckland	67.49	78.10		145.59		350.00	350.00
122 St-Jacques-de-l'Achigan	199.44	16.75		216.19			
123 St-Jacques-de-Leeds	1,401.20	768.15		2,169.35			
124 St-Jacques-de-Majourville	199.16			199.16		550.00	550.00
125 St-Jacques-de-Majour	11,935.45	1,070.50	419.50	12,586.45		17.87	17.87
126 St-Janvier	533.70			533.70		10.00	10.00
127 St-Jean (St-Jean)							
128 St-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte	8,388.12	404.34		8,792.46			
129 St-Jean-Baptiste-de-Nicolet	2,184.61	15,231.36	190.00	17,225.97	41.79	21,056.73	21,098.52
130 St-Jean-Chrysostôme	318.49	1,484.21		1,802.70	300.00	567.41	867.41
131 St-Jean-de-Wickham	3,969.68			3,969.68			
132 St-Jean-l'Évangéliste-de-Thurso	5,779.65			5,779.65			
133 Ste-Jeanne-de-Neuville	3,565.52			3,565.52			
134 St-Jean-Port-Joli	2,536.02			2,536.02			
135 St-Jérôme (Lac-St-Jean-Est)	2,178.23	315.94		2,494.17		1,309.01	1,309.01
136 St-Jérôme-de-Matane	4,707.23	732.17	372.07	5,067.33		.51	.51
137 †St-Jérusalem-d'Argenteuil							
138 St-Joseph-de-Beauce	3,602.85	108.45		3,711.30			
139 St-Joseph-de-Godmanchester	112.68	339.84		512.52		600.00	600.00
140 St-Joseph-de-Lanoraie	9.24			9.24			
141 Ste-Julie (Verchères)	5,411.48			5,411.48			
142 St-Julien-de-Wolfestown	4,087.55			4,087.55			
143 Ste-Julienne	541.83	133.40		675.23		306.25	306.25
144 Ste-Justine (Dorchester)	8,165.86			8,165.86			
145 St-Lambert	1,370.14			1,370.14			
146 St-Léon-de-Standon	9,030.73	21.09		9,051.82			
147 St-Liboire	480.11			480.11			
148 St-Lin-des-Laurentides	267.89	77.00		344.89		507.30	507.30
149 St-Louis (Lévis)	10,520.05			10,520.05			
150 St-Louis-de-Bonsecours							
151 St-Louis-de-Chambord	9,767.83	4.90		9,772.73			
152 St-Louis-de-Gonzague							
153 St-Louis-de-l'Île-aux-Coudres	7,716.06			7,716.06			
154 St-Louis-de-Lotbinière	12,449.85	410.67		12,860.52			
155 St-Luc (Champlain)	739.96	300.40		1,030.36			
156 St-Luc (St-Jean)	461.99	727.03		1,189.02	1,170.00	10.00	1,180.00
157 Ste-Luce-de-Disraeli	2,246.86			2,246.86			
158 Ste-Luce-de-Albanel	6,919.90			6,919.90			
159 Ste-Madeleine-de-Rigaud	8,617.54	207.81		8,825.35			
160 St-Magloire	5,774.04			5,774.04			

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE (continued)

Surplus ou déficit Surplus or deficit	Recettes — Receipts			Déboursés — Disbursements			Solde non cotisé des billets de dépôt Unassessed balance of premium notes	Nombre de polices Number of policies	Assurance en vigueur Insurance in force
	Cotisations Assessments	Autres Other	Total	Sinistres payés Losses paid	Autres Other	Total			
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.		\$
2,414.59	5,259.09	1,310.98	6,570.07	2,745.44	1,955.63	4,701.07	57,992.50	300	1,159,850
2,487.51	1,079.43	75.34	1,557.27	1,850.00	67.47	1,917.47	14,228.71	142	308,410
12,106.75	3,826.19	70.76	3,896.95	1,839.85	1,104.95	3,004.80	58,427.21	308	1,243,250
67.58	1,573.07	2.90	1,575.97	1,539.62	83.47	1,623.09	31,605.62	151	586,960
113.07	.....	1.91	1,571.91	35.00	.....	35.00	33,514.10	170	616,990
861.66	59.84	10.82	70.66	.....	2.00	2.00	9,281.05	80	199,250
418.38	257.96	8.57	266.53	.....	71.33	71.33	5,421.74	128	128,980
3,379.30	892.00	249.50	1,141.50	.....	224.07	224.07	16,948.00	119	178,400
2,270.21	7.85	101.66	109.51	147.00	1,558.44	1,705.44	27,275.68	696	1,856,825
2,567.04	2,752.15	257.11	3,009.26	514.10	359.70	873.80	44,758.35	377	950,600
1,452.57	1,825.50	6.00	1,831.50	238.80	529.75	768.55	26,227.00	562	1,254,200
54.52	.....	41.00	41.00	811.79	86.27	898.06	16,152.00	127	337,800
8,348.15	633.35	.....	633.35	155.60	841.10	996.70	35,335.06	107	622,173
3,221.09	2,069.26	141.20	2,210.46	50.81	115.09	165.90	23,988.41	227	538,000
56.33	975.40	13.74	989.14	1,000.00	65.20	1,065.20	22,980.50	250	532,030
683.13	2,990.03	1,056.42	4,046.45	3,320.00	428.59	3,748.59	63,317.88	366	1,416,125
.....	.....	4.00	4.00	.....	4.00	4.00	43,285.00	196	865,700
28.37	3,032.59	81.89	3,117.48	2,696.47	535.61	3,232.08	30,899.16	412	634,375
1,441.93	38.51	47.31	85.82	.....	32.81	32.81	12,968.04	83	218,150
018.72	.....	22.91	22.91	154.37	236.00	390.37	43,257.50	250	565,150
49.94	1,080.40	20	1,080.60	200.00	836.86	1,036.86	65,155.60	193	827,950
1,867.51	91.29	642.00	733.20	215.00	759.45	974.45	134,438.89	1,084	2,792,275
4,382.36	5,483.50	10.93	5,494.43	73.47	1,136.93	1,210.40	176,712.89	990	3,798,100
2,053.40	.....	33.50	33.50	40.00	123.50	163.50	32,704.45	348	672,200
60.75	.....	104.16	104.16	.....	333.42	333.42	19,271.40	93	321,190
3,783.15	3,487.50	7.61	3,495.11	1,058.00	772.26	1,830.26	27,168.19	500	1,475,140
119.30	109.35	125.00	234.35	62.40	172.70	235.10	21,314.50	183	426,290
15,211.64	5,698.44	288.26	5,986.70	837.00	1,394.80	2,231.80	128,338.82	582	2,933,513
11,083.75	173.60	286.03	459.63	.....	159.50	159.50	10,523.45	106	444,025
545.94	.....	9.00	9.00	.....	19.00	19.00	15,190.86	129	269,010
11,968.98	760.32	855.99	1,616.31	50.00	418.77	468.77	25,653.35	248	587,200
14,502.34	2,006.62	255.38	2,262.00	82.04	419.19	501.23	70,039.98	321	799,720
975.75	.....	19.33	19.33	10.00	16.00	26.00	56,044.66	185	747,350
65.69	.....	.....	.....	.....	14.30	14.30	40,751.25	227	815,025
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	23,104.50	97	385,075
7,351.24	1,241.00	93.99	1,334.99	.....	142.75	142.75	14,257.70	226	619,900
2,944.57	1,103.06	132.75	1,235.81	1,579.70	274.64	1,854.34	49,546.12	402	1,091,965
402.48	.....	14.00	14.00	45.00	45.95	90.95	30,117.05	159	544,326
804.41	6,805.50	2,858.90	9,664.40	7,425.00	2,725.09	10,150.09	17,700.00	113	354,000
216.19	615.58	12.00	627.58	635.00	146.00	771.00	41,451.24	237	942,610
2,169.35	556.10	4.03	560.13	.....	49.20	49.20	10,921.20	144	270,200
350.84	365.63	611.50	977.13	837.40	167.93	1,005.33	16,819.00	160	365,600
12,568.58	4,973.63	439.73	5,413.36	3,415.00	836.79	4,251.79	89,112.40	996	2,069,875
523.70	4.60	7.01	11.61	.....	13.10	13.10	30,579.72	165	523,375
.....	.....	85.00	85.00	.....	85.00	85.00	29,421.89	132	505,615
8,792.46	9,710.71	1,700.89	11,411.60	5,801.61	2,849.46	8,651.07	21,656.03	2,521	5,086,044
3,878.56	1,514.38	5,894.44	7,408.82	2,763.25	3,103.25	5,866.50	89,410.79	789	2,069,960
935.29	1,637.32	60.00	1,703.62	906.00	530.23	1,436.23	48,524.49	269	873,675
3,969.68	4,845.32	283.75	5,129.07	1,071.20	426.10	1,497.30	68,210.63	380	1,116,440
5,779.65	2,975.98	56.04	3,032.02	50.00	280.80	330.80	31,229.05	244	742,345
3,565.52	1,508.00	67.46	1,575.46	585.32	69.28	654.60	9,737.50	192	301,600
2,536.02	3,411.59	23.82	3,435.41	790.00	336.51	1,126.51	54,888.41	635	1,166,000
1,185.16	1,376.76	98.45	1,475.21	.....	231.59	231.59	13,157.57	83	341,210
5,066.82	1,426.60	1,002.95	2,429.55	1,780.00	1,215.17	2,995.17	111,294.08	997	2,470,370
.....
3,711.30	718.68	375.50	1,094.18	275.21	623.97	899.18	49,994.78	356	1,124,550
87.48	3,634.77	2,483.31	6,118.08	3,787.50	2,259.97	6,047.47	85,340.21	403	1,507,930
9.24	.....	.....	.....	24.19	.....	24.19	8,108.11	98	169,750
5,411.48	.....	107.07	107.07	.....	32.60	32.60	13,419.12	101	318,145
4,087.55	2,090.34	393.50	2,483.84	2,068.02	743.21	2,811.23	37,963.41	317	801,075
368.98	5,172.40	324.20	5,496.60	5,230.00	141.40	5,371.40	120,709.50	593	2,228,900
8,165.86	1,331.84	159.20	1,491.04	220.00	199.31	419.31	13,998.92	157	380,527
1,370.14	62.63	169.80	232.49	68.53	229.24	297.77	17,727.57	363	404,430
9,051.82	893.66	221.95	1,115.61	50.00	118.42	168.42	.....	202	330,225
480.11	21.00	8.50	29.50	.....	100.00	100.00	39,421.82	280	749,780
162.41	2,671.10	501.92	3,173.02	2,859.32	181.25	3,040.57	74,640.00	362	1,351,535
10,520.05	2,235.90	260.65	2,496.55	1,450.00	528.10	1,978.10	20,558.40	454	939,500
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	11,634.50	122	232,090
9,772.73	1,188.21	218.76	1,406.97	60.00	306.90	366.90	15,147.49	82	253,000
.....	3,050.00	.....	3,050.00	.....	.....	.....	50,929.60	262	899,660
7,716.06	652.92	196.35	849.27	.....	115.00	115.00	8,028.78	124	224,400
12,860.52	7,628.14	157.30	7,785.44	5,317.17	474.22	5,791.39	81,021.46	558	1,879,155
1,030.36	1,837.07	6.77	1,843.84	748.03	646.18	1,394.21	13,616.27	171	348,040
9.02	464.30	15	454.45	20.00	16.95	36.95	9,222.08	61	193,453
2,246.86	511.71	37.95	549.66	.....	31.90	31.90	5,237.25	60	103,685
6,919.90	2,304.49	139.25	2,443.74	401.50	205.04	606.54	42,322.05	159	468,885
8,825.35	6,611.67	589.41	7,201.08	5,870.00	1,671.61	7,541.61	78,718.80	579	1,812,196
5,774.04	1,304.40	130.10	1,434.50	1,100.00	116.30	1,216.30	5,893.00	120	241,440

TABLE V — COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DE PAROISSES, INCENDIE (fin)

		Actif — Assets				Passif — Liabilities			
		Au grand livre Ledger assets	Non inscrit Non ledger assets	Non admis Not admitted	Total	Simètres impayés Unpaid losses	Autre Other	Total	
		\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
161	St-Malachie (Dorchester)	16,760.26			16,760.26				
162	St-Malachie-d'Ormastown	180.84	283.10		463.94		1,200.00	1,200.00	
163	St-Marc (Verchères)	5.00	163.83		168.83		215.65	215.65	
164	St-Marc-des-Carrières	6,684.47	146.75		6,831.22				
165	St-Marcel								
166	Ste-Marie-de-Monnoir	1,138.65	205.18		1,343.83				
167	Ste-Marie-de-Snybec	2,290.22	5,022.28	241.75	7,070.75	950.50	3,205.00	4,155.50	
168	Ste-Marie-Madeleine	138.70	15.45		154.15				
169	Ste-Marie-Salomé	178.44	238.82		417.26		513.00	513.00	
170	St-Martin (Beauce)	7,381.41	7.50		7,388.91				
171	Ste-Martine	5.29			5.29		261.00	261.00	
172	St-Maurice	805.41	21.25		826.66				
173	St-Méthode-d'Adstock	7,446.86	39.21		7,486.07				
174	St-Michel (Bellechasse)	423.78	284.77		708.55				
175	St-Michel-Archange	336.44	32.56		369.00		1.20	1.20	
176	St-Michel-d'Yamaska	3,442.14	426.42		3,868.56				
177	Ste-Monique	4,205.98	17.28		4,223.26				
178	St-Narcisse	2.34			2.34		720.66	720.66	
179	St-Nazaire-d'Acton	5.00			5.00		50.00	50.00	
180	St-Nérée	2,434.75	120.97		2,555.72				
181	St-Nicolas	6,285.39	223.75		6,509.14				
182	St-Octave-de-Métis	804.32	741.18		1,545.50				
183	St-Ours	2,046.98	573.22		2,620.20		1,400.00	1,400.00	
184	St-Pamphile	1,493.66			1,493.66				
185	St-Patrice-de-Beaurivage	209.74			209.74				
186	St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup	291.09	5.20		296.29				
187	St-Patrice-de-Sherrington	775.08	19.03		794.11		100.00	100.00	
188	St-Paul-de-Senneterre	8,398.27	1,546.03	703.88	9,240.42	50.00		50.00	
189	St-Philippe-de-Laprairie						46.54	46.54	
190	Ste-Philomène	115.33	56.38		171.71				
191	St-Pie	1,946.16	840.52		2,786.68		2.00	2.00	
192	St-Pierre-Baptiste	34,259.20	1,173.80	328.50	35,104.60				
193	St-Pierre-de-Broughton	8,077.14			8,077.14				
194	St-Pierre-de-Durham	8,653.57	114.25		8,767.82				
195	St-Pierre-de-la-Patrie	8,788.34			8,788.34				
196	St-Pierre, Ile d'Orléans	4,481.72			4,481.72				
197	St-Pierre-les-Becquets	8,201.02	170.90	132.00	8,239.92				
198	St-Raphél	180.17	205.25		385.42	375.00		375.00	
199	St-Raymond	885.83			885.83				
200	St-Remi	17.00	11.40		28.40	80.00		80.00	
201	St-Robert	230.01			230.01				
202	St-Roch-de-l'Achigan	131.93	216.56		348.49	170.00	20.00	190.00	
203	St-Roch-des-Aulnais	4,161.04			4,161.04				
204	St-Roch-d'Orford	1,497.20	45.00	45.00	1,497.20		2,000.00	2,000.00	
205	Ste-Rosalie	1,114.23			1,114.23				
206	Ste-Rose (Laval)	251.38	4,014.22		4,265.60		2,000.00	2,000.00	
207	Ste-Rose-du-Dégelé	16,612.38	114.57	62.57	16,664.38		413.00	413.00	
208	St-Samuel	12,295.54	43.80		12,339.34				
209	Ste-Scholastique	126.13			126.13				
210	St-Séverin	403.44			403.44				
211	St-Simon	167.58	50.76		218.34		70.00	70.00	
212	St-Stanislas (Champlain)	330.45			330.45		1,600.00	1,600.00	
213	St-Stanislas-de-Kostka	55.43			55.43	100.00		100.00	
214	St-Sylvestre	1,225.62			1,225.62				
215	Ste-Thècle	2,416.85	661.41		3,078.26				
216	St-Théodore-d'Acton	215.08			215.08				
217	St-Théophile-d'Ely	4,405.73			4,405.73				
218	† Ste-Thérèse-de-Blainville								
219	St-Thomas-de-Montmagny	712.29			712.29				
220	St-Thuribe	1,210.72			1,210.72				
221	St-Tite	462.54	189.03		651.57				
222	St-Ubalde	2,582.28			2,582.28				
223	St-Urbain-Premier	3,554.19	225.81		3,780.00	2,750.00	55.00	2,805.00	
224	St-Valentin	586.66			586.66				
225	St-Victor-de-Tring	8,122.53	339.02		8,461.55				
226	St-Vincent-de-Paul	89.90			89.90				
227	St-Zacharie	9,245.23			9,245.23				
228	St-Zéphirin-de-Courval	146.82	367.51		514.33				
229	St-Zotique	3,953.12	87.07		4,040.19		28.41	28.41	
230	Shawville	1,059.85	3,496.65		4,556.50		1,010.63	1,010.63	
231	Spaulding & Ditchfield	29,184.03	934.54		30,118.57	5.00	3,502.00	3,507.00	
232	Stoke	1,526.00	505.00		2,031.00		1,291.79	1,291.79	
233	Très-Saint-Cœur-de-Marie	8,040.45			8,040.45				
234	Weedon	1,530.24			1,530.24				
235	Windsor	2,086.66	332.50		2,419.16				
	TOTAL	838,937.97	71,391.69	8,067.94	902,261.72	21,734.91	74,177.77	95,912.68	

† État annuel non transmis. — Annual statement not filed.

PARISH MUTUAL INSURANCE CORPORATIONS, FIRE (concluded)

Surplus ou déficit Surplus or deficit	Recettes — Receipts				Déboursés — Disbursements				Solde non cotisé des billets de dépôt Unassessed balance of premium notes	Nombre de polices Number of policies	Assurance en vigueur Insurance in force
	Cotisations Assessments		Autres Other		Sinistres payés Losses paid		Autres Other				
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$	
16,760.26	1,723.18	716.58	2,439.76	5.00	580.25	504.25	31,660.38	324	785,700	161	
736.06	298.95	1,249.10	1,548.05	1,650.00	592.31	2,242.31	76,420.04	394	1,401,455	162	
46.82	3,425.70	232.92	3,658.62	2,175.00	1,483.62	3,658.62	15,516.20	100	453,500	163	
6,831.22	3,120.14	218.87	3,339.01	1,135.00	1,465.01	2,600.01	25,085.30	344	1,088,100	164	
1,343.83	1,218.75	22.66	1,241.41	1,200.00	41.00	1,241.00	5,458.09	91	126,975	165	
2,915.25	4,174.75	657.50	4,832.25	2,006.25	1,554.74	3,560.99	46,317.77	202	803,887	166	
154.15	2.02	2.02	2.02	2.02	2.02	2.02	33,778.88	621	1,082,245	167	
95.74	2,713.21	763.25	3,476.46	2,003.10	1,374.29	3,377.39	34,675.72	150	420,663	168	
7,388.91	1,098.85	177.19	1,276.04	820.00	180.67	1,000.67	18,453.50	202	827,400	169	
826.66	8.10	65.49	73.59	130.00	41.00	171.00	46,535.40	138	221,800	170	
7,486.07	1,033.24	225.28	1,258.52	506.78	107.68	237.68	27,987.62	270	777,790	172	
708.55	509.67	2.42	512.09	79.00	180.77	506.78	17,080.51	232	401,650	173	
367.80	12.60	12.60	12.60	210.88	259.77	259.77	27,831.00	183	549,475	174	
3,868.56	1,468.40	62.00	1,530.40	125.00	210.88	210.88	27,831.00	164	463,850	175	
4,223.26	1,718.11	66.41	1,784.52	1,117.00	1,157.00	1,282.08	34,786.14	134	300,570	176	
718.32	655.00	65.00	720.00	625.00	165.45	1,282.45	23,367.33	220	585,812	177	
15.00	50.90	50.90	50.90	287.00	83.41	708.41	7,143.34	208	254,820	178	
2,555.72	51.80	328.42	380.22	845.36	287.00	287.00	26,545.38	155	559,890	179	
0,509.14	1,334.62	117.04	1,451.66	112.00	363.57	1,208.93	36,189.18	437	701,200	180	
1,545.50	1,986.50	12.50	1,999.00	1,215.00	248.04	360.04	13,011.63	147	295,325	181	
1,220.20	1,747.09	1,400.15	3,147.24	1,400.00	149.49	1,749.28	43,708.70	360	563,075	182	
1,493.66	2,055.63	4.00	2,059.63	415.00	445.76	1,549.49	48,030.54	153	949,535	183	
2,097.74	3,155.41	308.57	3,463.98	5,330.00	363.55	860.76	50,289.59	503	484,595	184	
296.29	2,504.61	60.00	2,564.61	2,536.74	113.22	5,603.55	65,585.08	298	1,068,900	185	
694.11	1,602.04	115.00	1,717.04	825.00	109.18	2,649.96	65,585.08	445	1,407,400	186	
9,190.42	6,184.54	115.21	6,299.75	2,548.95	2,741.54	5,290.49	43,578.85	259	779,819	187	
46.54	2,606.65	257.92	2,864.57	4,100.00	519.25	4,619.25	47,078.50	707	1,377,200	188	
171.71	14.57	14.57	14.57	100.00	100.00	100.00	47,373.00	188	941,550	189	
2,784.68	1,312.87	292.94	1,605.81	260.00	880.76	1,149.76	50,913.59	309	1,029,205	191	
35,104.50	30,898.68	207.24	21,105.92	10,489.50	1,837.59	21,327.09	171,262.06	1,093	5,162,590	192	
8,077.14	2,492.39	129.75	2,622.14	23.33	363.41	380.74	29,456.18	248	709,975	193	
8,767.82	3,707.86	128.43	3,836.29	2,051.00	474.83	2,525.83	33,693.34	337	912,250	194	
3,788.34	1,010.50	222.53	1,233.03	1,200.00	76.00	1,276.00	1,589.40	132	279,725	195	
4,481.72	656.30	103.32	759.62	60.00	60.00	60.00	4,544.05	89	159,600	196	
8,239.92	9,068.30	9.11	9,077.41	7,549.01	1,384.02	8,933.03	102,967.70	1,225	2,391,350	197	
10.42	1,097.18	19.55	1,097.18	1,097.80	236.90	1,334.70	15,194.57	200	409,725	198	
885.83	2,923.50	45.40	2,943.05	1,553.01	525.15	2,078.16	43,931.15	537	1,107,065	199	
51.60	45.40	90	45.40	137.50	80.00	217.50	37,353.92	192	753,947	200	
230.01	3,392.95	27.65	3,393.85	3,155.87	3.75	18.75	36,777.38	172	592,966	201	
158.19	1,443.35	27.65	1,471.00	3,155.87	121.36	3,277.23	36,512.95	240	714,930	202	
4,161.04	6,212.69	2,158.00	8,370.69	6,229.02	14.32	14.32	33,520.35	228	728,325	203	
502.89	2,668.20	2,610.50	5,278.70	3,343.88	2,809.90	6,153.78	62,003.03	635	1,851,277	204	
1,114.23	3,675.68	640.92	4,316.60	1,136.17	740.96	1,877.13	130,114.22	144	547,345	205	
2,265.60	2,400.72	408.44	2,809.16	2,449.29	687.19	3,136.48	29,988.75	405	2,257,125	206	
16,251.38	126.13	5.31	126.13	305.00	57.21	363.21	56,916.11	590	753,380	207	
12,329.34	2,860.20	54.80	3,410.00	50.00	33.57	33.57	68,032.07	369	1,354,060	208	
403.44	183.51	8.53	192.04	6,985.33	54.00	104.00	5,892.05	101	142,400	210	
1,484.34	5,293.50	1,691.83	6,985.33	5,751.31	1,089.14	6,840.45	30,118.50	289	835,119	211	
1,269.65	2,365.63	961.50	2,365.63	2,475.00	20.00	2,405.00	28,255.00	502	1,094,550	212	
44.87	103.20	65.00	1,064.70	137.85	137.50	275.35	16,011.25	158	912,175	213	
1,225.62	443.40	65.00	508.40	20.54	165.98	165.98	14,355.41	152	320,225	214	
3,078.26	7.61	12.93	20.54	440.00	33.87	473.87	51,390.73	150	320,250	215	
215.08	897.02	67.43	954.45	75.60	75.60	75.60	8,465.72	275	887,650	216	
4,405.73	20.70	226.79	247.49	175.00	656.44	831.44	50,516.50	59	216,570	217	
712.20	1,590.00	5.00	1,595.00	117.00	301.70	418.70	71,550.00	442	1,010,330	218	
1,210.72	6,225.11	1,871.25	8,096.36	5,222.43	2,529.28	7,751.71	40,278.75	318	1,431,000	219	
651.57	703.15	34.18	737.33	75.00	120.53	195.53	3,223.00	315	1,013,650	221	
2,582.28	2,516.11	24.60	2,540.71	79.94	79.94	79.94	139,100.00	116	139,100	222	
975.00	1,880.63	339.02	2,219.65	1,600.00	44.00	44.00	29,329.10	149	569,209	223	
586.66	1.63	1.63	1.63	8.32	44.00	44.00	17,770.26	90	296,171	224	
8,461.55	2,174.57	169.92	2,344.49	410.62	175.52	1,775.52	15,693.46	227	757,390	225	
89.90	1,570.82	156.25	1,570.82	1,700.68	8.32	8.32	18,085.80	96	301,430	226	
9,245.23	156.25	10,142.36	3,420.00	6,535.80	410.62	410.62	19,587.18	233	430,274	227	
514.33	1,792.36	10,142.36	3,420.00	6,535.80	84.00	1,784.68	34,447.73	100	370,355	228	
4,011.78	1,245.74	7,072.02	5,627.45	748.66	303.00	443.00	35,709.90	160	772,126	229	
3,545.87	2,133.86	2,153.88	1,413.50	605.68	6,535.80	9,955.80	127,740.49	1,362	2,904,155	230	
26,011.57	858.20	165.97	1,024.17	1,024.17	161.04	161.04	15,244.03	613	1,579,455	231	
739.21	1,276.00	228.00	1,504.00	3,115.00	65.98	2,019.18	19,335.54	129	450,782	232	
8,040.45	1,694.50	7,387.56	3,115.00	2,526.18	94.95	94.95	14,331.30	163	335,450	233	
1,530.25	1,694.50	7,387.56	3,115.00	2,526.18	94.95	94.95	22,940.60	114	301,850	234	
2,419.16	1,694.50	7,387.56	3,115.00	2,526.18	94.95	94.95	61,723.88	553	1,548,295	235	
806,349.04	176,392.04	88,901.93	565,293.97	320,011.77	142,470.82	462,482.59	10,266,229.20	78,954	221,324,082		

TABLE VI — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS
ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1951 — ASSETS, DECEMBER 31, 1951

SOCIÉTÉS — ASSOCIATIONS	ACTIF AU GRAND LIVRE — LEDGER ASSETS							ACTIF NON INSCRIT NON LEDGER ASSETS					Actif non admis — Assets not admitted	Total de l'actif admis — Total admitted assets
	Immeubles — Real estate	Prêts hypothécaires — Mortgage loans	Prêts ou liens sur — polices Loans or liens on certificates	Obligations et — actions Bonds, debentures and stocks	Espèces en caisse — et en banque Cash on hand and in banks	Autre — Other	Total	Intérêts, dividendes et — loyers échus et courus Interest, dividends and rents due and accrued	Primes et cotisations — échues ou différées Premiums and assess- ments dues or deferred	Autre — Other				
												\$		
Aluminum Co., of Can., Ltd, Shawinigan Works Emp. M.B.A.				7,000.00	1,930.05		8,930.05							8,930.05
Alumnae M.B. Assoc., Montreal Gen. Hospital				32,707.09	3,446.07		36,153.76							36,153.76
Assoc. Bienf. des Chauffeurs Mun., Montréal														
Assoc. Bienf. des Pompiers, Montréal		229,057.44		1,561,151.04	73,030.90		1,863,239.38	13,163.16	3,747.45					1,880,149.99
Assoc. de Bienf. et de Ret. de la Police, Montréal				3,852,849.83	98,092.34		3,950,942.17	30,794.21	7,957.73					3,989,694.11
Assoc. de Bienf. et de Ret. des Pompiers, Québec				155,200.00	11,122.30		166,322.30							166,322.30
Assoc. de Protection Mut. de la P. de Québec				119,515.75	37,624.00		157,139.75	723.41	1,500.00	1,757.06	1,757.06			159,363.16
Assoc. de Sec. M. des Emp. de J.-J. Joubert, Ltée				3,521.58	4,068.42		7,590.00	40.00						7,630.00
Assoc. de Sec. M. des Emp. de l'Arseal Fédéral				33,693.00	11,538.01		45,231.01	233.95	160.15					45,625.11
Assoc. des Gardes-Malades de l'Hôpital de la Mi- séricorde				1,503.38	61.96		1,565.34							1,565.34
Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame				13,500.00	3,847.87		17,347.87	15.00						17,362.87
Assoc. Nationale de Bénéfices Mutuels		664,249.96	58,890.40	1,324,985.02	34,410.32	4,400.00	2,056,935.70	14,354.63	139,508.24	36,063.73	36,063.73			2,240,798.57
Assoc. Protectrice des Policiers Mun., Québec				76,160.00	5,406.45		81,566.45	884.76						82,451.21
Bessarabier Hebrew Sick Ben. Assoc.	6,273.00			20,011.00	920.49	26.50	27,230.99		1,185.48	268.19	268.19			28,416.47
Borden's Employees Mut. Ben. Society					2,060.19		2,060.19							2,060.19
Caisse de Bienf. de l'Ordre Loyal des Moose de Q.				29,600.00	6,395.68		35,995.68		4,050.75					40,046.43
Canada Packers (Mtl Employees) M.B. Assoc.				14,974.50	16,366.99		31,341.49	200.19						31,541.68
Canadian Hebrew Sick Benefit Association				3,300.00	10,075.37		13,375.37			4,131.84	4,131.84			13,375.37
C.P. Expressmen's Mutual Benefit Society				19,621.43	9,739.07		29,360.50	81.04						29,441.54
Canadian Railways Benefit Society					2,860.94		2,860.94							2,860.94
Canpack Mutual Benefit Association				3,000.00	79.83		3,079.83	29.85						3,109.68
Casacalendese Ladies Mutual Aid Society				100.00	5,308.04		5,408.04							5,408.04
Caserta Mutual Aid Society				5,000.00	6,505.94		11,505.94	44.75		427.08	427.08			11,550.69
Daughters of England Benefit Society				10,900.00	8,579.97		19,479.97							19,479.97
Dominion Hebrew Sick Benefit Assoc.				4,600.00	1,036.79		5,636.79		155.50					5,792.29
Ernest Cousins Ltd Mut. Aid Assoc.					15.63		15.63							15.63
Fonds de Sec. des Forestiers Cath. de la P. de Q.	12,758.56			51,729.71	5,288.05		69,776.32	499.58	433.88					70,709.78
Hebrew Protective Association				19,393.12	4,538.90		23,932.02		1,368.63					25,300.65
Hebrew Sick Ben. Assoc. of Montreal	20,443.00			37,664.81	16,653.78	6,133.50	80,895.09		1,606.15					82,501.24
Hungarian Sick Benefit Association				1,900.00	954.59		2,854.59							2,854.59

Independent Hebrew Sick Ben. Assoc. of MtL.	5,750.00		5,000.00	11,204.12		21,954.12		476.10		22,430.22		
I.O.O.E. Grand Lodge of Quebec	88,894.32	46,300.00	222,946.03	25,435.51		381,575.86				381,575.86		
I.O.O.E. Montréal District		24,297.00		12,046.76		36,343.76				36,343.76		
King Edward Benefit Association	13,022.53		9,931.32	8,530.84		31,484.69	1,910.53			33,395.22		
King George Sick Benefit Association			15,610.00	4,130.10		19,740.10	232.50	47.80	10,010.61	20,020.40		
Lithuanian Sons and Daughters M.B. Assoc.			6,000.00	10,615.86		16,615.86				16,615.86		
Montefiore Prot. and Mut. Ben. Assoc.			3,500.00	1,593.35		5,093.35	142.00	2,640.00	2,640.00	5,235.35		
Montreal Tramways Mut. Ben. Assoc.			714,307.96	13,810.72		728,118.68	17,580.73	48,728.04		794,427.45		
Mutuelle Bond (La)				41,283.08		41,283.08				41,283.08		
Mutuelle des Cuisiniers et Pâtisseries Professionnels		7,000.00	4,500.00	1,354.08		12,854.08				12,854.08		
Mut. de Sec. des Emp. de l'Hôpital St-Michel- Archange et Annexe				1,489.82		1,489.82				1,489.82		
Mutuelle des Employés Civils (La)		2,982.36	2,499.00	25,483.05	2,337.88	278,607.54	2,738.32	10,576.13		289,670.99		
Mutuelle des Fonctionnaires de la Province				1,217.92		1,217.92			2,251.00	1,217.92		
† Mut. des Marchands Détaillants				3,531.88		3,531.88				3,531.88		
Mutuelle des Secrétaires (La)				3,531.88		3,531.88				3,531.88		
Mutuelle (Vie) de l'U.C.C.		350,400.00	48,597.04	1,329,846.73	44,432.34	30,650.21	1,803,926.32	16,211.56	15,269.92	8,501.28		
								8,501.28	8,501.28	1,835,407.80		
North End Walkimir Heb. Ben. Assoc.			2,042.50	3,262.09		5,304.59		476.09	789.00	789.00		
Northern Electric Employees' Ben. Assoc.			10,000.00	15,125.98		25,125.98	108.40	60.80		25,295.18		
Order Sons of Italy in Canada		16,382.50		19,701.25	10,121.34	19.00	46,224.09	776.83		47,000.92		
Porters Mutual Benefit Association	2,051.31	4,200.00	28,869.80	3,351.88	200.65	38,673.64				38,673.64		
Pressedana Mutual Benefit Association			300.00	3,666.75		3,666.75				3,666.75		
Quebec Hospital Service Association	53,133.63		2,485,212.50	632,135.49	15,000.00	3,185,481.62	13,289.60	41,986.68	25,391.76	25,391.76		
										3,240,757.90		
Railway Employees Co-operative Protect. Assoc.			5,488.13	1,500.57		6,988.70	53.60			7,042.30		
Russian Polish Hebrew Sick Ben. Assoc.	10,900.00		12,100.00	8,717.68		31,717.68		1,179.10		32,896.78		
St. Lawrence Sugar Refineries Emp. Ben. Soc.			4,100.00	1,718.74		5,818.74				5,818.74		
Secours Mutuel du Facteur (Le)			6,000.00	1,739.70		7,739.70	55.00			7,794.70		
Soc. de Bénéfices Mortuaires de l'Est				3,119.72		3,119.72				3,119.72		
Soc. de Bienfaisance des Pompiers de Hull			21,485.00	1,815.60	15.00	23,315.60	287.28			23,602.88		
Soc. de Bienfaisance Mortuaire de Montréal			56,557.50	10,084.08		66,641.58	302.09	1,833.00		68,776.67		
Soc. des Commis-Marchands de Québec			1,200.00	76.79		1,276.79				1,276.79		
Soc. de Secours Mut. Dante Alighieri			12,000.00	3,491.53		15,491.53				15,491.53		
Soc. de S. M. des Citoyens de Casacalenda			4,600.00	11,101.08		15,701.08				15,701.08		
Soc. Mut. de Bén. en Maladie, Ville-Marie				1,145.02		1,145.02	5.63			1,150.65		
Soc. Mut. des Voy. de Commerce de Québec			7,400.00	1,679.35		9,079.35				9,079.35		
Soc. St-Jean-Baptiste de Masson	4,132.71		2,000.00	4,156.78		10,289.49				10,289.49		
Soc. St-Jean-Baptiste de Richmond			5,000.00	5,632.24		10,632.24				10,632.24		
Soc. St-J.-B. Permanente de Waterloo			6,100.00	286.56	3,000.00	9,386.56				9,386.56		
Steinbeg's Employees' Mut. Ben. Assoc.			7,800.00	16,128.65		23,928.65				23,928.65		
Toilet Laundries Social and Benevolent Fund			22,632.06	11,434.73		34,066.79	221.00	20.34		34,308.13		
Transportation Employees Mort. Ben. Society			2,000.00	3,402.28		3,402.28				3,402.28		
Troy Sick and Dividing Society				991.07		2,991.07	15.12			3,006.19		
Ukrainian Sick-Benefit Society			4,000.00	14,233.80		18,233.80				18,233.80		
Union du Commerce (L')	45,000.00	172,075.24	20,419.19	110,280.21	39,529.47	387,304.11	3,665.40	27,860.24		418,829.75		
Union St-Joseph à St-Roch de Québec		22,257.26	4,758.10	221,227.13	4,722.59	252,965.08	2,118.18	578.52		255,661.78		
Union St-Joseph de Drummondville	28,175.73	759,631.44	65,511.95	189,686.70	10,065.95	1,065,836.69	8,411.54	24,358.40	3,500.00	1,098,606.63		
Union St-Joseph de N.-D. de Beauport		65,426.88		38,920.50	3,566.82	107,914.20	950.72			108,864.92		
U. S. M. C. Mutual Relief Association				7,822.80		7,822.80				7,822.80		
Victoria Hebrew Sick Benefit Assoc.			1,600.00	1,860.08		3,460.08				3,460.08		
Yishitzer Young Men's Sick Ben. Assoc.			8,000.00	3,861.29	230.00	12,091.29		812.88		12,941.17		
TOTAL	288,534.79	2,364,260.08	200,675.68	13,256,831.83	1,429,668.47	74,776.66	17,614,747.51	110,507.30	306,843.22	142,208.59	95,731.55	18,078,575.07

† États annuels non transmis — Annual statements not filed.

TABLE VI — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (suite) — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS (continued)
PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1951 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1951

SOCIÉTÉS — ASSOCIATIONS	PASSIF PAR CAISSE DE BÉNÉFICE — LIABILITIES BY BENEFIT FUNDS						Dépenses échues et courues — Expenses due and accrued	Réserve spéciale ou contingente — Special or contingency reserve	Autre — Other	Total
	Mortuaire — Mortuary	Maladie-accident — Sickness-accident	Juvenile — Juvenile	Funéraire — Funeral	Autres bénéfices — Other benefits	Total				
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.				
Aluminum Co. of Can. Ltd, Shawinigan Works Emp. M.B.A.						468.00		3,107.84		3,575.84
Alumnae M. B. Assoc., Montreal Gen. Hospital		468.00								
l'Assoc. Bienf. des Chauffeurs Mun., Montréal										55,113.39
Assoc. Bienf. des Pompiers, Montréal					55,113.39	24,527.14				24,527.14
Assoc. de Bienf. et de Ret. de la Police, Montréal					24,527.14					
Assoc. de Bienf. et de Ret. des Pompiers, Québec										
Assoc. de Protection Mut. de la P. de Québec										
Assoc. de Sec. Mut. des Emp. de J.-J. Joubert, Ltée										
Assoc. de Sec. M. des Emp. de l'Arsenal Fédéral										
Assoc. des Gardes-Malades de l'Hôpital de la Miséricorde										
Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame										
Assoc. Nationale de Bénéfices Mutuels	48,519.64				19,786.50	68,306.14	30,970.82			99,276.96
Assoc. Protectrice des Policiers Mun., Québec										
Bessarabier Hebrew Sick Ben. Assoc.	1,034.50				5.00	1,039.50	99.82		270.50	1,409.82
Borden's Employees Mut. Ben. Society										
Caisse de Bienf. de l'Ordre Loyal des Moose de Québec		1,302.00		100.00	392.00	1,794.00				1,794.00
Canada Packers (Mtl Employees) M. B. Assoc.		4.91			208.63	213.54				213.54
Canadian Hebrew Sick Benefit Association										
C. P. Expressmen's Mutual Benefit Society										
Canadian Railways Benefit Society										
Canpack Mutual Benefit Association										
Casacalendese Ladies Mutual Aid Society						56.00	185.00			241.00
Caserta Mutual Aid Society		56.00								
Daughters of England Benefit Society										
Dominion Hebrew Sick Benefit Assoc.	204.26	5.68				209.94	84.66			294.60
Ernest Cousins Ltd Mut. Aid Assoc.										
Fonds de Sec. des Forestiers Cath. de la P. de Q.		160.71			40.00	200.71				200.71
Hebrew Protective Association				93.00		93.00	480.88			573.88
Hebrew Sick Ben. Assoc. of Montreal	8,535.85				256.50	8,792.35	10.66			8,803.01
Hugarian Sick Benefit Association										
Independent Hebrew Sick Ben. Assoc. of Mtl.	300.00					300.00	175.00			475.00
I.O.O.F. Grand Lodge of Quebec										
I.O.O.F. Montreal District										

King Edward Benefit Association.....	2,400.00			5.00	2,405.00	35.34			2,440.34	
King George Sick Benefit Association.....	330.00				330.00				330.00	
Lithuanian Sons and Daughters M.B. Assoc.										
Montefiore Prot. and Mut. Ben. Assoc.....										
Montreal Tramways Mut. Ben. Assoc.....				372.64	372.64	499.28			871.92	
Mutuelle Bond (La).....										
Mutuelle des Cuisiniers et Pâtisseries Professionnels.....										
Mut. de Sec. des Emp. de l'Hôp. St-Michel-Archange et Ann.....										
Mutuelle des Employés Civils (La).....	7,493.56				7,493.56	540.57	66,897.76		74,931.89	
Mutuelle des Fonctionnaires de la Province.....										
Mut. des Marchands Détaillants.....										
Mutuelle des Secrétaires (La).....										
Mutuelle (Vic) de l'U.C.C.....	37,907.55		16,052.09		53,959.64	16,490.03	157,542.15		227,991.82	
North End Walkimir Hebrew Ben. Assoc.....						45.40			45.40	
Northern Electric Employees' Ben. Assoc.....	402.00	1,252.40			1,654.40	1.20			1,655.60	
Order Sons of Italy in Canada.....	1,600.00	125.50			1,725.50	373.88			2,099.38	
Porters Mutual Benefit Association.....										
Pressedana Mutual Benefit Association.....										
Quebec Hospital Service Association.....				1,723,539.48	1,723,539.48	55,563.54	1,350,000.00		3,129,103.02	
Railway Employees Co-operative Protect. Assoc.....										
Russian Polish Hebrew Sick Ben. Assoc.....	550.00			363.58	913.58	177.50			1,091.08	
St. Lawrence Sugar Refineries Emp. Ben. Soc.....										
Secours Mutuel du Facteur (Le).....										
Soc. de Bénéfices Mortuaires de l'Est.....	2,146.00				2,146.00				2,146.00	
Soc. de Bienfaisance des Pompiers de Hull.....										
Soc. de Bienfaisance Mortuaire de Montréal.....	500.00				500.00		1,833.00		2,333.00	
Soc. des Commis-Marchands de Québec.....										
Soc. de Secours Mut. Dante Alighieri.....										
Soc. de Sec. M. des Citoyens de Casacalenda.....										
Soc. Mut. de Bén. en Maladie, Ville-Marie.....										
Soc. Mut. des Voyageurs de Commerce de Québec.....	380.00				380.00				380.00	
Soc. St-Jean-Baptiste de Masson.....										
Soc. St-Jean-Baptiste de Richmond.....										
Soc. St-J.-B. Permanente de Waterloo.....										
Steinberg's Employees Mut. Ben. Assoc.....		791.79			791.79				791.79	
Toilet Laundry Social and Benevolent Fund.....						50.00	310.00		360.00	
Transportation Employees Mort. Ben. Society.....	2,676.00				2,676.00				2,676.00	
Troy Sick and Dividing Society.....										
Ukrainian Sick Benefit Society.....										
Union du Commerce (L').....	2,484.06		86.91		2,570.97	757.24			3,328.21	
Union St-Joseph à St-Roch de Québec.....	174.12	39.80		3.98	217.91	39.80	13,242.74		13,500.45	
Union St-Joseph de Drummondville.....	9,048.57	671.69	1,441.00		11,161.26	499.04	4,870.00		16,530.30	
Union St-Joseph de N.-D. de Beauport.....										
U.S.M.C. Mutual Relief Association.....										
Victoria Hebrew Sick Benefit Assoc.....										
Yishitzer Young Men's Sick Ben. Assoc.....	1,000.00	150.00		216.50	20.22	1,386.72	290.56		1,677.28	
TOTAL.....	127,686.12	5,028.48	17,580.00	414.50	1,824,629.06	1,975,338.16	107,370.22	1,597,803.49	270.50	3,680,782.37

† États annuels non transmis — Annual statements not filed.

TABLE VI—SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (*fin*) — MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS (*concluded*)

SOCIÉTÉS — ASSOCIATIONS	Recettes — Receipts								Déboursés — Disbursements						Total											
	Primes, cotisations, amendes, etc. Premiums, assessments, dues, etc.		Intérêts, dividendes et loyer Interests, dividends and rents		Profit sur réalisation d'actif au grand livre Profits on sale or matu- rity of ledger assets		Autres — Other		Transport d'une autre caisse Transfer from other fund		Total		Réclamations, bénéfices et autres débourrés aux membres Claims, benefits and other disbursement to members			Frais d'administration — Administration expenses		Pertes sur réalisation d'actif au grand livre Loss on sale or matu- rity of ledger assets		Autres — Other		Transport à une autre caisse — Transfer to other fund				
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.		\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	
Aluminum Co. of Can., Ltd, Shawinigan Works Emp M.B.A.	5,161.50		159.92					10,366.54				15,697.97		6,564.00		121.33		72.60						6,757.92		
Alumina M.B. Assoc., Montreal Gen. Hospital	9,463.00		961.96				175.00		314.73			10,914.63		10,341.05		464.77							314.73		11,120.51	
Assoc. Bienf. des Chauffeurs Mun., Montréal	706,490.47		62,655.89		241.00		9,045.01				778,432.40		733,762.31		8,672.11										742,434.46	
Assoc. de Bienf. et de Ret. de la Police, Montréal	970,484.06		114,078.19				1,065.45				1,085,627.70		592,103.70		4,572.52										596,676.21	
Assoc. de Bienf. et de Ret. des Pompiers, Québec	11,238.90		5,286.86				3,461.89		20.32		20,007.97		8,300.00		779.11							20.32			9,099.51	
Assoc. de Protection Mut. de la P. de Québec	92,533.00		3,119.06						15,000.00		110,652.00		45,100.00		22,294.8							15,000.00			82,394.87	
Assoc. de Sec. M. des Emp. de J.-J. Joubert, Lévis	6,873.00		142.88				95.88		400.00		7,511.76		7,005.09		101.8							400.00			7,506.90	
Assoc. de Sec. M. des Emp. de l'Arseal Fédéral	9,059.56		1,270.25						839.20		11,169.01		7,087.57		471.1							839.20			10,307.39	
Assoc. des G.-M. de l'Hôpital de la Miséricorde	120.00		101.80						288.00		509.80		408.00		40.5							288.00			736.50	
Assoc. des Infirmières Diplômées de l'Hôpital Notre-Dame	1,395.00		459.92								1,854.92		170.00		538.77										708.73	
Assoc. Nationale de Bénéfices Mutuels	1,124,492.92		69,549.05		528.13		815.88				1,195,385.98		315,442.66		485,681.4										801,124.12	
Assoc. Protectrice des Policiers Mun., Québec	6,574.41		2,322.21		63.75		4,091.67				13,052.04		2,700.00		283.9										2,983.94	
Bessarabier Hebrew Sick Ben. Assoc.	9,782.89		662.76				2,058.45		1,832.26		14,336.36		4,832.00		1,690.6							3,467.38		1,832.26	11,822.28	
Borden's Employees Mut. Ben. Society	833.00		9.82								842.82		684.75		184.2										868.97	
Caisse de Bénéf. de l'O. Loyal des Moose de Q.	24,145.95		825.24								24,971.19		15,240.50		3,114.9										18,355.41	
Canada Packers (Mtl Employees) M.B. Assoc.	26,342.40		417.55								26,759.95		24,289.20		127.7										24,416.91	
Canadian Hebrew Sick Benefit Association	1,987.50		208.59				1,565.00				3,761.09		2,493.41		1,039.2							112.00			3,644.63	
C. P. Expressmen's Mut. Ben. Society	20,326.70		657.53				51.00				21,035.23		15,535.00		1,268.8										16,803.89	
Canadian Railway Benefit Society	21,508.00										21,508.00		19,833.00		1,659.6										21,492.69	
Canpack Mutual Benefit Association	10,928.80		64.45								10,993.25		12,666.87		119.6										12,786.56	
Casaculense Ladies Mutual Aid Society	892.25		101.75								994.00		256.60		150.56										407.16	
Caserta Mutual Aid Society	3,456.05		175.22								3,631.27		2,163.50		821.0										2,984.56	
Daughters of England Benefit Society	6,939.36		455.52								7,394.88		3,418.45		4,335.85										7,754.30	
Dominion Hebrew Sick Benefit Assoc.	2,426.67		137.19				31.60				2,594.46		1,073.77		633.3							99.28			1,806.39	
Ernest Cousins Ltd Mut. Aid Assoc.	1,221.85										1,221.85		1,840.28		123.50										1,963.78	
Fonds de Soc. des Forestiers Cath. de la P. de Q.	8,032.11		1,425.92				780.00				10,238.03		5,862.24		3,206.59										9,068.83	
Hebrew Protective Association	5,915.52		485.77				4,128.67				10,529.96		776.00		4,041.30										4,817.30	
Hebrew Sick Ben. Assoc. of Montreal	11,591.45		1,429.83		6,957.32		215.00				20,193.60		14,616.30		3,636.26										18,252.56	
Hungarian Sick Benefit Association	3,327.05		63.61				573.95				3,964.61		1,715.00		1,589.81							30.00			3,334.81	
Independent Hebrew Sick Ben. Assoc. of Mtl.	2,319.85		179.26				3,908.75		2,000.00		8,407.86		1,234.00		2,982.62							1,010.25		2,000.00	7,226.87	
I.O.O.E. Grand Lodge of Quebec	14,167.77		8,815.05				13,603.07		4,082.05		40,667.94		10,229.37		21,514.51							805.73		4,082.05	36,631.66	

I.O.O.E. Montreal District.....	3,098.92	1,225.54	1,065.27	5,389.73	3,909.31	1,213.17	71.64	5,194.12				
King Edward Benefit Association.....	14,394.38	376.97	500.00	15,271.35	9,610.28	2,505.91	750.00	13,365.19				
King George Sick Benefit Association.....	7,464.28	478.64	1,788.40	9,731.32	6,885.09	2,138.66	815.64	9,839.39				
Lithuanian Sons and Daughters M. B. Assoc.	3,770.98	340.33	261.13	4,372.44	3,599.50	624.91	200.00	4,424.41				
Montefiore Prot. and Mut. Ben. Assoc.....	2,347.20	113.84	2,941.25	5,402.29	1,260.00	2,921.59	607.02	4,788.61				
Montreal Tramways Mut. Ben. Assoc.....	419,756.09	33,035.47	5,815.30	11,756.64	470,363.50	453,304.44	25,935.77	683,560.35				
Mutuelle Bond (La).....	23,005.09	961.24	38,627.32	62,593.65	17,826.48	3,484.09	7,718.63	21,310.57				
Mut. des Cuisiniers et Pâtisseries Professionnels.....	2,277.50	464.48	308.60	3,050.58	1,599.43	1,222.69		2,822.12				
Mut. de Sec. des Emp. de l'Hôpital St-Michel- Archange et Annexe.....	3,116.00	18.05	543.00	3,677.05	2,000.00	187.23		2,187.23				
Mutuelle des Employés Civils.....	138,214.00	6,656.60		144,870.60	13,075.00	19,615.64	3,891.23	36,581.87				
Mutuelle des Fonctionnaires de la Province.....	475.00	4.50		479.50	600.00	117.58		717.58				
† Mutuelle des Marchands Détaillants.....	1,056.00	47.79		1,103.79	900.00	138.62		1,038.62				
Mutuelle (Vic) de l'U.C.C.....	508,079.48	54,175.32	840.55	561,720.62	63,928.67	137,172.66	1,373.46	202,474.79				
North End Walkimir Sick Ben. Assoc.....	4,735.23	117.29	864.95	6,343.34	2,230.05	1,894.11	2,505.55	625.87				
Northern Electric Employees Ben. Assoc.....	14,975.20	470.66	625.87	15,445.86	11,609.80	1,754.35		13,364.15				
Order Sons of Italy in Canada.....	13,530.35	2,366.43	4,617.98	21,164.49	11,875.25	5,547.73	2,900.00	20,322.98				
Porters Mutual Benefit Association.....	5,137.28	1,050.96		6,188.24	2,423.60	1,304.74		3,728.34				
Prosedana Mutual Benefit Association.....	1,051.65	63.11	347.14	1,461.90	391.31	288.60		679.91				
Quebec Hospital Service Association.....	9,306,215.56	72,611.23	12,275.70	9,391,102.49	8,274,812.65	899,876.35	5,000.00	19,524.24				
Railway Employees Co-operative Protect. Ass.	3,460.00	160.00	28.85	3,648.85	1,600.00	832.00		2,432.00				
Russian Polish Hebrew Sick Ben. Assoc.....	10,081.56	468.26	1,028.25	11,578.01	5,525.00	4,823.96		10,348.96				
St. Lawrence Sugar Refineries Emp. Ben. Soc.	4,163.76	143.95	600.00	4,907.67	3,985.30	970.00		4,955.30				
Secours Mutuel du Facteur (Le).....	1,386.00	219.09		1,605.09	1,711.90	433.31		2,145.21				
Soc. de Bénéfices Mortuaires de l'Est.....	17,091.96	444.12		17,091.96	13,585.28	1,636.94		15,222.22				
Soc. de Bienfaisance des Pompiers de Hull.....	888.57		250.00	1,582.69	1,050.00	50.00	152.12	1,252.12				
Soc. de Bienfaisance Mortuaire de Montréal.....	33,603.00	1,887.72	3,000.00	38,490.72	26,000.00	6,173.60	522.82	35,696.42				
Soc. des Commis-Marchands de Québec.....	922.70	69.32		992.02	965.60	427.92		1,393.58				
Soc. de Secours Mut. Dante Alighieri.....	3,460.25	481.47		3,941.72	1,562.78	718.08		2,280.86				
Soc. de S. M. des Citoyens de Casacalenda.....	4,498.12	302.45	1,000.00	5,800.57	1,514.04	1,365.38	1,000.00	3,879.42				
Soc. Mut. de Bén. en Maladie, Ville-Marie.....	100.09		7.50	100.09	65.50	15.00		80.50				
Soc. Mut. des Voy. de Commerce de Québec.....	5,272.00	298.31	5.75	5,577.81	6,400.00	695.05	142.35	7,095.05				
Soc. St-Jean-Baptiste, de Masson.....	616.53	117.00	86.00	739.28	165.00	411.78		719.13				
Soc. St-Jean-Baptiste de Richmond.....	851.55	256.02		1,193.57	136.00	528.22		664.22				
Soc. St-J.-B. Permanente de Waterloo.....	588.00	372.15	3,960.00	960.17	589.03	208.47		797.50				
Steinberg's Employees' Mut. Ben. Assoc.....	30,500.93	107.61		31,568.44	24,626.76	420.14	3,960.00	29,006.90				
Toilet Laundries Social and Benevolent Fund.....	13,840.62	780.20		14,620.82	12,530.32	468.18	35.47	13,033.94				
Transportation Employees Mort. Ben. Society.....	32,454.00		122.79	32,576.79	30,004.00	1,483.01	122.79	31,609.80				
Troy Sick and Dividing Society.....	4,264.25	72.63	601.00	4,937.88	5,031.57	11.00		5,042.57				
Ukrainian Sick Benefit Society.....	6,250.73	393.14		6,645.87	4,944.01	963.90	52.80	5,960.71				
Union du Commerce (L').....	119,203.82	14,586.15	589.73	138,982.46	15,909.01	44,002.31	757.50	65,271.58				
Union St-Joseph à St-Roch de Québec.....	6,297.66	9,928.71	188.89	16,415.26	11,468.15	1,917.89	732.63	14,108.67				
Union St-Joseph de Drummondville.....	284,228.35	47,230.87	14,000.00	345,468.22	95,204.46	124,458.16	790.00	239,761.30				
Union St-Joseph de N.-D. de Beauport.....	4,035.59	4,337.04	700.00	9,072.63	3,533.00	993.53		5,228.53				
U.S.M.C. Mutual Relief Association.....	1,581.65	32.47	1,594.25	3,208.37	1,699.60	68.13		1,767.73				
Victoria Hebrew Sick Benefit Assoc.....	1,710.80	159.13	1,151.30	3,021.23	602.56	1,944.89		2,547.45				
Yishitzer Young Men's Sick Ben. Assoc.....	4,875.58	268.27	424.00	5,567.85	2,836.00	2,358.55	1,184.25	6,378.80				
TOTAL.....	14,188,513.68	534,372.82	19,064.03	135,642.76	53,287.98	14,930,881.27	11,023,430.41	1,882,586.47	104,737.45	153,796.86	53,287.98	11,217,839.17

† Etats annuels non transmis — Annual statements no filed.

TABLE VII — COMPAGNIES A FONDS SOCIAL, FUNERAIRE — JOINT STOCK COMPANIES, FUNERAL
ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 1951 — ASSETS, DECEMBER 31, 1951

COMPAGNIES — COMPANIES	Immeubles — Real estate (less encumbrances)		Prêts hypothécaires — Mortgage loans		Obligations et actions — Bonds, debentures and stocks		Espèces en caisse et en banque — Cash on hand and in banks		Primes et comptes à recevoir — Premiums and accounts receivable		Inventaire des mar- chandises et appro- visionnements — Inventories of goods and supplies		Matériel roulant, déco- rations et accessoires — Rolling stock, accesso- ries and equipment		Autre — Other		Total de l'actif — Total assets		Actif non admis — Assets not admitted		Total de l'actif admis — Total admitted assets	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Assurances Funéraires Rousseau & Frères, Ltée, Les	41,916.94				20,500.00		3,215.98		48,135.13		18,507.85		94,520.34		40,334.70		267,130.94		30,068.98		237,061.96	
Cie Bonnier & Frères Assurance Funéraire, Ltée, La					13,710.00		5,296.14		4,282.28				8,557.73				31,846.15		1,959.45		29,886.70	
Cie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée, La	52,678.31		11,377.00		41,450.00		16,740.70		15,828.25		13,278.17		45,102.97		16,021.74		212,477.14		7,841.67		204,635.47	
Cie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée, La	37,500.00				30,727.00		40,917.28		127,255.22		8,036.88		162,841.52		27,337.50		434,615.40		18,274.27		416,341.13	
Cie des Frais Funéraires des Cantons de l'Est, La	152,313.40		6,000.00		28,606.00		3,651.25		33,866.29		26,250.55		79,120.93		13,394.32		343,202.74				343,202.74	
Cie Générale de Frais Funéraires, Ltée, La			23,000.00		29,450.00		10,592.35		8,129.23		6,737.59		34,817.82		31,158.49		143,885.48		6,382.10		137,503.38	
Cie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	82,254.30				6,600.00		6,984.14		11,810.84		4,416.20		28,663.95		4,010.00		144,739.43		100.00		144,639.43	
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée, La	488,154.84				104,586.88		4,235.32		31,508.13		25,976.86		128,199.02		103,250.73		885,911.78		5,514.17		880,397.61	
TOTAL	854,817.79		40,377.00		275,629.88		91,633.16		280,815.37		103,204.10		581,824.28		235,507.48		2,463,809.06		70,140.64		2,393,668.42	

PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1951 — LIABILITIES, DECEMBER 31, 1951

COMPAGNIES — COMPANIES	Réserve mathématique sur polices en vigueur — Actuarial reserve under policies in force		Réserve pour valeurs de rachat — Reserve for cash surrender values		Comptes à payer — Accounts payable		Emprunts et déco- verts aux banques — Borrowed money and bank overdrafts		Taxes et impôts — Taxes and fees		Frais funéraires payés d'avance — Funeral expenses paid in advance		Réserve pour dépréciation — Reserve for depreciation		Autre — Other		Total		Capital-actions versé — Capital stock paid in cash		Surplus ou déficit — Surplus or deficit	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Assurances Funéraires Rousseau Frères, Ltée, Les	115,125.00				16,637.62		6,600.00		2,585.06		3,352.00		88,825.08		24,961.97		258,086.73		40,000.00		61,024.77	
Cie Bonnier & Frères Assurance Funéraire, Ltée, La	13,932.59				650.15				31.38				6,923.66				21,537.78		30,300.00		21,951.08	
Cie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée, La	83,277.00		16,016.24		3,767.62				282.25		2,481.25		56,374.17		323.31		162,521.84		50,000.00		7,886.37	
Cie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée, La	205,239.44		6,687.87		21,396.09				2,441.23				126,748.29		1,359.50		363,873.02		27,000.00		25,468.11	
Cie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est, La	68,189.85		4,295.72		6,106.99		17,561.83		2,448.36		147,579.09		70,372.78				316,554.62		20,000.00		6,648.12	
Cie Générale de Frais Funéraires, Ltée, La	36,531.38		8,606.00		2,106.96				57.38		833.30		41,392.52		593.59		90,121.13		86,000.00		38,617.75	
Cie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec	24,268.56				11,343.85				1,480.19		1,202.00		56,623.84		143.00		95,061.44		27,400.00		22,177.99	
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée, La	593,457.00		25,831.97		16,949.61		70,000.00		7,447.10		15,725.76		194,538.97				923,948.41		95,000.00		138,550.80	
TOTAL	1,140,020.82		61,437.80		78,959.49		94,161.83		16,772.95		171,171.40		641,799.31		27,381.37		2,231,704.97		375,700.00		213,736.55	

ÉTAT DES OPÉRATIONS, ASSURANCES — STATEMENT OF OPERATIONS, INSURANCE

COMPAGNIES — COMPANIES	Revenus — Income				Dépenses — Expenditure							
	Primes — Premiums	Intérêts, dividendes et loyers — Interest, dividends and rents	Autres — Other	Diminution des réserves mathématiques et des valeurs de rachat — Decrease of actuarial and cash surrender value reserves	Réclamations en vertu des contrats souscrits — Claims under insurance contracts	Taxes sur primes et honoraires de permis — Taxes on premiums and licenses	Frais de perception — Cost of collection	Frais d'administration — Management expenses	Autres — Other	Augmentation des ré- serves mathématiques et valeurs de rachat — Increase of actuarial and cash surrender value reserves	Profits nets sur les opérations ou pertes — Net underwriting profit or loss	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	
Assurances Funéraires Rousseau & Frères, Ltée, La.	28,125.55	672.50			17,283.61	694.31	2,000.00	6,589.11	2,499.16	4,918.00	6,186.14	
Cie Bonnier & Frères Assurance Funéraire, Ltée, La.	987.08	500.00			526.56	326.19	187.44	1,062.50		1,014.04	1,629.65	
Cie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée, La.	17,940.32	1,862.62			11,269.44	1,014.93	5,018.71	350.00	162.49	4,704.97	2,777.60	
Cie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée, La.	21,636.08	1,084.00			23,626.18	119.90	4,823.91	6,797.41		14,519.38	27,166.70	
Cie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est.	17,649.25	1,005.08	1,501.39	1,501.42	9,334.00	476.44	3,817.07	6,196.02		2,056.56	3,139.27	
Cie Générale de Frais Funéraires, Ltée, La.	2,869.16	2,010.36			2,623.88			761.76		533.17	961.71	
Cie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec.	930.50				1,172.00	135.87		691.81			1,069.18	
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée, La.	54,651.40	18,110.00			41,462.17	1,321.00	11,300.11	19,018.65		10,297.82	10,638.35	
TOTAL	144,789.34	25,244.56	1,501.39	1,501.42	107,297.44	4,088.64	27,147.24	41,467.26	2,661.65	38,103.94	50,642.18	

FRAIS FUNÉRAIRES — FUNERAL

COMPAGNIES — COMPANIES	Revenu — Income		Dépenses — Expenditure									
	Ventes et frais funéraires — Sales and funerals	Autres — Other	Matériel roulant — Rolling stock	Louage de voitures — Renting of automobiles	Salons mortuaires — Funeral parlors	Décorations, accessoires et outillages — Decorations, accessories and equipment	Service général — General expenses	Frais d'administration — Management expenses	Charges fixes — Fixed charges	Autres — Other	Profit nets sur les opérations ou pertes — Net operating profit or loss	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	
Assurances Funéraires Rousseau & Frères, Ltée, La.	153,636.29	409.95	28,915.84	5,161.48	667.03	813.45	53,535.46	53,692.96	16,331.61	9,068.70	14,140.29	
Cie Bonnier & Frères Assurance Funéraire, Ltée, La.	11,897.42	287.20	446.84	1,029.85	1,299.00	147.27	1,980.69	2,027.99	2,724.41	1,569.40	959.17	
Cie d'Assurance Funéraire de Montréal, Ltée, La.	65,884.36	894.35	8,186.35	8,225.95	1,343.85	60.30	11,394.00	34,967.39	9,966.67	110.97	7,254.83	
Cie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Ltée, La.	256,025.27	9,318.64	31,422.41	22,872.67	32,344.56	4,300.00	55,024.80	39,612.49	34,928.04	2,343.60	42,495.34	
Cie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est.	71,938.39	892.64	26,779.57	1,278.75			15,996.06	12,302.79	8,328.74	6,919.99	1,225.13	
Cie Générale de Frais Funéraires, Ltée, La.	52,711.85		2,784.12				18,808.21	20,208.16	4,993.31	2,369.90	3,548.15	
Cie Hubert Moisan, Assurances Funéraire de Québec.	60,702.39	3,433.35	13,246.50	5,178.45	1,491.18	1,061.92	15,941.61	9,314.21	6,853.95	3,690.74	7,357.18	
Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée, La.	176,749.74	3,600.67	17,729.77	18,926.95	1,607.80	828.02	45,484.35	87,892.33	27,500.56	9,331.55	28,950.98	
TOTAL	849,545.71	18,836.80	129,511.40	62,674.10	38,753.42	7,210.96	217,165.18	260,018.32	111,627.29	35,182.91	5,238.93	

Publié en conformité des dispositions de l'article 162 de la Loi des assurances de Québec (S.R.Q. 1941).

Pour le Ministre des Finances de la Province.
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.
Québec, le 1er août 1952. 33153-0

Published in accordance with section 162 of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941).

For the Minister of Finance of the Province.
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.
Quebec, August 1, 1952. 33153-0

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 888

Québec, le 28 août 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil.

Section "F"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de Saint-François.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de Saint-François, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 640-D du 20 juin 1951, soit prolongé jusqu'au 14 décembre 1952, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,

33172-0 Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 889

Québec, le 28 août 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "D"

CONCERNANT l'acceptation d'une nouvelle partie contractante — décret relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les cités et villes de certains comtés de la Province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la province de Québec (Section patronale) a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 163 du 12 février 1948, amendé par les arrêtés numéros 867-B et 1039-C des 9 juin et 4 août 1948, 108-C et 480-B des 3 février et 5 mai 1949, 183-B et 471-D des 8 février et 26 avril 1950, 425-C et 1228-C des 19 avril et 31 octobre 1951, et 649-B du 28 mai 1952, régissant les métiers d'horloger et de bijoutier dans les cités et villes d'un certain nombre de comtés de la province.

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 31 mai 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 888

Quebec, August, 28, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis District.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the right to levy of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis District, authorized by a by-law approved by Order in Council number 640-D of June 20, 1951, be extended until December 14, 1952, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,

33172-0 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 889

Quebec, August 28, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "D"

CONCERNING the accepting of a new contracting party — decree relating to the clockmaking and jewellery trades in the cities and towns of some counties of the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), The Corporation of Watchmakers and Jewellers of the Province of Quebec (Employers' Committee) has submitted to the Minister of Labour a petition to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 163 of February 12, 1948, as amended by Orders 867-B and 1039-C of June 9 and August 4, 1948, 108-C and 480-B of February 3 and May 5, 1949, 183-B and 471-D of February 8 and April 26, 1950, 425-C and 1228-C of April 19 and October 31, 1951 and 649-B of May 28, 1952, governing the clockmaking and jewellery trades in the cities and towns of some counties of the province;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 31, 1952;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ladite requête soit acceptée et, qu'en conséquence, la Corporation des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec (Section patronale) soit ajoutée dans ledit décret, numéro 163, comme partie de première part.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

33172-o Greffier du Conseil Exécutif.

THAT the said petition be accepted and, therefore, that the Corporation of Watchmakers and Jewellers of the Province of Quebec (Employers' Committee) be added to the said decree, number 163, as party of the first part.

(Document "D" annexed to the order)

A. MORISSET,

33172-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 888

Québec, le 28 août 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux de la ville de Rimouski.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 1721 du 16 décembre 1948, amendé par les arrêtés numéros 21-A du 4 janvier 1950 et 290-D du 22 mars 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 12 juillet 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1721, soit modifié comme suit:

Le sous-paragraphe 1 du paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

"1 Magasins de produits alimentaires, magasins de détail et magasins de gros et détail:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

33172-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 888

Québec, le 28 août 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, amendé par les arrêtés en

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 888

Quebec, August 28, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the commercial establishments of the town of Rimouski.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Rimouski, rendered obligatory by the decree number 1721 of December 16, 1948, and amended by Orders 21-A of January 4, 1950 and 290-D of March 22, 1951, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette of July 12, 1952;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1721, be amended as follows:

Paragraph 1 of subsection "a" of section III is replaced by the following:

"1. Food products stores, retail stores and wholesale and retail stores:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

(Document "C" annexed to the order).

A. MORISSET,

33172-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 888

Quebec, August 28, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the paper box industry in the District of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1884 of November 12, 1947, as amended by Orders in Council 277-B, 748-D and 1784-A

conseil numéros 277-B, 748-D et 1784-A des 4 mars, 27 mai et 29 décembre 1948, 883-C du 11 août 1949, 108-B du 25 janvier 1950, 120-A du 17 février 1951 et 71-A et 412-F des 31 janvier et 17 avril 1952, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 juillet 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées; IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "a" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"a) *Vacances payées*: 1° Tout salarié qui, durant l'année, a été quatre (4) mois ou plus au service du même employeur a droit, dans la période annuelle s'étendant du 1er mai au 1er octobre, à des vacances payées continues d'une durée égale à autant de demi-journées qu'il a de mois de service avec ledit employeur, et ce, jusqu'à concurrence d'une semaine complète. Il doit recevoir pour sa période de vacances un montant d'argent égal à celui qu'il aurait reçu s'il avait travaillé.

2° Tout salarié, qui, durant l'année, a été cinq (5) ans ou plus au service du même employeur a droit à deux semaines de travail de vacances payées, durant la période s'étendant du 1er mai au 1er octobre de la même année. Il doit recevoir pour ladite période de vacances un montant d'argent égal à celui qu'il aurait reçu s'il avait travaillé.

3° Le droit à tel congé payé s'établit du premier mai d'une année au trente avril de l'année subséquente.

4° Un salarié qui a droit à des vacances selon les conditions sus-mentionnées, mais qui cesse de travailler pour ledit employeur avant de prendre ses vacances doit recevoir pour ses vacances le salaire auquel il a droit mais qu'il n'a pas reçu." (Document "B" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,
33172-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 890

Québec, le 28 août 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie du fer structural dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction, Inc., de Montréal;

Et, D'AUTRE PART:

"The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local N° 711";

of March 4, May 27 and December 29, 1948, 883-C of August 11, 1949, 108-B of January 25, 1950, 102-A of February 1, 1951, 71-A and 412-F of January 31, and April 17, 1952, relating to the paper box industry in the District of Montreal;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 12, 1952;

WHEREAS no objection has been raised against the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1884, be amended as follows:

Subsection "a" of Section VII is replaced by the following:

"a) *Vacation with Pay*: 1. An employee who, during the year, has been four (4) months or more at the service of the same employer shall be entitled between the first of May and the first of October, to a continued vacation with pay equal in duration to one half-day for each month of service for the employer up to one complete working week. He shall receive for his vacation the same amount he would have received had he worked.

2. An employee who, during the year, has had five (5) years or more service with the same employer, shall be entitled to receive two working weeks vacation with pay between the first of May and the first of October of this same year. He shall receive for this vacation the same amount he would have received had he worked.

3. The right to such vacation with pay begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April of the following year.

4. An employee who is entitled to the above vacation but who ceases to work for the employer before taking the vacation shall receive the wages of the vacation to which he is entitled but which he did not receive."

(Document "B" annexed to the order).
A. MORISSET,
33172-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 890

Quebec, August 28, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the structural iron industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc., Montréal,

And, ON THE OTHER PART:

The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No. 711,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 mars 1952;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 mars 1952.

I. Jurisdiction territoriale: Toute la province de Québec. Toutefois, en dehors de l'île de Montréal, le présent décret ne s'applique qu'aux travaux de construction métallique visés par la juridiction professionnelle déterminée à l'article II, dont le coût, salaires et matériaux compris, s'élève à \$25,000.00 ou plus.

II. Jurisdiction industrielle et professionnelle:

a) Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction et de bâtiment, comportant le montage (ou la fabrication) de fer structural, de réservoirs et autre métal laminé, y compris la réparation, la démolition et le démontage, sous réserve et sans affecter les droits et privilèges des entrepreneurs et maîtres-électriciens de la province de Québec et leurs employés.

b) Sont assujettis au présent décret les travaux suivants reconnus comme faisant partie du travail du travailleur en fer structural:

1° Le montage et la construction en fer, acier ou fer ornemental compris dans le montage et la construction de bâtiments, ponts, viaducs, métros et tunnels, tours, monte-voitures de toutes sortes, grues, convoyeurs, déchargeurs de minéral, réservoirs et trémies à charbon, plans inclinés et trémies à cendres, réservoirs et trémies à pierre, coke, sable et minéral; tout travail se rapportant aux caissons, coffrets de sûreté, voûtes, vestibules et portes; éventails, chambres chaudes et ventilateurs, y compris les conduits d'air ainsi que les petits travaux de plaquage métallique s'y rapportant (à l'exception du fer structural que comportent les installations électriques).

2° Le montage et la construction de cheminées en fer ou en acier, par sections ou autrement, dans les immeubles à bureaux et les hôtels, ou dans la chambre des machines de tels immeubles ou hôtels, y compris toute rallonge ou réparation de telles cheminées.

3° Le montage et la construction en acier ou en fer autour des laminoirs et des haut-fourneaux (à l'exception des poêles (hot stoves), haut-fourneaux, cubilots et chars à bascule et de toute construction étanche à la vapeur, à l'air, à l'eau, au gaz, à l'huile ou à tout autre liquide comprise dans le travail du chaudronnier).

4° Le déchargement, le levage et la mise en place de bouilloires portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de bouilloires tubulaires et de toute sorte de machinerie.

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of March 29, 1952;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance towards the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections raised have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of March 29, 1952.

I. Territorial jurisdiction: The entire province of Quebec. However, outside the Island of Montreal, the present decree shall apply only to metal construction operations within the scope of the professional jurisdiction determined in section II, whose cost, including wages and materials, amounts to \$25,000.00 or more.

II. Industrial and professional jurisdiction:

a) The present decree applies to all construction and building operations involving the erection (or fabrication) of structural steel, tank and other plate work, including the demolition, repair or dismantling thereof without prejudice to the rights and privileges of electrical contractors and master electricians of the province of Quebec and their employees.

b) The following operations, recognized as structural steel erector's work, are governed by the present decree:

1. The erection and construction of all iron, steel and ornamental iron, entering into the erection and construction of the following: buildings, bridges, viaducts, subways and tunnels, towers, hoists, car dumpers, cranes, conveyors, ore unloaders; coal bins and hoppers, ash chutes and hoppers; rock, coke, sand and ore bins and hoppers; all caisson work, safe deposit boxes, vaults, vestibules and doors; fans and hot rooms and ventilators, including air ducts in connection therewith and minor plate works in connection with the above definitions (with the exception of structural steel incidental to all electrical installations).

2. The erection and construction of all sectional and other steel or iron stacks, erected in office buildings and hotels, and all stacks erected in small power plants in connection with hotels and office buildings, and the extension and repair to such stacks.

3. The erection and construction of all steel and iron work around rolling mills and blast furnaces (with the exception of hot stoves, blast furnaces, cupolas and dump cars, and all steam, air, water, gas, oil, or other liquid-tight work, which is recognized as boiler-makers' work).

4. The unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums, and assembled sections of water tube boilers and machinery of all descriptions to their approximate positions.

5° Tout travail de brûlage, de soudure, de rivetage et de gréage se rapportant aux opérations ci-haut décrites.

c) Ne sont pas assujettis au présent décret les travaux suivants reconnus comme faisant partie du travail du chaudronnier:

1° Les opérations du chaudronnier en construction comprennent tout travail de montage, d'assemblage, de démolition ou de démontage de bouilloires, de montage en acier s'y rapportant, la mise en place de l'appareillage sur des bases ou supports, le posage et le roulage des tubes, le posage de toute partie sous pression ou non (à l'exception du déchargement, du levage ou de la mise en place de bouilloires portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de bouilloires tubulaires lesquels doivent être exécutés par le travailleur en fer structural).

2° Elles comprennent aussi tout travail se rapportant aux raccords en Y (breechings), aux réservoirs de fumée, aux cheminées, aux colonnes d'air, aux flotteurs (pontoons), aux chauffe-cau et aux réchauds, aux fumivores, aux réservoirs de toutes sortes et aux travaux en fer laminé.

3° Le montage et la construction de purgeoirs (purifying boxes) de génératrices à gaz, de cuves de brasseries, de colonnes d'alimentation (stand-pipes), d'embranchements (penstocks) et de gazomètres.

4° Le déchargement, le levage et la mise en place de l'appareillage ou des pièces se rapportant aux dispositifs ci-haut décrits.

5° Tout travail de brûlage, d'ébardage, de matage, de rivetage, de soudure et de gréage se rapportant aux opérations ci-haut décrites.

6° Il ne peut y avoir qu'un aide ou apprenti de cette catégorie par cinq (5) mécaniciens.

d) Le présent décret ne régit pas les salariés permanents tel que défini par la Loi de la convention collective, excepté lorsqu'ils exécutent du travail de construction nouvelle.

e) Le présent décret ne régit pas l'industrie minière pour ce qui est des travaux exécutés aux puits de mines.

f) L'exploitation forestière ainsi que l'opération des moulins à scie, à pulpe et à papier sont exemptées des dispositions de ce décret.

Dispositions spéciales: 1° Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales et scolaires ne sont pas assujetties aux dispositions du décret, pour ce qui est des travaux de construction, de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

2° Les compagnies de chemin de fer ne sont pas assujetties au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemin de fer.

III. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>L'heure</i>
Monteur, fer structural	\$1.80
Soudeur, fer structural	1:80

IV. *Durée régulière du travail:* La durée maximum des heures de travail pour les ouvriers qualifiés est de huit (8) heures par jour entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer un maximum de quarante (40) heures par semaine.

5. The burning, welding, riveting and rigging in connection with the above.

c) The following operations recognized as Boiler Makers' Work, are not governed by the present decree:

1. The operations of Construction Boiler-makers shall include all work in connection with the erection, assembling, demolition or dismantling of boilers, the erection of steel in connection therewith, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling of tubes, and the fitting of all pressure or non pressure parts (with the exception of the unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums, and assembled sections of water tube boilers to their approximate position, which is recognized as structural steel workers' work).

2. It shall also comprise all work in connection with breechings, smoke boxes, stacks, uptakes, pontoons, air and water heaters, smoke consumers, tanks of all descriptions and other plate work.

3. The erection and construction of purifying boxes, gas generators, brewery vats, stand-pipes, penstocks and gasometers.

4. The unloading, hoisting or lowering and placing of equipment or parts in connection with the above.

5. The burning, chipping, caulking, riveting, welding and rigging in connection with the work described above.

6. The ratio of helpers or apprentices in this category of work shall be one to five (5) mechanics.

d) The present decree does not apply to permanent employees as defined in the Collective Agreement Act, except when engaged in new construction work.

e) The present decree does not apply to the mining industry as regards operations performed in mine shafts.

f) Forest as well as saw, pulp and paper mills operations are not governed by the provisions of the present decree.

Special Provisions: 1. Notwithstanding any other provisions, the cities and towns and the municipal and school corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as construction, repair or maintenance work on their own buildings, performed under their immediate control, are concerned. This exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same operations, under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations.

2. Railroad companies are not governed by the decree in the case of operations ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said companies.

III. *Schedule of wage rates:*

	<i>Per hour</i>
Structural Steel Erector	\$1.80
Structural Steel Welder	1.80

IV. *Regular duration of labour:* The maximum hours of work in respect of qualified tradesmen shall be eight (8) per day between 8.00 a.m., and 5.00 p.m., on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, the whole to constitute a maximum of forty (40) hours per week.

V. Lorsqu'il y a emploi d'équipes supplémentaires, il n'y a pas d'heure fixe de commencement et de cessation du travail. Cependant, la durée maximum de travail de telles équipes est de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine pour les ouvriers qualifiés et les apprentis, et de neuf (9) heures par jour et cinquante (50) heures par semaine pour les journaliers. Ces équipes supplémentaires reçoivent cinq cents de plus l'heure que le taux régulier.

VI. Les heures ci-haut mentionnées sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée selon que l'une ou l'autre est en vigueur là où le travail est exécuté.

VII. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté par les ouvriers qualifiés et les apprentis en dehors des heures régulières ou des périodes de travail déterminées par le présent décret est considéré comme travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi sur les taux minima du présent décret ou sur les taux effectivement payés lorsque ces derniers sont plus élevés.

c) Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, le jour de la St-Jean Baptiste, le 1er juillet, la Fête du Travail, le Jour d'Action de Grâce, l'Ascension, la Toussaint l'Immaculée Conception, le Jour de Noël et les dimanches doit être rémunéré au taux de salaire double basé sur le taux régulier ou sur le salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

Toutefois, le travail exécuté le 24 mai, le 1er juillet et le Jour d'Action de Grâce peut être rémunéré au taux simple s'il a été décidé, au gré de l'employeur, d'appliquer le taux double au lundi suivant en autant que tel jour de fête ne tombe pas un lundi.

VIII. Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, soit par suspension ou congédiement, directement ou indirectement, un travailleur catholique qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse d'obligation catholique.

IX. Tout travail urgent d'amélioration ou de réparation à un immeuble existant qui, pour des raisons suffisantes, ne peut vraiment être exécuté pendant les périodes journalières de travail établies pour le commencement et la cessation du travail peut être fait au taux régulier à d'autres périodes de la journée mais le maximum de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine continue de s'appliquer. Tous les salariés affectés à un tel travail doivent recevoir une majoration de cinq cents (\$0.05) l'heure sur les taux réguliers.

X. Cependant, s'il y a émission d'un permis en vertu de la Loi relative à la limitation des heures de travail pour cinq (5) nuits consécutives ou plus, les dimanches non compris, la durée du travail de chaque équipe peut être de neuf (9) heures par jour et de quarante-cinq (45) heures par semaine entre 5.00 p.m., le lundi et 8.00 a.m. le samedi aux taux simple. Un boni de dix cents (\$0.10) l'heure doit être versé aux salariés des équipes irrégulières lorsque la moitié ou la majeure partie de la période d'emploi tombe en dehors des heures régulières du travail de jour.

XI. *Apprentissage:* a) Les employeurs peuvent embaucher un (1) apprenti par cinq (5) travailleurs en fer structural employés sur un chantier, ou fraction de ce nombre.

b) *Période d'apprentissage:* La période complète d'apprentissage est de deux ans.

c) *Taux de salaires:* Apprentis: Les taux de salaires payés aux apprentis doivent être basés

V. When extra shifts of workmen are employed there shall be no specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not, however, exceed eight (8) hours per day and forty (40) hours per week in the case of qualified tradesmen and apprentices, and nine (9) hours per day and fifty (50) hours per week in the case of common labourers. Such extra shifts of workmen shall be paid a premium of five cents an hour above regular rates.

VI. The hours hereinabove specified shall mean Standard Time or Daylight Saving Time, depending upon which time is in force in the locality where the work is being executed.

VII. *Overtime work:* a) Work performed by qualified workmen and apprentices in excess of the regular hours, or outside the limits of hours determined by the present decree, shall be considered as overtime work.

b) Overtime work shall be paid at the rate of time and one half on the basis of the minimum wage rate established by this decree or on the basis of the wage rate actually paid, whichever be the higher.

c) Work done on New Year's Day, Good Friday, May 24, St. John the Baptist Day July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and Sundays shall be paid double time of regular rates or rates actually paid, whichever be the higher.

However, work may be done on May 24, July 1st, and Thanks giving Day at single time if it be decided, at the employer's option, to substitute the succeeding Monday at double time for any such day, providing such day does not fall on Monday.

VIII. No employer shall have the right to punish or threaten to punish by discharge or suspension, directly or indirectly, a Catholic worker absenting himself from work on a Catholic day of obligation.

IX. All urgent alterations and repairs on existing buildings which, for sufficient reason, cannot be executed within the daily periods of labour hereinbefore specified for starting and finishing may be done at regular wage rates at other periods of the day, subject always to a maximum of eight (8) hours per day and forty (40) hours per week. All workmen employed on such operations shall be paid a premium of five cents (5c) above the regular rates.

X. However, where a permit is issued under the Law respecting the Limiting of Working Hours for five (5) consecutive nights or more, excluding Sundays, nine (9) hours per shift may be worked, the whole not to exceed forty-five (45) hours per week, between 5.00 p.m., Monday and 8.00 a.m., Saturday, at single time. A premium of ten cents (10c) an hour shall be paid to all workmen operating on any broken shift when one half or the major portion of the period of employment falls outside the regular daily hours of work.

XI. *Apprenticeship:* a) Employers shall have the right to employ one (1) apprentice for each five (5) structural steel workers or fraction thereof employed on any job.

b) *Apprenticeship period:* The entire period of apprenticeship shall be two years.

c) *Wage rate:* Apprentices: The rates of wages paid to apprentices shall be according to the

sur les pourcentages suivants des taux minima payables aux ouvriers qualifiés en fer structural:

1ère année.....	70%
2ème année.....	85%

d) Aucun apprenti en fer structural ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans ou après avoir dépassé 30 ans.

e) Tous les noms des apprentis doivent être inscrits dans un registre tenu spécialement à cette fin par le Comité conjoint des métiers de la construction chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret et dont le siège social est dans la cité de Montréal.

f) Aucun employeur professionnel ne peut être tenu de garder à son emploi un apprenti dont le travail n'est pas satisfaisant. L'employeur a aussi le droit de renvoyer un apprenti qui exécute son travail de façon négligente ou qui ne se conforme pas aux coutumes du métier.

g) Aucun contrat individuel d'apprentissage ne peut être valide s'il n'est pas conforme aux dispositions du présent décret.

h) La durée de travail des apprentis doit être la même que celle des ouvriers qualifiés.

i) L'apprenti doit fournir de bons et loyaux services à son employeur pendant son apprentissage; il doit aussi prendre soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

XII. *Congés payés*: Les salariés assujettis au présent décret ont droit à des congés payés suivant les dispositions de l'article XX du décret numéro 411 du 17 avril 1952, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, et ses amendements.

XIII. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1953.

XIV. L'observance du présent décret sera surveillée et assurée par le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal.

A. MORISSET,
33172-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 888

Québec, le 28 août 1952

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans les comtés de Chicoutimi, Roberval, Lac St-Jean, Charlevoix et Saguenay.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), Les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans les comtés de Chicoutimi, Roberval, Lac St-Jean, Charlevoix et Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1414 du 14 décembre 1949, amendé par les arrêtés numéros 850-A du 19 juillet 1950 et 926-B du 22 août 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU que la dite requête a été publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 12 juillet 1952;

following percentage of legal minimum wages paid to qualified structural steel workmen:

1st year.....	70%
2nd year.....	85%

d) No apprentice in Structural Steel shall begin his apprenticeship before being 16 years old, or after 30 years.

e) All apprentices' names shall be inscribed in a register kept specially for that purpose by the Joint Committee of the Building Trades administering the decree, the head office of which is in the City of Montreal.

f) No professional employer shall be compelled to keep in his employ an apprentice whose work is unsatisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter gives evidence of insufficient care in his work or does not abide by the general customs required for trade apprentices.

g) No individual apprenticeship contract shall be valid unless it be in conformity with the provisions of this decree.

h) The duration of labour of apprentices shall be similar to that of qualified workmen.

i) The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of tools and material furnished by his employer.

XII. *Vacation with pay*: The employees governed by the present decree are entitled to a vacation with pay in conformity with the provisions of section XX of the decree number 411 of April 17, 1952, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, as amended.

XIII. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective until March 31, 1953.

XIV. The present decree shall be administered by the Building Trades Joint Committee of Montreal.

A. MORISSET,
33172-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 888

Québec, August 28, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing trades in the counties of Chicoutimi, Roberval, Lake St. John, Charlevoix and Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing trades in the counties of Chicoutimi, Roberval, Lake St. John, Charlevoix and Saguenay, rendered obligatory by the decree number 1414 of December 14, 1949, amended by Orders 850-A of July 19, 1950 and 926-B of August 22, 1951, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette* of July 12, 1952;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1414, soit modifié comme suit :

1° Les paragraphes "j", "k", "l" et "m" suivants sont ajoutés à l'article I:

"j) Le mot "surintendant" désigne un salarié qui transmet les ordres de l'employeur au contremaître et qui a le contrôle de l'atelier, mais qui ne peut travailler dans le métier."

"k) Le mot "contremaître" désigne un compagnon, homme ou femme, qui transmet les ordres de l'employeur ou du surintendant, distribue l'ouvrage ou surveille les travaux. Il doit travailler dans le métier."

"l) Le mot "aide" désigne un salarié inexpérimenté du sexe masculin exerçant dans un atelier, des travaux manuels reconnus comme ne faisant pas partie de l'apprentissage de l'un ou de l'autre des métiers régis par le décret."

"m) Le mot "atelier" désigne un établissement ou appartement quelconque où s'exécutent un ou tous les genres de travaux mentionnés au paragraphe "c" de l'article II. Aucun atelier ne doit être subdivisé en entreprises distinctes indépendantes l'une de l'autre."

2° Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"a) Dans la zone I, les taux de salaires minima sont les suivants:

	Taux horaires minima
Compagnon	\$1.30
Filles employées à la reliure:	
1er semestre (1100 heures)	0.40
2ème semestre (2200 heures)	0.43
3ème semestre (3300 heures)	0.50
4ème semestre (4400 heures)	0.54
5ème semestre (5500 heures)	0.56
6ème semestre (6600 heures)	0.58"

Toutefois, dans les établissements ayant neuf (9) salariés ou moins, le salaire horaire du compagnon sera de \$1.20 jusqu'au 1er janvier 1953, après cette date, il sera haussé à \$1.30.

"b) Dans la zone II les taux de salaires minima sont les mêmes que ceux de la zone I, moins 5%."

3° Au paragraphe "a" de l'article VI, les mots "le lendemain du Premier de l'An" sont ajoutés après les mots "le Premier de l'An".

4° Le paragraphe "b" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"Pour avoir droit à ces fêtes chômées et payées, le salarié doit avoir travaillé le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit la fête, à moins d'une raison valable ou après avoir obtenu la permission de son employeur. Dans les cas de litige quant à l'interprétation du terme "raison valable", le Comité paritaire décidera.

De plus, pour avoir droit aux jours de fêtes chômées et payées, tous les salariés non réguliers doivent avoir travaillé pendant un minimum de vingt-cinq (25) heures durant la semaine et avoir au moins sept (7) années de service."

5° Le paragraphe "d" de l'article IX est remplacé par le suivant:

"d) Taux de salaires minima: Les apprentis doivent être rémunérés comme suit:

	l'heure
1ère année	\$0.38
3ème semestre	0.48
4ème semestre	0.40

WHEREAS, as required by the Act, the objections raised have been duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 1414, be amended as follows:

1. The following subsections "j", "k", "l" and "m" are added to section I:

"j) The word "superintendent" means an employee who relays the employer's orders to the foreman and who is in charge of the shop; he shall perform no trade work."

"k) The word "foreman" means a journeyman, male or female, who relays the employer's or the superintendent's orders, distributes the work or supervises the work. He shall perform trade work."

"l) The word "helper" means an unskilled male employee who does, in a shop, manual work not included in the apprenticeship of any one of the trades governed by the decree."

"m) The word "shop" means any establishment or any room in which one or more of the operations mentioned in subsection "c" of section II are carried out. No shop is to be divided into distinct and independent enterprises."

2. Subsections "a" and "b" of section IV are replaced by the following:

"a) In zone I, the minimum wage rates shall be as follows:

	Minimum Hourly Rates
Journeyman	\$1.30
Bookbinding female employees:	
1st six months (1100 hours)	0.40
2nd six months (2200 hours)	0.43
3rd six months (3300 hours)	0.50
4th six months (4400 hours)	0.54
5th six months (5500 hours)	0.56
6th six months (6600 hours)	0.58"

However, in the case of establishments having nine (9) employees or less, the journeyman's hourly rate of pay shall be \$1.20 until January 1st, 1953; after that date, it shall be increased to \$1.30.

"b) In zone II, the minimum wage rates shall be the same as in zone I, less 5%."

3° In subsection "a" of section VI, the words "the day after New Year's" are added after the words "New Year's Day".

4. Subsection "b" of section VI is replaced by the following:

"To be entitled to these holidays with pay, the employee must have worked the working day preceding and the one following the holiday unless he is absent for sufficient reason or has obtained permission from his employer. In the event of disputes as to the interpretation of "sufficient reason", the Parity Committee shall decide.

All employees other than regular employees must work a minimum of twenty-five (25) hours during the week and have at least seven (7) years service to be entitled to the holidays with pay."

5. Subsection "d" of section IX is replaced by the following:

"d) Minimum wage rates: The apprentices shall be remunerated as follows:

	per hour
1st year	\$0.38
3rd six months	0.48
4th six months	0.40

5 ^{ème} semestre	0.60	5th six months	0.60
6 ^{ème} semestre	0.64	6th six months	0.64
7 ^{ème} semestre	0.70	7th six months	0.70
8 ^{ème} semestre	0.76	8th six months	0.76
9 ^{ème} semestre	0.90	9th six months	0.90
10 ^{ème} semestre	0.92"	10th six months	0.92"

6° L'alinéa suivant est ajouté à l'article VIII: 6° The following paragraph is added to section VIII:
 "Le travail à la pièce est prohibé." "There shall be no piece work."
 (Document "A" annexé à l'arrêté) (Document "A" annexed to the order)
 A. MORISSET, A. MORISSET,
 33172-o Greffier du Conseil Exécutif. 33172-o Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, Cour Supérieure. Dame Cécile Gauthier, demanderesse; vs Lucien Blanchette; défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court. Dame Cécile Gauthier; plaintiff vs Lucien Blanchette, défendant.

AVIS

NOTICE

Dame Cécile Gauthier, épouse de Lucien Blanchette, industriel des cité et district des Trois-Rivières, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Dame Cécile Gauthier, wife of Lucien Blanchette, industrialist of the city and district of Trois-Rivières, has entered against her husband an action for separation as to property.

Les Trois-Rivières, le 4 septembre 1952.

Trois-Rivières, September 4, 1952.

L'Avocat de la demanderesse,
 33154-o RICHARD RIOUX.

Attorney for the plaintiff.
 33154 RICHARD RIOUX,
 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, N° 10355. Dame Edna Walsh, commis, épouse commune en biens de Gérard Lefebvre, expéditeur, domiciliée avec son époux au No. 124 rue Galt à Sherbrooke, District de St-François, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court No. 10355. Dame Edna Walsh, clerk, wife common as to property of Gérard Lefebvre, slipper, domiciled with her husband at 124 Galt street at Sherbrooke, District of St. Francis, has taken an action against her husband for separation as to property.

Sherbrooke, ce 2 septembre 1952.

Sherbrooke, September 2nd, 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
 33155-o FRANÇOIS POULIN.

Attorney for Plaintiff.
 33155-o FRANÇOIS POULIN,
 Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. 320735. Dame Lily Ebenspanger, marchande publique, épouse commune en biens de Alex Basch, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Alex Basch, des cité et district de Montréal, marchand, défendeur.

Province of Quebec, District of Montreal Superior Court, No. 320735. Dame Lily Ebenspanger, Marchande Publique, wife common as to property of Alex Basch, both of the City and District of Montreal, plaintiff; vs Alex Basch, of the City and District of Montreal, Merchant: défendant.

AVIS

NOTICE

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause par la demanderesse contre le défendeur ci-haut mentionné en date du 3e jour de septembre 1952.

An action in Separation as to Property has been instituted by the Plaintiff in this case against the Defendant herein on the 3rd. day of September, 1952.

Montréal, 5 septembre 1952.

Montréal, September 5th, 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
 33156 (Signé) R. L. BERCOVITCH.

Attorney for Plaintiff.
 33156-o (Sgd.) R. L. BERCOVITCH,
 Attorney for Plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 320,953. Dame Georgette Major, épouse commune en biens, sans contrat de mariage, de Gérard Grenier, menuisier, domiciliée avec lui à Montréal, dit district, demanderesse; vs Gérard Grenier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 320,953. Dame Georgette Major, wife common as to property, without marriage contract, of Gérard Grenier, joiner, domiciled with him at Montreal, said district, plaintiff; vs Gérard Grenier, of the city and district of Montreal, defendant.

AVIS

NOTICE

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

An action for separation as to property has been instituted in this case by the plaintiff against the defendant.

Montréal, le 8 septembre 1952.

Montréal, September 8th, 1952.

Les Avocats de la demanderesse,
 33176-o BEAUPRÉ, SYLVESTRE & TRUDEAU.

Attorneys for plaintiff.
 33176 BEAUPRÉ, SYLVESTRE & TRUDEAU,
 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, N° 67,378. Thérèse Labrie, domiciliée à Ste-Monique des Saules, épouse commune en biens de René Hallé, demanderesse; vs René Hallé, comptable, de Ste-Monique des Saules, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur. Québec, ce 29 août 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
33175-o DUMONTIER & ROBTAILLE.

AVIS

Canada, Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, N° 10297, Dame Simonne Drouin Boisvert, épouse commune en biens de Fernand Boisvert, artisan du canton d'Ascot, district de St-François, demanderesse, vs Fernand Boisvert, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16 juillet 1952.

Sherbrooke, ce 28 août 1952.
Le Procureur de la demanderesse,
33185-o LOUIS-GEORGES LEMAY.

AVIS

Canada, Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, N° 10458, Dame Adrienne Letarte Petit, épouse commune en biens de Armand Petit, boucher, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, vs Armand Petit, du même lieu défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 septembre 1952.

Sherbrooke, ce 9 septembre 1952.
Le Procureur de la demanderesse,
33186-o LOUIS-GEORGES LEMAY.

Actions en séparation de corps
et de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 319 218. Ida Brochu, demanderesse vs Athanase Collin, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée entre les parties.

Montréal, le 9 septembre 1952.
Le Procureur de la demanderesse,
33187-o ROLAND LANGLOIS.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 21617. Dame Alexandrina Forget, épouse de Léonidas Bouvrette, peintre domicilié à Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne, district de Terrebonne, a formé contre son mari une demande en séparation de corps et de biens.

Saint-Jérôme, ce 6 août 1952.
Le Procureur de la demanderesse,
33205-o Signé: ANDRÉ FAUTEUX.

Avis divers

GRAY BAIRD VENEER COMPANY LTD.

Avis est donné qu'un règlement a été décrété par les directeurs et confirmé par les actionnaires

Canada, Province of Québec, District of Québec, Superior Court, No. 67,378. Thérèse Labrie, domiciled at Ste-Monique des Saules, wife common as to property of René Hallé, plaintiff; vs René Hallé, accountant, of Ste-Monique des Saules, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant. Québec, August 29, 1952.

DUMONTIER & ROBTAILLE,
33175 Attorneys for plaintiff.

NOTICE

Canada, Province of Québec, District of St. Francis, Superior Court No. 10297, Dame Simonne Drouin Boisvert, wife common as to property of Fernand Boisvert, workman of the township of Ascot, district of St. Francis, plaintiff, vs Fernand Boisvert, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 16th of July 1952.

Sherbrooke, August 28th, 1952.
LOUIS-GEORGES LEMAY,
33185-o Attorney for plaintiff.

NOTICE

Canada, Province of Québec, District of St. Francis, Superior Court, No. 10458, Dame Adrienne Letarte Petit, wife common as to property of Armand Petit, butcher, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, vs Armand Petit, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 6th of September 1952.

Sherbrooke, September 9th, 1952.
LOUIS-GEORGES LEMAY,
33186-o Attorney for plaintiff.

Actions for Separation as to Bed
and Board

Province of Québec, District of Montreal, Superior Court, No. 319 218. Ida Brochu, plaintiff; vs Athanase Collin, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted between the parties.

Montreal, September 9, 1952.
ROLAND LANGLOIS,
33187 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Québec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 21617. Dame Alexandrina Forget, wife of Léonidas Bouvrette, painter, domiciled at Sainte-Thérèse, county of Terrebonne, district of Terrebonne, has instituted an action against her husband for separation as to bed and board.

Saint Jérôme, August 6, 1952.
(Signed) ANDRÉ FAUTEUX,
33205 Attorney for plaintiff.

Miscellaneous Notices

GRAY BAIRD VENEER COMPANY LTD.

Notice is hereby given that a by-law has been enacted by the Directors and confirmed by the

de la compagnie Gray Baird Veneer Company Ltd. en date du 28 août 1952, autorisant la compagnie à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et demander subséquemment l'abandon de sa charte conformément à l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Shareholders of Gray Baird Veneer Company Ltd. on August 18th, 1952 authorizing the Company to dispose of its property, distribute its assets ratably amongst its Shareholders and subsequently to apply for the surrender of its Charter under Section 26 of the Quebec Companies Act.

33158 Le Secrétaire,
VICTOR M. SHEA.

33158-o VICTOR M. SHEA,
Secretary.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicate's Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Baie Saint-Paul", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 août 1952.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Baie Saint-Paul" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 11, 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Baie Saint-Paul, county of Charlevoix.

33159-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

33159 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Télesphore", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 juillet 1952.

The formation of an association under the name of "Le syndicat de l'U.C.C. de St-Télesphore", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 29, 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Télesphore, comté de Soulanges.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Télesphore, county of Soulanges.

33160-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

33160 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

MONTMORENCY DISTILLERY LTD.

MONTMORENCY DISTILLERY LTD.

Règlement N° 3

By-Law No. 3

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Montmorency Distillery Ltd." (ci-après nommée la compagnie) ce qui suit:

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of "Montmorency Distillery Ltd." (hereinafter called the Company) as follows:

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de sept à six de manière à ce que les affaires de la compagnie soient dorénavant administrées par un bureau de direction de six directeurs."

"The number of directors of the Company be and the same is hereby decreased from seven to six so that the affairs of the Company shall hereafter be managed by a Board of six directors."

Décrété ce 7e jour d'août 1952.

Enacted this 7th day of August, 1952.

(Signé) Le Président,
FREDERICK S. WILDMAN.

(Signed) FREDERICK S. WILDMAN,
President.

(Signé) Le Secrétaire,
CAMIL NOEL.

(Signed) CAMIL NOEL,
Secretary.

33161

33161-o

MONTREAL INSTITUTE OF INVESTMENT ANALYSTS

MONTREAL INSTITUTE OF INVESTMENT ANALYSTS

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 25 août 1952, les amendements apportés aux règlements de "Montreal Institute of Investment Analysts", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 11 août 1952, et ce conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments made to the by-laws of "Montreal Institute of Investment Analysts", as adopted at the meeting held on the 11th of August, 1952, were approved by the Honourable, the Provincial Secretary on August 25, 1952, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 25 août 1952.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1952.

33162-o Le Sous-Secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

33162 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

CAFÉ PAGODA INC.

Règlement N° 6

Il est unanimement résolu que le nombre des administrateurs de la compagnie sera et est augmenté de trois à quatre.

Fait et passé ce 5e jour de juillet 1952.

Le Secrétaire,
33157-o PAUL GALT-MICHAUD.

CAFÉ PAGODA INC.

By-Law No. 6

It is unanimously resolved that the Board of Directors of the company be and it is increased in number from three to four.

Done and passed this fifth day of July, 1952.

PAUL GALT MICHAUD,
33157 Secretary.

**LA BRASSERIE CHAMPLAIN LIMITÉE
THE CHAMPLAIN BREWERY LIMITED**

Règlement N° 6

Un règlement pour amender le règlement N° 1, article 3, de la compagnie "La Brasserie Champlain Limitée—The Champlain Brewery Limited" décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie, tenue le 29 avril, 1952, diminuant le nombre des directeurs de six à quatre.

"Qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie "La Brasserie Champlain Limitée—The Champlain Brewery Limited":

Que le règlement N° 1, article 3, soit amendé en y rayant la première phrase de ce paragraphe et en y substituant la suivante:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre directeurs qui seront élus annuellement à l'assemblée générale annuelle des actionnaires".

Vraie copie certifiée du règlement N° 6 de la compagnie "La Brasserie Champlain Limitée—The Champlain Brewery Limited", lequel a été adopté par un vote unanime à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "La Brasserie Champlain Limitée—The Champlain Brewery Limited" tenue le 27 août 1952.

Montréal, 28 août 1952.
(Seau) Le Secrétaire-trésorier,
33179 A. G. MAGEE.

**LA BRASSERIE CHAMPLAIN LIMITÉE
THE CHAMPLAIN BREWERY LIMITED**

By-law No. 6

A By-law to amend By-law No. 1, Section 3, of "La Brasserie Champlain Limitée—The Champlain Brewery Limited", enacted at a Meeting of the Board of Directors of the Company, held on April 29, 1952, and reducing the number of directors from six to four.

"Be it enacted as a By-law of "La Brasserie Champlain Limitée—The Champlain Brewery Limited":

That By-law No. 1, Section 3, be amended by deleting the first sentence of the paragraph thereof, and by substituting therefor the following:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of four Directors to be elected annually at the Annual General Meeting of the Shareholders."

Certified to be a true copy of By-law No. 6 of "La Brasserie Champlain Limitée—The Champlain Brewery Limited", which was adopted by unanimous vote at a Special General Meeting of Shareholders of "La Brasserie Champlain Limitée—The Champlain Brewery Limited" held on August 27, 1952.

Montreal, August 28, 1952.
(Seal) A. G. MAGEE,
33179-o Secretary-Treasurer.

Extrait du livre des minutes d'une assemblée de "François Lambert Limitée", un corps politique incorporé suivant la loi, ayant son siège social sur la rue Blainville en la ville de Ste-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, tenue le 15 mai 1952.

Il est proposé par monsieur Donat Roy, appuyé par Rolland Corbeil.

Que le nombre des directeurs soit réduit de cinq à trois dont le quorum sera de deux et qu'en conséquence, le règlement numéro 2, paragraphe 1, de la compagnie, se lise comme suit:

Règlement N° 2

1° Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de trois membres dont deux formeront quorum.

Adopté.

Je soussigné, secrétaire-trésorier de la compagnie "François Lambert Limitée", certifie que le règlement ci-dessus a été approuvé par tous les actionnaires de la compagnie présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 15 mai 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
33188-o ROLLAND CORBEIL.

Excerpt from the book of the minutes of a meeting of "François Lambert Limitée", a body politic and incorporated according to Law, having its head office on Blainville street in the Town of Ste-Thérèse, in the county of Terrebonne, held on the 15th of May, 1952.

"It was moved by Mr. Donat Roy, seconded by Rolland Corbeil:

That the number of directors be decreased from five to three, whereof the quorum will be two, and that consequently, By-law No. 2, paragraph 1, of the company, reads as follows:

By-law No. 2

1. The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of three members whereof two will form a quorum.

Adopted."

I, the undersigned, secretary-treasurer of the company "François Lambert Limitée", certify that the foregoing by-law was approved by all the shareholders of the company present at a special general meeting called for such purpose and held on the 15th of May, 1952.

ROLLAND CORBEIL,
33188 Secretary-Treasurer.

ST. ROBERTS METALS CORPORATION
(No Personal Liability)

Qu'il soit décrété comme le règlement N° 6 de la compagnie ce qui suit:

Que le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de trois à cinq.

Vraie copie certifiée du règlement N° 6 de St. Roberts Metals Corporation (No Personal Liability) décrété par les directeurs en date du 1er jour d'août 1952 et sanctionné et ratifié par tous les actionnaires le 6ième jour d'août 1952.

Le Secrétaire-Trésorier,
RENÉ DURANLEAU.

33163-6

ST. ROBERTS METALS CORPORATION
(No Personal Liability)

Be it enacted as By-law No. 6 of the Company as follows:

That the number of Directors of the Company is hereby increased from three to five.

Certified true copy of By-law No. 6 of St. Roberts Metals Corporation (No Personal Liability), enacted by the directors on the 1st day of August 1952 and sanctioned and ratified by all the shareholders on the 6th day of August 1952.

RENÉ DURANLEAU,
Secretary-Treasurer.

33163-0

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 27 juin 1952, le changement de nom de "L'Association Catholique des Institutrices Laïques du comté de Drummond Inc.", en celui de "L'Association des Instituteurs et Institutrices du comté de Drummond", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et autres de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

33177-0

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on June 27, 1952, the change of name of "L'Association Catholique des Institutrices Laïques du comté de Drummond Inc.", into that of "L'Association des Instituteurs et Institutrices du Comté de Drummond", pursuant to the provisions of section 7 and following of the Professional Syndicates' Act, (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of June, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

33177

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 22 octobre 1952 et présentés avant le 3 décembre 1952, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 22 novembre 1952 et reçues avant le 27 novembre 1952 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 17 décembre 1952.

Québec, le 6 septembre 1952.

Le Greffier,
33184-37-9-0 (Signé) ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 22nd October, 1952, and introduced before the 3rd December, 1952, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 22nd November 1952, and received before the 27th November, 1952, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 17th December, 1952.

Quebec, September 6, 1952.

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
33184-37-9 Clerk.

Chartes — Abandon de

AVIS

CLARK REALTIES INC.

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Clarke Realities Inc. donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 5 septembre 1952.

Le Secrétaire,
33164 JESSIE MOSCOVITCH.

Charters — Surrender of

NOTICE

CLARKE REALTIES INC.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act Clarke Realities Inc., hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor-In-Council for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, September, 5th, 1952.

JESSIE MOSCOVITCH,
33164-0 Secretary.

AVIS

LADY ANN INC.

Avis est donné que la compagnie Lady Ann Inc., constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce deuxième jour de septembre, mil neuf cent cinquante-deux.

LADY ANN INC.,

Par le Secrétaire,

DAME TILLIE GROSS.

Jack Rudner, B. A., LL. L.
Édifice de la Commission du
Transport de Montréal,
Suite 301, 159 ouest, rue Craig,
Montréal, P.Q.

33165

NOTICE

LADY ANN INC.

Notice is hereby given that Lady Ann Inc., a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General for the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of The Quebec Companies Act.

Dated at Montreal this Second day of September, Nineteen Hundred and Fifty-Two.

LADY ANN INC.

Per: DAME TILLIE GROSS,

Secretary.

Jack Rudner, B. A., LL. L.,
Montreal Transportation
Commission Building,
Suite 301, 159 Craig St. West,
Montreal, P. Q.

33165-o

VEGA INVESTMENTS LIMITED

Avis est donné que la compagnie Vega Investments Limited, constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 3 septembre 1952.

Le Secrétaire,

SARAH MILLER.

33166

VEGA INVESTMENTS LIMITED

Notice is hereby given that Vega Investments Limited, incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of September, 1952.

SARAH MILLER,

Secretary.

33166-o

AVIS LÉGAL

HARROD'S INC.

Avis est donné que la compagnie Harrod's Inc., constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, P.Q., ce 9e jour de septembre 1952.

Le Secrétaire,

EDITH JOSEPHSON.

Les Procureur de Harrod's Inc.,
Greenblatt & Godinsky,
660 ouest, rue Ste-Catherine,
Montréal, Québec.

33194

LEGAL NOTICE

HARROD'S INC.

Notice is hereby given that "Harrod's Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office at Montreal, Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 9th day of September, 1952.

EDITH JOSEPHSON,

Secretary.

Greenblatt & Godinsky,
Attorneys for Harrod's Inc.,
660 St. Catherine St. W.,
Montreal, Quebec.

33194-o

Compagnie autorisée à faire
des affaires

KOPPERS PRODUCTS, LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Koppers Products, Limited" a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Company Licensed to do
Business

KOPPERS PRODUCTS, LIMITED

Notice is hereby given that the company "Koppers Products, Limited", has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Wendell H. Laidley, de 2000 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Le siège social dans la Province sera établi à Ville La Salle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-cinq août 1952.

Le Sous-Secrétaire de la Province,
33152 JEAN BRUCHÉSI.

Its chief agent, in the Province, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Wendell H. Laidley, of 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, City and Judicial District of Montreal.

The head office in the Province is to be established at Ville La Salle, Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary on twenty-fifth day of August 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33152-0 Under-Secretary of the Province.

* Compagnies dissoutes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Boston Textiles Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 février 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 septembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
33152-0 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hamilton Sales and Trading Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 décembre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 septembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152-0 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "H. Levy & Co., Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juin 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 septembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152-0 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la

Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Boston Textiles Inc.", incorporated by letters patent dated February 7, 1947.

Notice is also given that from and after September 2, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, September 3, 1952.

L. DÉSILETS,
33152 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hamilton Sales and Trading Ltd.", incorporated by letters patent dated December 4, 1950.

Notice is also given that from and after September 2, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, September 3, 1952,

L. DÉSILETS,
33152 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "H. Levy & Co., Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of June, 1928.

Notice is also hereby given that from and after the second day of September, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33152 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Letter-

compagnie "Letter-Card Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 février 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 septembre 1952, ladite compagnie a été disoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Roslin Improvement Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 mai 1919.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 septembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Lawrence Securities, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 mars 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 septembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sutherland Construction Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 février 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 septembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Z. Berthiaume & Fils, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 janvier 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 septembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33152-o L. DÉSILETS.

Card Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated February 11, 1952.

Notice is also hereby given that from and after the 2nd day of September, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33152 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27, of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Roslin Improvement Company Limited", incorporated by letters patent dated May 14, 1919.

Notice is also hereby given that from and after the second day of September, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, September 3, 1952.

L. DÉSILETS,
33152 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27, of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Lawrence Securities, Ltd.", incorporated by letters patent dated March 14, 1936.

Notice is also given that from and after September 2, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, September 3, 1952.

L. DÉSILETS,
33152 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sutherland Construction Company", incorporated by letters patent dated the 28th day of February, 1934.

Notice is also hereby given that from and after the second day of September, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33152 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Z. Berthiaume & Fils, Limitée", incorporated by letters patent dated the 28th day of January, 1931.

Notice is also hereby given that from and after the 2nd day of September, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33152 Deputy Attorney General.

Demande à la Législature

Application to Legislature

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité, à compter du 1er janvier 1953, une taxe de vente dite taxe d'éducation, n'excédant pas un pour cent (1%), en conformité de la loi, et pour toutes autres fins.

Beauharnois, le 10 septembre, 1952.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois.

Le Président,
JOSEPH LAURIN.

Le Secrétaire-trésorier,

33197-37-4-o MARIE-ALICE DUPUIS.

Public notice is hereby given that the school Commissioners for the Municipality of the City of Beauharnois, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of imposing and levying, within the Municipality, from the first of January 1953, a sales tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%), according to law, and for other purposes:

Beauharnois, September 10th, 1952.

The School Commissioners for the Municipality of the City of Beauharnois, in county of Beauharnois.

JOSEPH LAURIN,
President.

MARIE-ALICE DUPUIS,
Secretary-Treasurer.

33197-37-2-o

Département de l'Instruction publique*

Department of Education

N° 969-47.

Quebec, le 3 septembre 1952.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Val-Limoges", dans le comté de Labelle, le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire:

Ce territoire comprend les lots 1 à 20 inclusivement du rang "A" et 1 à 49 inclusivement du rang "B" du canton Pope; et les lots 1 à 47 aussi inclusivement du rang VIII (8) du canton Sicotte.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33181-37-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 969-47

Quebec, September 3, 1952.

Application is made to form, into a distinct school municipality, under the name of "Val Limoges", in the county of Labelle, the territory hereinunder described, which is not yet organized as to schools:

This territory comprises lots 1 to 20 inclusively of Range "A", and 1 to 49 inclusively of Range "B", in the township of Pope, and lots 1 to 47, also inclusively, of Range VIII (8) of the township Sicotte.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

33181-37-2

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre révisé de la paroisse de Ste-Victoire (partie canton d'Arthabaska) municipalité de la ville de Victoriaville division d'enregistrement d'Arthabaska.

Revised cadastre of the parish of Ste Victoire (part of township of Arthabaska) municipality of the town of Victoriaville, registration division of Arthabaska.

Avis est par la présente donné que les lots 97-628-30, 97-742, 97-838, 98-54, 100-8-1, 100-51-A, 147-3, 148-1, 148-2, 220-3, 221-1, 221-2, 221-4, 225-1, 228-1, 254-2, 255-1, 255-2, 225-3, 256, 257-1, 263-2, 263-3, 263-4, 329-1, 329-3, 330-1, 331-3, 363, 364, 368-7, 369-1, 493-32, 493-407-1, 493-407-2, 493-408-1, 493-408-2, 493-409-1, 493-409-2, 493-410-1, 493-410-2, 493-411-1, 493-411-2, 493-434-11 sont corrigés et les lots 148-3, 221-8, 263-5, 263-6, 329-5, 365-1 et 365-2 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 97-628-30, 97-742, 97-838, 98-54, 100-8-1, 100-51-A, 147-3, 148-1, 148-2, 220-3, 221-1, 221-2, 221-4, 225-1, 228-1, 254-2, 225-1, 255-2, 255-3, 256, 257-1, 263-2, 263-3, 263-4, 329-1, 329-3, 330-1, 331-3, 363, 364, 368-7, 369-1, 493-32, 493-407-1, 493-407-2, 493-408-1, 493-408-2, 493-409-1, 493-409-2, 493-410-1, 493-410-2, 493-411-1, 493-411-2, 493-434-11 are corrected and lots 148-3, 221-8, 263-5, 263-6, 329-5, 365-1 and 365-2 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 29 avril 1952.

Quebec, April the 29th, 1952.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,

Le Sous-ministre,
33174-o AVILA BÉDARD.

33174-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du canton de Guigues division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que dans le rang IX les los 37-7 à 37-15 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 août 1952.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

33174-o

AVIS

Cadastre officiel du canton d'Orford (maintenant partie de la cité de Sherbrooke) division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 47-1 à 47-4, 47-6 à 47-8, 47-17, 47-21, 47-22, 47-26, 47-27, 47-34, 47-35, 47-37 à 47-42, 47-45 à 47-53, 47-56, 47-57, 47-59 à 47-62, 47-70 à 47-74, 47-77 et 47-78 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 28 août 1952.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

33174-o

NOTICE

Official cadastre of the township of Guigues registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that in Range IX lots 37-7 to 37-15, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, August the 29th, 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

33174-o

NOTICE

Official cadastre of the township of Orford (now part of the city of Sherbrooke) registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 47-1 to 47-4, 47-6 to 47-8, 47-17, 47-21, 47-22, 47-26, 47-27, 47-34, 47-35, 47-37 to 47-42, 47-45 to 47-53, 47-56, 47-57, 47-59 to 47-62, 47-70 to 47-74, 47-77 and 47-78 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, August, the 28th, 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

33174-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le règlement spécial, dont le texte suit, adopté par le Comité conjoint des Métiers de la Construction de Montréal, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 888-E du 28 août 1952, ajouté au règlement concernant le certificat de qualification déjà approuvé par l'arrêté en conseil numéro 556-D du 14 mai 1952, et déclaré obligatoire en vertu de l'article 25 de ladite Loi.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-law, adopted by the Building Trades Joint Committee of Montreal, has been approved by Order in Council number 888-E of August 28, 1952, and added to the by-law concerning the certificate of competency already approved by Order in Council number 556-D of May 14, 1952, and rendered obligatory under section 25 of the said Act.

"Le certificat de qualification est également obligatoire pour les "soudeurs de tuyauterie à basse pression" exécutant du travail de construction régi par ledit décret numéro 411 et ses amendements".

"Certificates of competency shall also be obligatory for "low pressure pipe welders" doing construction work governed by the said Decree number 411 and its amendments."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 septembre 1952. 33172-o

Department of Labour,
Quebec, September 13, 1952. 33172-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1255 du 10 novembre 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 889 du 28 août 1952, section "H", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski, formed under decree number 1255 of November 10, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 889 of August 28, 1952, part "H", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 août 1952 au 31 août 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1255 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1255 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$45.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1255 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiquée tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre, et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, pour la période comprise entre le 31 août 1952 et le 31 août 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE RIMOUSKI
(SIÈGE SOCIAL: RIMOUSKI)

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 août 1952 et le 31 août 1953.

<i>Recettes:</i>	
Cotisation ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 950.00
Artisans	120.00

1. Assessments

The period of levy extends from August 31, 1952 to August 31, 1953; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1255, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1255, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established in the decree for journy-men, namely \$45.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1255, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments enacted by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski for the period between August 31, 1952 and August 31, 1953.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF RIMOUSKI
(Head office: Rimouski)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 31, 1952, and August 31, 1953.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$ 950.00
Artisans	120.00

Salariés	950.00	Employees	950.00
Horaires d'examens	50.00	Examination fees	50.00
	<hr/>		<hr/>
	\$2,070.00		\$2,070.00

Déboursés:

Salaires du secrétaire-inspecteur	\$1,200.00
Frais de déplacement de l'inspecteur	50.00
Loyer du bureau	300.00
Frais légaux	30.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	50.00
Ameublement, accessoires de bureau	50.00
Vérification des livres	50.00
Assurance-cautionnement	10.00
Jetons de présence aux membres du comité	40.00
Dépenses diverses et imprévus	290.00
	<hr/>
	\$2,070.00

Disbursements:

Salary of the Secretary-inspector	\$1,200.00
Travelling expenses of the Inspector	50.00
Office rent	300.00
Legal fees	30.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	50.00
Furniture and office equipment	50.00
Audition	50.00
Fidelity Bond	10.00
Attendance fees to members of the Committee	40.00
Various and unforeseen expenses	290.00
	<hr/>
	\$2,070.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 septembre 1952. 33172-0

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, September 13, 1952. 33172-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 2246, du 27 août 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 889 du 28 août 1952 section "G", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Status refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 août 1952 au 31 août 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2246, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les maîtres-barbiers ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 2246, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs revenus, basés sur le montant de \$25.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 2246 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

NOTICE OF LEVY

The honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the joint Committee of barbers and hairdressers of the City and District of Hull, formed under decree No. 2246, of August 27, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 889 of August 28, 1952, part "G" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from August 31, 1952, to August 31, 1953; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by decree No. 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the regular wages, commissions, bonuses and allocations paid to their employees governed by the decree.

b) The master barbers or female hairdressers working alone (artisans) governed by decree number 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 to 1% of their receipts based upon the amount of \$25.00 per week (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by decree No. 2246 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to 1/2 of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

The professional employers shall forward their assessments, every month, to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same, every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jour lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the required information a notice shall be given requesting him to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

C'est annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des Barbiers Coiffeurs et Coiffeuses de la cité et du district de Hull, pour la période se terminant le 31 août 1953.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE HULL

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 31 août 1953.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$80.00
Artisans.....	230.00
Salariés.....	85.00
Coiffeuses (employeurs professionnels salariés et artisans).....	85.00
	<hr/>
	\$480.00

Déboursés:

Services du secrétaire-correspondant.....	60.00
Services de l'inspecteur.....	50.00
Frais de déplacement des membres du Comité.....	140.00
Vérification des livres.....	40.00
Loyer du bureau.....	30.00
Papeterie, timbres, articles de bureau.....	30.00
Frais de voyages-inspections.....	40.00
Publicité.....	40.00
Divers.....	50.00
	<hr/>
	\$480.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 septembre 1952. 33172-0

3. Financial Report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of barbers and hairdressers of the City and district of Hull, for the period ending August 31, 1953.

JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF THE CITY AND DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending August 31, 1953.

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers (barbers).....	\$ 80.00
Artisans (barbers).....	230.00
Employees (barbers).....	85.00
Female hairdressers (professional employers, employees and artisans).....	85.00
	<hr/>
	\$480.00

Disbursements:

Secretary's services.....	60.00
Inspector's services.....	50.00
Travelling expenses of committee's members.....	140.00
Auditing of books.....	40.00
Office rent.....	30.00
Stationery, stamps, office equipment.....	30.00
Travelling expenses — inspections.....	40.00
Publicity.....	40.00
Miscellaneous.....	50.00
	<hr/>
	\$480.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, Sept 13, 1952. 33172-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que, le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield, établi en exécution du décret numéro 1259, du 7 août 1947 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 887 du 28 août 1952, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 17 août 1952 au 17 août 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield, formed under decree No. 1259 of August 7, 1947, and amendments, has been authorized by a by-law approved by order in council No. 887 of August 28, 1952, part "C", in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941 Chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers artisans and employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from August 17, 1952, to August 17, 1953, such levy shall be applied in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1259, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis au décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1259, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1259, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, pour la période comprise entre le 17 août 1952 et le 17 août 1953.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 17 août 1952 et le 17 août 1953.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels, artisans et salariés	\$774.00
Honoraires d'examen	30.00
	<hr/>
	\$804.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire	300.00
Frais légaux et judiciaire, frais de déplacements des inspecteurs	225.00
Timbres-poste, téléphone, assurances	90.00
Loyer	50.00
Vérification des livres	20.00
Impression, papeterie	69.00
Imprévu et divers	50.00
	<hr/>
	\$804.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 septembre 1952. 33172-0

a) The professional employers governed by the decree No. 1259 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their pay-roll for employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree No. 1259 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for a journeyman, i.e. \$25.00 per week.

c) The employees governed by the decree No 1259 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of such assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums paid to the Parity Committee.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield for the period between August 17, 1952 and August 17, 1953.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 17, 1952, and August 17, 1953.

<i>Receipts:</i>	
Assessments: (½ of 1%):	
Professional employers, artisans and employees	\$774.00
Examination fees	30.00
	<hr/>
	\$804.00
<i>Expenses:</i>	
Salary of the secretary	300.00
Legal fees, proceeding, travelling expenses of inspectors	225.00
Postage, telephone, insurance	90.00
Rent	50.00
Audition	20.00
Printing, stationery	69.00
Unforeseen expenses and miscellaneous ..	50.00
	<hr/>
	804.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 13, 1952. 33172-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure établi en exécution du décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 889, du 28 août 1952, section "F" le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1952 au 31 août 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Chaussure, assujettis au décret numéro 3003 et amendements, doivent payer au Comité paritaire de ladite industrie, une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paie pour tous les salariés des deux sexes régis par ledit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'Industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, sont sujet à une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

c) Tous les artisans des deux sexes de l'Industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, qui travaillent individuellement ou en société, sont sujets à une cotisation de 1/3 de 1% de leur salaire. Pour les fins de cotisation et de ce règlement, le salaire de chaque artisan qui travaille individuellement ou en société est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinze (15) de chaque mois, les employeurs professionnels doivent transmettre au Comité paritaire, sur des formules fournies par ledit Comité à cette fin, un rapport mentionnant tous les salaires, gages et autres rémunérations payés pendant le mois précédent à toutes les personnes des deux sexes à leur emploi, assujettis audit décret. Ce rapport doit être fait sur une formule telle qu'exigée par ledit Comité.

Tous les employeurs professionnels, en faisant ce rapport doivent remettre au Comité paritaire le montant de leur cotisation calculé de la manière susdite et la cotisation de leurs salariés perçue de la manière ci-après indiquée.

La cotisation des salariés doit être perçue par les employeurs professionnels à même les salaires que ces derniers sont tenus de payer auxdits salariés et être transmise au Comité paritaire de la manière susdite.

Chaque artisan travaillant individuellement ou en société est sous les mêmes obligations que l'employeur professionnel quant au paiement de sa propre cotisation.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Shoe Industry, established under decree number 3003, of July 31, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 889 of August 28, 1952, part "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate thereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from September 1, 1952, to August 31, 1953; it shall be laid in the following manner:

a) All professional employers of the shoe industry, governed by decree number 3003 and amendments, shall pay to the Parity Committee of the said industry, a sum equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for all male and female persons subject to the said decree.

b) All male and female employees of the shoe industry, governed by the decree number 3003, and amendments, shall pay an assessment equivalent to 1/3 of 1% of their wages, earnings or other remuneration.

c) All male and female artisans in the shoe industry, governed by decree number 3003, and amendments, working individually or in partnership are subject to an assessment of 1/3 of 1% of their wages. For the purposes of the levy and of this by-law, the wages of each artisan working individually or in partnership are considered as being fixed to an amount equal to the wages paid to the journeyman employee with the lowest rate of pay.

2. Mode of collection

On or before the fifteenth (15) of each month, all professional employers shall submit to the Parity Committee (on forms furnished for this purpose by the said committee) a report indicating all wages, earnings and other remuneration paid during the preceding month to all male and female persons, in their employ, governed by the said decree. Such report shall be made on a form as required by the said committee.

All professional employers, in making such report, shall remit to the Parity Committee the amount of their assessments calculated as above and the assessments of their employees collected as follows.

The employees' assessments shall be collected by the professional employers from the wages which they pay to the said employees and shall be sent to the Parity Committee as above mentioned.

Every artisan working individually or in partnership is under the same obligations as the professional employer for the payment of his own assessment.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Chaussure pour la période comprise entre le 1er septembre 1952 et le 31 août 1953.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Shoe Industry, for the period between the 1st day of September, 1952, and the 31st day of August 1953.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

JOINT COMMITTEE OF THE SHOE INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er septembre 1952 et le 31 août 1953.

Estimated receipts and disbursements from September 1st, 1952 to August 31, 1953.

Recettes:

Cotisation (1/3 de 1%):

Employeurs professionnels	\$45,000.00
Salariés	45,000.00
	<hr/>
	\$90,000.00

Receipts:

Assessments (1/3 of 1%):

Professional employers	\$45,000.00
Employees	45,000.00
	<hr/>
	\$90,000.00

Déboursés:

Salaires	\$41,950.00
Frais de déplacement des inspecteurs	8,000.00
Frais de déplacement des délégués y compris les sous-comités	9,000.00
Frais professionnels et judiciaires	3,000.00
Frais généraux	1,000.00
Assurances et frais de cautionnement	500.00
Impression, papeterie et accessoires de bureau	4,000.00
Agios, intérêt et échange	200.00
Loyer, éclairage	2,200.00
Taxe d'affaires et d'eau	50.00
Mauvaises créances	100.00
Poste, téléphone et télégraphe	2,000.00
Commission d'apprentissage de la chaussure; Formation professionnelle Service de renseignements	15,000.00
Comité des négociations	3,000.00
	<hr/>
	\$90,000.00

Disbursements:

Salaries	\$41,950.00
Travelling expenses — inspectors	8,000.00
Travelling expenses of delegates, sub-committees included	9,000.00
Professional and judicial fees	3,000.00
General expenses	1,000.00
Insurance and security bonds	500.00
Stationery, printing and office accessories	4,000.00
Agios, interest and exchange	200.00
Rent, electricity	2,200.00
Business and water taxes	50.00
Bad credits	100.00
Postage, telephone and telegraph	2,000.00
Institut de la Chaussure; Occupational training; Information Service	15,000.00
Negotiation Committee	3,000.00
	<hr/>
	\$90,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 septembre 52. 33172-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,

Department of Labour,
Quebec, September 13, 1952. 33172-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Auto-Voiture de Mégantic, établi en exécution du décret numéro 1041, du 4 août 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 887 du 28 août 1952, section "D", et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret; suivant le mode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 14 août 1952 au 14 août 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs régis par ledit décret numéro 1041 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret 1041 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire moyen fixé par le Comité, soit \$30.00 par semaine.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité paritaire de l'Auto-Voiture de Mégantic", formed under decree number 1041 of August 4, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 887 of August 28, 1952, part "D", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from August 14, 1952 to August 14, 1953; this levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1041, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1041, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the average wage fixed by the Committee, namely \$30.00 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1041 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs et des artisans, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinze du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation du dit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Auto-Voiture de Mégantic pour la période comprise entre le 14 août 1952 et le 14 août 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTO-VOITURE DE MÉGANTIC (Siège social: Mégantic)

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre les 14 août 1952 et 14 août 1953.

<i>Recette:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs	\$450.00
Salariés	450.00
	\$900.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaire: Secrétaire:	400.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone, etc.	50.00
Vérification de livres	50.00
Assurance et frais de cautionnement.	5.00
Bureau d'examineurs	50.00
Dépenses diverses et imprévus	345.00
	\$900.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 septembre 1952. 33172-0

c) The employees governed by the said decree number 1041, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the employers and artisans with printed forms on which all the particulars required by the said Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the fifteenth day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable every month by the employer, the artisans and the employee, without notice.

Upon refusal by an employer or an artisan to pay or to give the necessary information, a five-day notice shall be served to fulfil obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of "Le Comité paritaire de l'Auto-Voiture de Mégantic", for the period between August 14, 1952 and August 14, 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTO-VOITURE DE MÉGANTIC (Corporate seat: Mégantic)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 14, 1952, and August 14, 1953.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$450.00
Employees	450.00
	\$900.00
<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary	400.00
Stationery, Printing, Stamps, Telephone etc.	50.00
Audition	50.00
Insurance and fidelity bond.	5.00
Board of examiners	50.00
Various and unforeseen expenses	345.00
	\$900.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 13, 1952. 33172-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de Garages dans la ville de Rimouski et un rayon de 3 milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1255 du 10 novembre 1949, amendé par l'arrêté N° 541 du 30 mai 1951 (Section "G"), lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

1° Remplacer l'article III par le suivant:

"III. Salaires minima: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après: mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien, débosseur, soudeur, peintre, rembourreur, vitrier, vulcanisateur et apprentis. Dans aucun cas il ne devra y avoir plus d'apprentis que le nombre indiqué au tableau.

Dans la première colonne de gauche on trouve le nombre d'employés dans un garage, outre les hommes de service et les commis aux pièces de rechange. Dans chaque cas, les salaires minima mentionnés doivent être payés.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the town of Rimouski and a radius of three (3) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 1255 of November 10, 1949, and amended by Order in Council number 541 of May 30, 1951 (part "G"), have submitted to him a petition to amend the said decree as follows:

1. Section III will be replaced by the following:

"III. Minimum wages: The minimum wages shall be as follows for each one of the following categories of employees: Mechanic, fitter, machinist, electrician, bodyworker, welder, painter, upholsterer, glazier, vulcanizer and apprentices. There shall not be more apprentices than is indicated in the table.

The figures in the first left-hand column represent the number of employees in a garage, not including service men and spare parts clerks. The minimum wages mentioned therein shall be paid.

Nombre d'employés Number of employees	Catégories Categories			Nombre maximum d'apprentis Maximum number of apprentices
	A \$1.25	B \$1.10	C \$0.90	
1			1	1
2			1	1
3		1	1	1
4	1	1	1	1
5	1	1	1	2
6	2	1	1	2
7	2	2	1	2
8	2	2	2	2
9	2	2	2	3
10	3	2	2	3
11	3	3	2	3
12	3	3	2	4
13	3	3	3	4
14	4	3	3	4
15	4	3	3	5
16	5	3	3	5
17	5	4	3	5
18	5	4	3	6
19	6	4	3	6
20	6	4	4	6
21	6	4	4	7
22	6	5	4	7

Si un établissement compte plus de vingt-deux (22) employés, il devra compléter par le nombre d'employés nécessaires. Exemple: Trente-un (31) employés soit vingt-deux (22) plus neuf (9) ce qui donne 8A, 7B, 6C, et dix (10) apprentis.

In the event of an establishment having more than twenty-two (22) employees, the number exceeding 22 shall be added as per the above table. Example: Thirty-one (31) employees gives 2 plus 6 in A, 7 in B, 6 in C and ten (10) apprentices.

Apprentis:	l'heure
première année	\$0.50
deuxième année	0.60
troisième année	0.75
quatrième année	0.85

Homme de service:	
première année	0.50
deuxième année	0.60
troisième année	0.75
quatrième année	0.85

Apprentices:	per hour
first year	\$0.50
second year	0.60
third year	0.75
fourth year	0.85

Service man:	
first year	0.50
second year	0.60
third year	0.75
fourth year	0.85

Commis aux pièces de rechange: Nombre d'employés Number of employees	Catégories Categories		Spare parts clerks:		
	A \$0.95	B \$0.85	\$0.75	\$0.60	\$0.50
1		1			
2	1		1		
3	1	1		1	
4	1	1	1	1	
5	2	1	1	1	
6	2	1	1	1	1
7	3	1	1	1	1
8	3	2	1	1	1

Les salaires supérieurs aux taux minima fixés dans la présente convention ne peuvent être diminués d'aucune façon pendant sa durée."

2° Abroger l'article IV et le remplacer par le suivant:

"IV. *Durée du travail: a) Travail régulier:*

1. La semaine régulière de travail sera de cinquante-quatre (54) heures.

2. Les heures régulières de travail seront de neuf (9) heures par jour réparties entre 7.00 a.m. et 9.00 p.m. tous les jours de la semaine du lundi au samedi inclusivement.

3. Dans le cas de la double équipe, les heures régulières de travail seront de 7.00 p.m. à minuit et de 1.00 a.m. à 6.00 a.m. Le taux régulier de salaire de jour sera majoré de 10%. Pour pouvoir être considéré comme faisant partie de la double équipe, un employé devra avoir fait six (6) jours consécutifs de travail aux heures mentionnées.

b) Travail supplémentaire:

1. Tout travail exécuté en dehors des heures mentionnées au paragraphe a-2 du présent article, devra être rémunéré à raison de salaire et demi.

2. Tout employé qui travaille le dimanche ou les jours de fêtes chômées devra être rémunéré de la façon suivante: soit à raison de salaire et demi s'il y a trois débits d'essence ou moins d'ouverts ou soit à raison de salaire double s'il y a plus de trois débits d'essence d'ouverts.

3. Les heures exécutées en excédent de neuf heures et demie (9½) par jour ou de cinquante-cinq heures (55 heures) par semaine devront être rémunérées à raison de salaire et demi."

3° Remplacer l'article VII par le suivant:

"VII. *Vacances payées: a) Après un an de services continus pour un employeur, tout salarié a droit à un congé annuel payé d'une durée minimum de sept (7) jours comportant au moins six (6) jours ouvrables.*

Le présent paragraphe est sujet à l'ordonnance numéro 3 révisée de la Commission du salaire minimum et l'on doit référer à ladite ordonnance pour tout ce qui concerne les vacances payées.

b) Après cinq (5) ans de service continu pour un employeur tout salarié aura droit à une semaine additionnelle de vacances payées en plus de la semaine mentionnée au paragraphe "a" du présent article.

c) La semaine de vacances régulière doit être donnée durant la période du 1er avril au 1er novembre de l'année courante à la discrétion de l'employeur.

Pour ce qui a trait à la deuxième semaine de vacances mentionnée au paragraphe "b" du présent article, l'employeur pourra à sa discrétion, l'accorder en tout temps de l'année ou la compenser par le paiement d'une somme additionnelle équivalente à une semaine de salaire ou à 2% du salaire gagné."

4° Remplacer le paragraphe "b" de l'article VIII par le suivant:

Wages higher than the minimum ones fixed in the present agreement shall not be reduced in any way for its entire duration."

2. Section IV will be deleted and the following substituted therefor:

"IV. *Duration of work: a) Regular work:*

1. The standard work week consists of fifty-four (54) hours.

2. The regular hours of work shall number nine (9) per day, distributed between 7.00 a.m. and 9.00 p.m. every day of the week, from Monday to Saturday inclusive.

3. In the event of a double shift, the regular hours of work shall be between 7.00 p.m. and midnight and 1.00 a.m. and 6.00 a.m. The regular day rate shall be increased by 10%. An employee shall be considered as belonging to the second shift only when he has completed six (6) consecutive days of work at the hours mentioned for such shift.

b) Overtime:

1. All time worked beyond the hours mentioned in subsection a-2 of the present section shall be paid at the rate of time and one half.

2. Employees working on Sunday or holidays shall be remunerated as follows: At the rate of time and one half when only three (3) service stations or less are open, and at the rate of double time when more than three (3) service stations are open.

3. Hours worked in excess of nine and one half (9½) per day, or in excess of fifty-five (55) per week shall be paid at the rate of time and one half."

3. Section VII will be replaced by the following:

"VII. *Vacation with pay: a) After one year*

of continuous service for an employer, every employee is entitled to an annual holiday with pay of at least seven (7) days with a minimum of six (6) working days.

This clause is subject to Ordinance number 3, revised, of the Minimum Wage Commission as well as all matters pertaining to vacations with pay.

b) After five (5) years of continuous service for an employer, employees are entitled to an additional week's vacation with pay, besides the week mentioned in subsection "a" of the present section.

c) The regular vacation week shall be given during the period extending from April 1st to November 1st of the current year, at a date fixed by the employer.

As regards the second week's vacation mentioned in subsection "b" of the present section, the employer has the option of giving it at any time of the year or even, as a compensation therefor, of paying an amount equivalent to one week's pay or to 2% of the wages earned."

4. Subsection "b" of section VIII will be replaced by the following:

"b) Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé par l'employeur et demeure la propriété de l'employeur pendant les douze mois (12) qui suivent la date de l'achat. Le lavage du costume uniforme spécial sera payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié."

5° Remplacer l'article IX par le suivant:

"IX. *Durée du décret:* Le présent décret demeurera en vigueur jusqu'au 13 avril 1953. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration, ou avant le 13 avril de toute année subséquente."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 septembre 1952. 33172-o

"b) Special uniforms required by the employer shall be paid by him and remain his property for the twelve (12) months following the date of purchase. Uniform cleaning shall be paid half by the employer and half by the employee."

5. Section IX will be replaced by the following:

"IX. *Duration of the decree:* The present decree shall remain in force until April 13, 1953. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notified the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to the date of its expiration, or prior to April 13 of any subsequent year."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 13, 1952. 33172-o

Voirie

AVIS

La Côte de l'Église, depuis le chemin St-Louis jusqu'au chemin du Foulon, d'une longueur de 3,400 pieds, dans la municipalité de la cité de Sillery, comté de Québec-Ouest, cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie.

Cette côte a été refaite par le ministère de la Voirie avec l'entente que son entretien serait ensuite à la charge de la municipalité.

Québec, le 31 juillet 1952.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

33173-o

Roads

NOTICE

The Church Hill (Côte de l'Église) from the St. Louis Road as far as the Cove Road (Chemin du Foulon), on a length of 3,400 feet in the municipality of the city of Sillery, county of Quebec-West, shall cease, in future, to be maintained by the Department of Roads.

This Hill was made over by the Department of Roads, with the agreement that its maintenance be, afterwards, in the charge of the Municipality.

Quebec, July 31, 1952.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

33173

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Louis Baillargeon notaire exerçant à Québec, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission des minutes, répertoires et index de Mes Chs J. Baillargeon et H. Octave Roy, notaires décédés qui exerçaient à Québec.

Montréal, 8 septembre 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

33189-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la chambre des Notaires, par Me Gilles Dupuis, notaire exerçant à Waterloo, district judiciaire de Bedford, par laquelle il demande la transmission des minutes, répertoire et index de Me Ls-Cyrice Godbout, notaire décédé qui exerçait à Waterloo.

Montréal, 8 septembre 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

33190-o

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries by Me Louis Baillargeon, Notary practising at Quebec, Judicial District of Quebec, whereby he asks for the transfer of the minutes, repertories and indexes of Mes Chs J. Baillargeon and H. Octave Roy, deceased Notaries who practised at Quebec.

Montreal, September 8th, 1952.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary of the Board of Notaries.

33189-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries by Me Gilles Dupuis Notary practising at Waterloo, Judicial District of Bedford, whereby he asks for the transfer of the minutes, repertory and index of Me Ls Cyrice Godbout, deceased Notary who practised at Waterloo.

Montreal, September 8th, 1952.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary of the Board of Notaries.

33190-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Pierre Lemieux, notaire exerçant à Lévis, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission des minutes, répertoires et index de Me J. R. Lionel Lemieux et Victor E. Lemieux, notaires décédés qui exerçaient à Lévis.

Montréal, 8 septembre 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
33191-o ARTHUR COURTOIS.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code that a petition has been presented to the Board of Notaries by Me Pierre Lemieux, Notary practising at Lévis, Judicial District of Quebec, whereby he asks for the transfer of the minutes, repertoires and indexes of Mes J. R. Lionel Lemieux, and Victor E. Lemieux, deceased Notaries who practised at Lévis.

Montreal, September 8th, 1952.

ARTHUR COURTOIS,
33191-o Secretary of the Board of Notaries.

Liquidations, avis de:

JAMES E. BROOKS COTTON COMPANY

AVIS DE LIQUIDATION

Avis est donné que le 23 juillet 1952, les actionnaires de la compagnie James E. Brooks Cotton Company ont résolu à l'unanimité que la compagnie soit liquidée volontairement en vertu de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social de la province de Québec et qu'elle soit dissoute.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 septembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33167 JEAN BRUCHÉSI.

LA CAISSE POPULAIRE DESJARDINS
DE ANGLIERS

Avis est donné que, lors de l'assemblée générale des sociétaires de "La Caisse Populaire Desjardins de Angliers", tenue le 10 août 1952, une résolution a été dûment adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des Syndicats coopératifs de Québec, (S.R.Q., 1941, chap. 290) et de la Loi de la Liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q., 1941, chap. 278) et que, à ces fins, MM. Henri Lemire, Emile Giroux et Emile Demers ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 20 août 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33192-o JEAN BRUCHÉSI.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

M. Paul Carignan, conseil en loi de la Reine, 9791 Chemin LaSalle, Lachine: recorder de la cité de Lachine.

M. Jules Beauregard, avocat, 84 rue St-Joseph, Dorval: recorder de la ville de Dorval.

33152-o

Winding up Notices:

JAMES E. BROOKS COTTON COMPANY

NOTICE OF WINDING-UP

Notice is hereby given that on July 23rd, 1952, the shareholders of the James E. Brooks Cotton Company unanimously resolved that the company be voluntarily wound-up under the Winding-Up Act of the Province of Quebec, and be dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 5th day of September, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33167-o Under-Secretary of the Province.

LA CAISSE POPULAIRE DESJARDINS
DE ANGLIERS

Notice is hereby given that, at a general meeting of the associates of "La Caisse Populaire Desjardins de Angliers", held on August 10, 1952, a resolution was duly adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act, (R.S.Q., 1941, chap. 290) and of the Winding-Up Act, (R.S.Q., 1941, chap. 278) and that, for such purpose, Messrs. Henri Lemire, Emile Giroux and Emile Demers, were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, August 20, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33192 Under Secretary of the Province.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Mr. Paul Carignan, Queen's Counsel, 9791 LaSalle Road, Lachine: to be recorder for the city of Lachine.

Mr. Jules Beauregard, advocate, 84 St. Joseph street, Dorval: to be recorder for the Town of Dorval.

33152

Proclamation

Canada
Province de Québec

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT:

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le vingt-quatre septembre 1952, mais que, pour diverses considérations. Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au douze novembre mil neuf cent cinquante deux:

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt-quatre septembre 1952; vous convoquons par les présentes pour le DOUZE NOVEMBRE mil neuf cent cinquante-deux et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., L.L.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement à Québec, le troisième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-deux, et de Notre règne la première année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,

33184-37-9-0

ANTOINE LEMIEUX.

Proclamation

Canada
Province of Quebec

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING:

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands convened for the dispatch of business for the twenty-fourth day of September, 1952, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the Province, thought fit to prorogue it to November twelfth, one thousand nine hundred and fifty-two;

THEREFORE, We now inform you that you are dispensed from meeting on the twenty-fourth day of September, 1952, We hereby convene you for the TWELFTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and fifty-two, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command.

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary in Chancery,
Quebec.

33184-37-9

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie P. A. Dauncey Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 mai 1952, et ayant son siège social à Sherbrooke, Qué., a établi son bureau au No 58a rue Lansdowne.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Sherbrooke, Qué., ce 31 juillet 1952.

33170

Le Président,
P. A. DAUNCEY.

Head Offices

Notice is hereby given that P. A. Dauncey Limited, incorporated by letters patent on the 8th day of May, 1952, and having its head office in Sherbrooke, Que., has established its office at No. 58a Lansdowne Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, Que., this 31st day of July, 1952.

33170-0

P. A. DAUNCEY,
President.

FERLAND & MARIER LTÉE

Avis est donné que la compagnie Ferland & Marier Ltée constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 24ième jour de janvier 1951,

FERLAND & MARIER LTÉE

Notice is hereby given that Ferland & Marier Ltée company incorporated under the first part of the Quebec Companies Act, on the 24th day of January, 1951, has his head office at Ste-Émé-

a son bureau principal à Ste-Émilie-de-l'Énergie, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette, en la province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, 20 août 1951.

33168-o Le Président,
LUCIEN FERLAND.

MILROT & Co. LTD.

Avis de changement d'adresse du bureau principal de la Compagnie ci-dessus.

Avis est par les présentes donné que Milrot & Co. Ltd., incorporée par Lettres Patentes en date du 17 novembre 1951, a transporté son bureau principal, qui était jusqu'à présent à 132 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, à 265 ouest, rue Craig, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 21 juillet 1952.

(Sceau) La Secrétaire-Trésorière,
33169-o ROSE MILLER.

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Aluminum Industries, Ltd." constituée en corporation par lettres patentes du gouvernement de la province de Québec en date du 4 juillet 1952 et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 9767, Boulevard St-Laurent.

A compter du présent avis ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce deux septembre mil neuf cent cinquante-deux.

33178-o Le Procureur de la compagnie,
DONAT DEMERS, N.P.

LA BRASSERIE CHAMPLAIN LIMITÉE
THE CHAMPLAIN BREWERY LIMITED

Règlement N° 7

Un règlement pour amender le règlement N° 1, de la compagnie "La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited", décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie tenue le 27 août 1952, changeant le siège social de la compagnie de Québec à Montréal.

"Qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie "La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited":

Que le règlement N° 1, article 1, soit amendé en y rayant la première phrase de ce paragraphe et en y substituant la suivante:

"Le siège social de la compagnie sera situé à 990 ouest, rue Notre-Dame, en la cité de Montréal, province de Québec."

Vraie copie certifiée du règlement N° 7 de la compagnie "La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited", lequel a été adopté par un vote unanime à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "La Brasserie Champlain Limited — The Champlain Brewery Limited" tenue le 27 août 1952.

Montréal, 28 août 1952.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
33180 A. G. MAGÉE.

lie de-l'Énergie, county of Berthier, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company, as being the head office of the company.

Montreal, August, 20th, 1951.

33168-o LUCIEN FERLAND,
President.

MILROT & Co. LTD.

Notice of the change in the address of the head office of the above company.

Notice is hereby given that Milrot & Co. Ltd., incorporated by Letters Patent dated 17th November, 1951, has moved its Head Office, which was situated up to today's date at 132 St. James Street West, in the City of Montreal, to 265 Craig Street West, in the said City of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 21st day of July, 1952.

(Seal) ROSE MILLER,
33169-o Secretary-Treasurer.

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Aluminum Industries, Ltd." incorporated by Letters Patent from the Government of the Province of Quebec and dated July the 4th 1952, having its Head-Office in the City of Montreal, has established its Office at No. 9767, St-Laurent Blvd.

From and after the present notice, the said Office shall be considered by the Company as being its Head-Office.

Dated at Quebec, this 2nd day of September one thousand nine hundred and fifty-two.

33178-o DONAT DEMERS, N.P.,
Attorney for the Company.

LA BRASSERIE CHAMPLAIN LIMITÉE
THE CHAMPLAIN BREWERY LIMITED

By-law No. 7

A By-law to amend By-law No. 1, Section 1, of "La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited", enacted at a Meeting of the Board of Directors of the Company held on August 27, 1952, and changing the head office of the Company from Quebec to Montreal.

"Be it enacted as a By-law of "La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited":

That By-law No. 1, Section 1, be amended by deleting the first sentence of the paragraph thereof, and by substituting therefor the following:

"The Head Office of the Company shall be located at 990 Notre Dame Street West, in the City of Montreal, in the Province of Quebec."

Certified to be a true copy of By-law No. 7 of "La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited", which was adopted by unanimous vote at a Special General Meeting of Shareholders of "La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited" held on August 27, 1952.

Montreal, August 28, 1952.

(Seal) A. G. MAGÉE,
33180-o Secretary-Treasurer.

Avis est donné que la compagnie Geo. Morgan Gloves Ltd., constituée en corporation par lettres patentes en date du 24^e jour de mai 1952 et ayant son siège social à Sherbrooke, Qué., a établi son bureau au N° 61 rue Wellington Sud.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Sherbrooke, Qué., le six septembre 1952.

(Sceau)
33193

Le Président,
G. H. MORGAN.

Notice is hereby given that Geo. Morgan Gloves Ltd., incorporated by letters patent on the 24th day of May, 1952, and having its head office in Sherbrooke, Que., has established its office at N° 61 Wellington Street South.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, Que., this sixth day of September, 1952.

(Seal)
33193-o

G. H. MORGAN,
President.

AVIS DE SIÈGE SOCIAL

Prenez avis que Rosaire Dufresne Inc., Corporation constituée par lettres patentes en date du 17 mai 1952, a établi son siège social à 1060 rue St-Thomas, à Trois-Rivières.

Trois-Rivières, ce 8 septembre 1952.

33202-o

Le Secrétaire,
THÉRÈSE DUFRESNE.

NOTICE OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Rosaire Dufresne Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 17th day of May, 1952, has established its head office at 1060 St. Thomas street, Trois-Rivières.

Trois-Rivières, September 8, 1952.

33202

THÉRÈSE DUFRESNE,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE JOLIETTE
(COMTÉ DE JOLIETTE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Camille Bonin, Secrétaire-trésorier, C.P. 69, Hôtel de Ville, Joliette, comté de Joliette, jusqu'à 5 heures p.m., lundi le 29 septembre 1952 pour l'achat de \$480,000. d'obligations de la cité de Joliette, dans le comté de Joliette datées du 1^{er} août 1952 et remboursables par séries du 1^{er} août 1953 au 1^{er}-août 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4 1/2% par année payable semi-annuellement les 1^{er} août et les 1^{er} février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$480,000.—20 ans

Année	Capital
1 ^{er} août 1953	\$14,500.00
1 ^{er} août 1954	15,000.00
1 ^{er} août 1955	16,000.00
1 ^{er} août 1956	17,000.00
1 ^{er} août 1957	17,500.00
1 ^{er} août 1958	18,500.00
1 ^{er} août 1959	19,500.00
1 ^{er} août 1960	20,500.00
1 ^{er} août 1961	21,500.00
1 ^{er} août 1962	22,500.00
1 ^{er} août 1963	23,500.00
1 ^{er} août 1964	25,000.00
1 ^{er} août 1965	26,000.00
1 ^{er} août 1966	27,500.00
1 ^{er} août 1967	29,000.00
1 ^{er} août 1968	30,000.00
1 ^{er} août 1969	31,500.00
1 ^{er} août 1970	33,500.00
1 ^{er} août 1971	35,000.00
1 ^{er} août 1972	36,500.00

Tenders

Province of Quebec

CITY OF JOLIETTE
(COUNTY OF JOLIETTE)

Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned Camille Bonin, secretary-treasurer, P.O. 69, City Hall, Joliette, County of Joliette, until 5 o'clock p.m., Monday September 29, 1952 for the purchase of \$480,000 of Bonds of the city of Joliette, in the County of Joliette, dated August 1st, 1952, and redeemable serially, from August 1st, 1953, to August 1st, 1972, inclusively, with interest at a rate which shall not be less than 3%, nor shall not exceed 4 1/2% per annum, payable semi-annually, on 1st of August and 1st of February of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to the issues. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$480,000—20 years

Year	Capital
August 1, 1953	\$14,500.00
August 1, 1954	15,000.00
August 1, 1955	16,000.00
August 1, 1956	17,000.00
Augusts 1, 1957	17,500.00
August 1, 1958	18,500.00
August 1, 1959	19,500.00
August 1, 1960	20,500.00
August 1, 1961	21,500.00
August 1, 1962	22,500.00
August 1, 1963	23,500.00
August 1, 1964	25,000.00
August 1, 1965	26,000.00
August 1, 1966	27,500.00
August 1, 1967	29,000.00
August 1, 1968	30,000.00
August 1, 1969	31,500.00
August 1, 1970	33,500.00
August 1, 1971	35,000.00
August 1, 1972	36,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la

Capital and interest shall be payable at the

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Joliette.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 29 septembre 1952 à 5 heures p.m., à l'hôtel de Ville de Joliette.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Joliette (Comté de Joliette), ce cinq septembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
CAMILLE BONIN.

Hôtel de Ville, C.P. 69
Joliette, (Joliette)

33171-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE
STE-ANNE-DES-MONTS
(Comté de Gaspé-Nord)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Joseph Simard, secrétaire-trésorier Anse Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 1er octobre 1952, pour l'achat de \$45,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la munic. de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, datées du 1er octobre 1952 et remboursables par séries du 1er octobre 1953 au 1er octobre 1962 inclusivement, avec intérêt à un taux n'exédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$45,000 — 10 ans

Année	Capital
* 1er octobre 1953.	x\$14,500.00
* 1er octobre 1954.	x 15,550.00
1er octobre 1955.	1,500.00
1er octobre 1956.	1,500.00
1er octobre 1957.	2,000.00
1er octobre 1958.	2,000.00
1er octobre 1959.	2,000.00
1er octobre 1960.	2,000.00
1er octobre 1961.	2,000.00
1er octobre 1962.	2,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$28,500, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$14,250 chacun en 1953 et en 1954, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord.

bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at Joliette.

Said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, however, if such redemption be partial the bonds called for redemption will be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, September 29, 1952 at 5 o'clock p.m., at the city Hall of the City of Joliette.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Joliette (County of Joliette) September fifth, 1952.

CAMILLE BONIN,
Secretary-Treasurer.

City Hall P.O. 69.
Joliette (Joliette)

33171

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF
STE-ANNE-DES-MONTS
(County of Gaspé-North)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Joseph Simard, secretary-treasurer, Anse Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North, until 8 o'clock p.m., Wednesday, October 1, 1952, for the purchase of an issue of \$45,000 of bonds of the School Commissioners for the Mun. of the Parish of Ste-Anne-des-Monts dated October 1, 1952, and redeemable serially from October 1, 1953 to October 1, 1962, inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually on the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the whole or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$45,000 — 10 years.

Year	Capital
October 1st, 1953.	x\$14,500.00
October 1st, 1954.	x 15,550.00
October 1st, 1955.	1,500.00
October 1st, 1956.	1,500.00
October 1st, 1957.	2,000.00
October 1st, 1958.	2,000.00
October 1st, 1959.	2,000.00
October 1st, 1960.	2,000.00
October 1st, 1961.	2,000.00
October 1st, 1962.	2,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$28,500, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$14,250, each, in 1953 and in 1954, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il effectuera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue le 1er octobre 1952, à 8 heures p.m., en l'école No. 5 de Ste-Anne-des-Monts.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-des-Monts, (Comté de Gaspé-Nord), ce 10 septembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH SIMARD.

Anse Ste-Anne-des-Monts,
(Comté de Gaspé-Nord), P.Q. 33204-0

Province de Québec

CANTON FARNHAM, PARTIE EST
(COMTÉ DE BRÔME)

Avis public est par la présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jules Messier, secrétaire-trésorier, Adamsville, comté de Brôme, jusqu'à 1 heure p.m., mardi, le 30 septembre 1952, pour l'achat de \$55,000 d'obligations du canton Farnham, partie est, comté de Brôme, datées du 1er octobre 1952 et remboursables par séries du 1er octobre 1953 au 1er octobre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement le 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$55,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1953	\$1,500.00
1er octobre 1954	1,500.00
1er octobre 1955	2,000.00
1er octobre 1956	2,000.00
1er octobre 1957	2,000.00
1er octobre 1958	2,000.00
1er octobre 1959	2,000.00
1er octobre 1960	2,500.00
1er octobre 1961	2,500.00
1er octobre 1962	2,500.00
1er octobre 1963	3,000.00
1er octobre 1964	3,000.00
1er octobre 1965	3,000.00
1er octobre 1966	3,000.00
1er octobre 1967	3,000.00
1er octobre 1968	3,500.00
1er octobre 1969	4,000.00
1er octobre 1970	4,000.00
1er octobre 1971	4,000.00
1er octobre 1972	4,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Cowansville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school Commissioners to be held on the 1st day of the month of October, 1952, at 8 o'clock p.m., in School No. 5 of Ste-Anne-des-Monts.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-des-Monts, (County of Gaspé-North) September 10, 1952.

JOSEPH SIMARD,
Secretary-Treasurer.

Anse Ste-Anne-des-Monts,
(County of Gaspé-North), P. Q. 33204

Province of Quebec

TOWNSHIP OF FARNHAM, EAST PART
(COUNTY OF BROME)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jules Messier, secretary-treasurer, Adamsville, county of Brome, until 1 o'clock p.m., Tuesday, September 30, 1952, for the purchase of an issue of \$55,000 of bonds of the Township of Farnham, East Part, county of Brome, dated October 1, 1952, and redeemable serially from October 1, 1953, to October 1, 1972, inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$55,000 — 20 years

Year	Capital
1st October 1953	\$1,500.00
1st October 1954	1,500.00
1st October 1955	2,000.00
1st October 1956	2,000.00
1st October 1957	2,000.00
1st October 1958	2,000.00
1st October 1959	2,000.00
1st October 1960	2,500.00
1st October 1961	2,500.00
1st October 1962	2,500.00
1st October 1963	3,000.00
1st October 1964	3,000.00
1st October 1965	3,000.00
1st October 1966	3,000.00
1st October 1967	3,000.00
1st October 1968	3,500.00
1st October 1969	4,000.00
1st October 1970	4,000.00
1st October 1971	4,000.00
1st October 1972	4,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Cowansville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 30 septembre 1952, à 1 heure p.m., à l'Hôtel de Ville de East Farnham, comté de Brôme.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Adamsville, (Comté de Brôme), ce 10 septembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES MESSIER,
Adamsville, (Cté Brôme), P.Q. 33203-0

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, 30th day of the month of September, 1952, at 1 o'clock p.m., at the Town Hall of East Farnham, County of Brome.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Adamsville, (County of Brome) September 10, 1952.

JULES MESSIER,
Secretary-Treasurer.
Adamsville, (County of Brome), P.Q. 33203

Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Québec
Cour Supérieure N° 4680, En matière de Faillite.

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de la faillite de Tannerie Daigle Ltée, corps politique et incorporé ayant son siège social à 7, rue Lee, en la cité de Québec, débitrice. - Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'OCTOBRE, 1952, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à nos bureaux, 111 Côte de la Montagne Québec, l'actif de cette faillite comme suit:

Item A: La subdivision N° trois du lot originaire N° trois (3-3) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel du quartier St-Roch de la cité de Québec; bornée au nord-est et au nord-ouest par la partie restante du lot N° 3, au sud-est par la rue Lee et au sud-ouest par la rivière St-Charles: de figure irrégulière, mesurant soixante-cinq pieds (65') en front sur la rue Lee par une profondeur de cent cinquante pieds (150') et contenant en superficie douze mille pieds carrés (12,000) mesure anglaise, plus ou moins.

2° La subdivision N° quatre du lot originaire N° trois (3-4) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel du quartier St-Roch de la cité de Québec; bornée au nord-est par le lot N° 3-5, au sud-est par la rue Lee, au sud-ouest par le lot N° 3-3, au nord-ouest par la partie non subdivisée du dit lot N° trois mesurant dix pieds (10') de front sur la rue Lee par une profondeur de cent cinquante pieds (150') et contenant en superficie quinze cents pieds carrés (1500) mesure anglaise le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ainsi que la machinerie qui y a été installée à perpétuelle demeure.

L'item A sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes qui peuvent exister.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Sale — Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, district of Quebec,
Superior Court, No. 4680. Sitting in Bankruptcy.

AUCTION SALE

In the matter of Tannerie Daigle Ltée, a body politic and corporate, having its head office at 7 Lee Street, in the city of Quebec, Debtor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of OCTOBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold, by public auction, at our offices, 111 Mountain Hill, Quebec, the assets of this estate, as follows:

Item A. Subdivision number three of original lot number three (3-3) on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Roch Ward of the city of Quebec; bounded on the northeast and northwest by the remaining portion of lot No. 3, on the southeast by Lee street and on the southwest by the St. Charles river; of irregular figure, measuring sixty-five feet (65') in front on Lee street by a depth of one hundred and fifty feet (150') and containing a superficial area of twelve thousand square feet (12,000) English measure, more or less.

2. Subdivision number four of original lot number three (3-4) on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Roch Ward of the city of Quebec; bounded on the northeast by lot No. 3-5, on the southeast by Lee street, on the southwest by lot No. 3-3, on the northwest by the unsubdivided part of said lot number three, measuring ten feet (10') in front on Lee street by a depth of one hundred and fifty-feet (150'), and containing a superficial area of fifteen hundred square feet (1500) English measure, the whole more or less and without warranty of exact measurement.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and also the machinery permanently installed.

Item A will be offered for sale to the highest and last bidder, subject to existing rents, if any.

The titles and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717, et 719A du Code de Procédure Civil, et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949: cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif, et est faite conformément au jugement rendu par Mre Robert Côté, Régistrare L.F. le 8 septembre, 1952.

Conditions de paiement: Comptant.
Québec, Qué. le 10 septembre, 1952.
Les Syndics,

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,
33196-37-2-o 111, Côte de la Montagne, Qué.

The said sale is made in conformity with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also section 55 of the Bankruptcy Act 1949; the said sale to have the effect of a Sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Me Robert Côté, registrar bankruptcy Act, on September 9, 1952.

Conditions of payment: Cash.
Quebec, Que., September 10, 1952.
R. ERNEST LEFAIVRE,

JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.
33196-37-2 111 Mountain Hill, Quebec.

Ventes par licitations

LICITATION

Province de Québec, District d'Iberville
Cour Supérieure, N° 7153.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à St-Jean, dans le district d'Iberville, le 5 septembre 1952, dans une cause dans laquelle Fernand Thibodeau, cultivateur, de la paroisse de St-Cyprien, district d'Iberville, est demandeur, et Dame Florida Verdon, du même lieu, veuve de feu Rosaire Thibodeau, en son vivant du même lieu; David Thibodeau et Charles-Émile Thibodeau, tous deux du même lieu, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

a) Une terre située dans la dite paroisse de St-Cyprien, soit les lots numéros 327-328-329-330-331 et 333 du cadastre officiel de la paroisse de St-Cyprien, avec bâtisses y constructives;

b) Une terre située dans la dite paroisse de St-Cyprien, soit les lots numéros 338 et 339 du cadastre officiel de la dite paroisse, de St-Cyprien, avec bâtisses y construire:

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATORZE OCTOBRE 1952, cour tenante, ou devant le protonotaire de la Cour supérieure du dit district, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de St-Jean, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier, des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et tout opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou a fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition a fin de conserver devra être déposée dans es six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

St-Jean, 5 septembre 1952.

Le Procureur du demandeur,
33183-37-2-o STANISLAS POULIN.

Canada, province de Québec, district de Gaspé,
comté de Gaspé, Cour supérieure, N° 3330.

PERCÉ

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Percé dans le

Sales by Licitations

LICITATION

Province of Quebec, District of Iberville,
Superior Court, No. 7153.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at St-John's, district of Iberville, on the 5th of September, 1952, in a case wherein Fernand Thibodeau, farmer, of the parish of St-Cyprien, district of Iberville, is plaintiff, and Dame Florida Verdon, of the same place, widow of the late Rosaire Thibodeau, in his lifetime of the same place; David Thibodeau and Charles Emile Thibodeau, both of the same place, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

a) A farm situate in the said parish of St-Cyprien, namely lots numbers: 327-328-329-330-331 and 333 of the official cadastre for the parish of St-Cyprien — with buildings thereon erected;

b) A farm situate in the said parish of St-Cyprien namely lots numbers: 338 and 339 of the official cadastre for the said parish of St-Cyprien — with buildings thereon erected;

The immovables above described will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1952, Sitting the Court, or before the Prothonotary of the Superior Court for the said district in the Court Room, of the Court House of the city of St. John's, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

St. John's, September 5, 1952.

STANISLAS POULIN,
33183-37-2 Attorney for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Gaspé,
Superior Court, No. 3330.

PERCÉ

Notice is hereby given that by and in virtue of a Judgment of the Superior Court for the dis-

district de Gaspé en date du 31 mai 1952 dans une cause dans laquelle Margaret Element, Veuve de Feu Charles Maher, autrefois de l'Anse à Brillant, Comté et district de Gaspé, province de Québec, et maintenant domiciliée à 5735, Côte des Neiges, cité et district de Montreal, Province de Québec, dûment autorisée, en sa qualité d'héritière légale de la Succession de Feu Anastasie Element, veuve de Feu Ambroise White, en son vivant de l'Anse à Brillant, Comté et district de Gaspé, province de Québec, est la demanderesse, et Edgar Element, de 6757, rue Delanaudière cité et district de Montréal, Alexander Element, de 6757, rue Delanaudière, cité et district de Montréal, Irvin Element, de 152, Doreling Avenue, Toronto, Province d'Ontario, Denis Alton Element, de 89 Brooklyn Avenue, Toronto, Province d'Ontario, Adélaïde Element, épouse de Paul Stiffler, et ledit Paul Stiffler, pour autoriser et assister sa dite épouse, de 509, Myrtle Avenue, Brooklyn, New York, Etats-Unis d'Amérique et Eddie Element de 89, 15ième rue, Buffalo, New York, Etats-Unis d'Amérique, tous en leur qualité d'héritiers légaux dans la Succession de Feu Anastasie Element, veuve de Feu Ambroise White, sont les défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

DESCRIPTION

Un certain morceau de terre de figure irrégulière, situé à l'Anse à Brillant, comté de Gaspé, Province de Québec, mieux connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Douglas, comme étant le lot numéro A-3, du Bloc A, dans le premier rang Bois-Brûlé, dudit canton de Douglas, mesurant un acre et demi $1\frac{1}{2}$ de largeur plus ou moins, par la profondeur du dit lot, étant borné au Nord par la route N° 6, au Sud par la ligne de division du dit lot, à l'Est par la propriété de Jérôme White et à l'Ouest par la propriété de George White, avec toutes les bâtisses érigées sur ledit morceau de terre.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE 1952, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice à Percé, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les détails prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Percé, le 4 septembre 1952.

Les Procureurs de la Demanderesse,
33182-37-2-o PIDGEON & DUSSAULT.

tract of Gaspé, dated May 31st. 1952, in a certain case in which Margaret Element, widow of the late Charles Maher, formerly of L'Anse à Brillant, County and district of Gaspé, province of Quebec, and now residing at 5735, Côte des Neiges Road, in the city and district of Montreal, province of Quebec, duly authorized in her quality of legal heir to the estate of the late Anastasie Element, widow of the late Ambroise White, in his lifetime, of L'Anse à Brillant, County and district of Gaspé, province of Quebec, is the plaintiff, and Edgar Element of 6757 Delanaudière Street, city and district of Montreal, province of Quebec, Alexander Element of 6757 Delanaudière street, city and district of Montreal, Irvin Element of 152 Doreling Avenue, Toronto, Province of Ontario, Denis Alton Element of 89 Brooklyn Avenue, Toronto, Province of Ontario, Adélaïde Element, wife of Paul Stiffler, and the said Paul Stiffler to authorize and assist his said wife, of 509 Myrtle Avenue, Brooklyn, New York, United States of America, and Eddie Element of 89-15th. street, Buffalo, New York, United States of America, all in their qualities of legal heirs to the estate of the late Anastasie Element, widow of the late Ambroise White, are Defendants, ordering the compulsory partition and licitation of a certain immoveable property as follows to wit:

DESCRIPTION

The whole of a certain piece or parcel of land of irregular figure, situate at L'Anse à Brillant, county of Gaspé, province of Québec, known and designated on the Official plan and book of reference of the township of Douglas, as lot number A-3, of Block A, in the first range Bois-Brûlé, of the said township of Douglas, admeasuring one and one-half ($1\frac{1}{2}$) acres in width more or less, by the depth of the said lot, being bounded on the North by the Main Highway, on the South by the Rear Range division line, on the East by the property occupied by Jerome White and on the West by the property occupied by George White, with all buildings thereon erected.

The said immoveable property will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on the FIFTEENTH day of OCTOBER 1952 at the sitting of the Superior Court or at the Prothonotary's Office at the Court House at Percé, in the said district, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the Prothonotary of the said court; and that all oppositions to annul or to secure charges or to withdraw to the said Licitation must be deposited at the Office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as stated for the sale and adjudication, and that all oppositions for payment must be deposited within the six days after adjudication; and that in default by the interested parties to deposit said oppositions within the delays prescribed by these presents they will be foreclosed to do so.

Percé, September 4th, 1952.

PIDGEON & DUSSAULT,
33182-37-2-o Attorneys for the Plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, N° 1685. { DOMINION STRUCTURAL STEEL LIMITED, un corps politique et

incorporé ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; vs HAROLD A. HUNTER, du canton de Hull, district de Hull, employé civil, défendeur; et FERNAND G. JOANIS, de Maniwaki, district de Labelle, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Gatineau, mis-en-cause.

Ce certain emplacement ayant front sur le chemin Chelsea, dans le canton de Hull, connu et décrit comme étant partie du lot numéro cinq "C" du septième rang (R. VII-ptie, 5-C) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull, mesurant cent (100) pieds de largeur par toute la profondeur du lot entre le chemin Chelsea en front et le ruisseau Brigham en arrière, étant borné au nord par une autre partie dudit lot, la propriété de J.-E. Cross ou représentants, à l'ouest par le ruisseau Brigham, à l'est par le chemin Chelsea et au sud par le résidu dudit lot, la propriété de R. Milton Freeman ou représentants.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Hull, le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. ST. PIERRE.
Hull, ce 12 août, 1952. 33092-34-2

HULL

District of Hull

Superior Court, No. 1685. W { DOMINION STRUCTURAL STEEL LIMITED,

a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs HAROLD A. HUNTER, of the Township of Hull, district of Hull, Civil Servant, defendant; and FERNAND G. JOANIS, of Maniwaki, in the district of Labelle, in his quality as registrar for the registration division of Gatineau, mis-en-cause.

That certain emplacement fronting on the Chelsea Road in the Township of Hull, known and described as being part of lot number five "C" in the seventh range (R. VII-pt. 5-C) on the official plan and book of reference for the Township of Hull, measuring one hundred (100) feet in width by all the depth of the lot between the Chelsea Road in front and Brigham's Brook in rear, being bounded to the north by another part of the said lot, the property of J.-E. Cross or representatives, to the west by Brigham's Brook to the east by the Chelsea Road and to the south by the remaining portion of the said lot, the property of R. Milton Freeman or representatives.

To be sold, at my office, in the city of Hull, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,

R. ST. PIERRE,

Hull, August 12, 1952. 33092-34-2

Sheriff.

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec — District de Joliette

Cour Supérieure, N° 10505. { CHARLES GAUTHIER, tavernier, des cité et district de Montréal, demandeur

vs Dame JULIETTE LABELLE, ménagère, des cité et district de Montréal, veuve non remariée de Maurice G. Audet, en son vivant financier, des mêmes lieux, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse, les immeubles ci-après mentionnés et décrits, savoir:

1. Une ferme située à St-Théodore de Chertsey connue et désignée sous le numéro quatorze (14) du sixième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton:

Avec les bâtisses y érigées.

A déduire toutefois dudit lot:

a) La partie de cent cinquante pieds de chaque côté vendue à J. R. Laurion par acte passé devant Me J. A. Brissette, notaire, le vingt-huit mai mil neuf cent quarante-quatre et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Montcalm, sous le N° 50365:

b) Une autre partie du même lot vendue à Joseph Blain par acte passé devant Me J. A. Brissette, notaire, le quatre juillet mil neuf cent quarante-cinq et comprenant le droit de passage y mentionné:

c) Une autre partie du même lot appartenant à J. E. Laurion suivant acte passé devant Me J. A. Brissette, notaire, le vingt-huit mai mil neuf cent quarante-quatre et enregistré audit bureau d'enregistrement, sous le N° 50364.

2. Un lot de terre connu sous le numéro quinze (15) du sixième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, avec les bâtisses y érigées;

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec — District of Joliette

Superior Court No. 10505 { CHARLES GAUTHIER tavern keeper, of the city and district of Montreal, plaintiff;

vs Dame JULIETTE LABELLE, housewife, of the city and district of Montreal, unmarried widow of Maurice G. Audet, in his lifetime a financier, of the same place, defendant.

As belonging to the defendant, the immovables hereinafter mentioned and described, to wit:

1. A farm situate at St-Théodore de Chertsey, known and designated as number fourteen (14) of the sixth range of the township Chertsey, according to the cadastre for the said township:

With the buildings thereon erected.

To be deducted, however, from said lot:

a) The part, measuring one hundred and fifty feet, on each side, sold to J. R. Laurion by deed passed before Me J. A. Brissette, notary, on the twenty-eighth day of May, one thousand nine hundred and forty-four and registered at the Registry Office for the County of Montcalm, under No. 50365;

b) Another part of the same lot sold to Joseph Blain by deed passed before Me J. A. Brissette, notary, on the fourth day of July, one thousand nine hundred and forty-five, comprising the right of way mentioned therein;

c) Another part of the same lot belonging to J. E. Laurion according to deed passed before Me J. A. Brissette, notary, on the twenty-eighth day of May, one thousand nine hundred and forty-four and registered at the said Registry Office, under No. 50364.

2. A lot of land known as number fifteen (15) of the sixth range of the township Chertsey, according to the cadastre for the said township — with buildings thereon erected;

A déduire dudit le numéro quinze les parties d'icelui appartenant à Roméo Dubé par ventes enregistrées sous les Nos. 50366 et 54710; l'emplacement d'Henri Gareau, d'environ un arpent de superficie, pour lequel aucun acte n'est produit; la partie dudit lot appartenant à Visiteur Bourgeois par acte passé devant Me J. A. Brissette, notaire, le dix mai mil neuf cent quarante-deux et enregistré sous N° 48531; une autre partie du lot appartenant à J. E. Laurion par acte passé devant Me J. A. Brissette, notaire, le vingt-huit mai mil neuf cent quarante-quatre et enregistré sous N° 50364.

3. Le lot numéro seize (16) du sixième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, avec les bâtisses y érigées:

A distraire dudit lot la partie qui peut appartenir à Henri Gareau.

4. Une ferme située dans la paroisse de St-Théodore de Chertsey, connue et désignée sous le numéro dix-sept (17) du sixième rang du canton Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, avec les bâtisses et dépendances y érigées.

5. a) Un terrain boisé audit lieu de St-Théodore de Chertsey, connu et désigné comme étant toute cette partie du lot numéro vingt et un (Ptie 21) du septième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, qui se trouve au nord-ouest du lac Drouin, moins les emplacements vendus à Albert Mireault, Émile Plouffe et Pierre Valois;

b) Un autre morceau de terrain faisant partie dudit lot numéro vingt et un (Ptie 21) du septième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, contenant ce qu'il peut y avoir de terrain dans les bornes suivantes: en front le chemin du roi, en arrière le terrain du lac Paré, le terrain d'Émile Gervais d'un côté et le terrain d'Albert Mireault de l'autre côté.

A distraire de cette partie du lot vingt et un la partie vendue à Maximilien Perreault et décrite dans l'acte de vente enregistré sous N° 39122 comme étant bornée d'un côté à M. Mireault, en front par le chemin royal, en arrière au lac Grenier ou Drouin et de l'autre côté à M. Giroux, et tel que le piquetage est fait, à l'exception du garage qui entre sur le terrain sus-décrit.

6. Le lot numéro dix-huit (18) du septième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, contenant cent trois acres, une vergée quinze perches;

A distraire de ce lot un arpent de terre tout le tour du lac Boswell, vendu par Adélarde Gravel à Émile Gervais par acte sous seing privé enregistré par bordereau sous le N° 88, y compris le lac Boswell.

7. Le lot numéro vingt (20) du septième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, contenant cent trois acres, deux vergées et vingt-cinq perches.

A distraire de ce dernier lot les parties suivantes:

a) Un arpent carré de terre vendu par Adélarde Gravel à Émile Gervais par acte de vente sous seing privé du sept août mil neuf cent vingt-huit et enregistré sous le N° 38830;

b) Un morceau de terre contenant deux arpents et demi de largeur à partir du lot numéro vingt et un et touchant au lac Grenier, sur deux arpents de profondeur, plus ou moins, avec sortie sur le chemin existant à cette époque, et vendu

To be deducted from said number fifteen, the parts thereof belonging to Roméo Dubé by sales registered under Nos. 30566 and 54710; the emplacement of Henri Gareau, of about one arpent in superficial area, for which no deed has been produced; the part of said lot belonging to Visiteur Bourgeois by deed passed before Me J. A. Brissette, notary, on the tenth day of May, one thousand nine hundred and forty-two and registered under No. 48531; another part of lot, belonging to J. E. Laurion by deed before Me J. A. Brissette, notary, on the twenty-eighth day of May, one thousand nine hundred and forty-four and registered under No. 50364.

3. Lot number sixteen (16) of the sixth range of the township Chertsey, according to the cadastre for said township — with buildings thereon erected:

To be deducted from said lot the part which may belong to Henri Gareau.

4. A farm situate in the parish of St-Théodore de Chertsey, known and designated as number seventeen (17) of the sixth range of the township Chertsey, according to the cadastre for the said township — with the buildings and dependencies thereon erected.

5. a) A wooded lot of land situate at St-Théodore de Chertsey, known and designated as being all that part of lot number twenty-one (Pt. 21) of the seventh range of the township Chertsey, according to the cadastre for said township, which lies northwest of Lake Drouin, less the emplacements sold to Albert Mireault, Émile Plouffe and Pierre Valois;

b) Another parcel of land forming part of said lot number twenty-one (Pt. 21) of the seventh range of the township Chertsey, according to the cadastre for said township, containing whatever land there may be within the following boundaries: in front by the King's Highway, in rear the land of Lake Paré, the land of Émile Gervais on one side and the land of Albert Mireault on the other side.

To be deducted from that part of lot twenty-one, the portion sold to Maximilien Perreault and described in the deed of sale registered under No. 39122 as being bounded on one side by M. Mireault, in front by the Queen's Highway, in rear by Lake Grenier or Drouin and on the other side by Mr. Giroux, and as the staking is made, with the exception of the garage which is on the land above described.

6. Lot number eighteen (18) of the seventh range of the township Chertsey, according to the cadastre for the said township, one hundred and three acres, one rod (vergée) fifteen perches.

To be deducted from this lot, one arpent of land all around lake Boswell, sold by Adélarde Gravel to Émile Gervais by deed under private seal registered by memorial under No. 88, including Lake Boswell.

7. Lot number twenty (20) of the seventh range of the township Chertsey according to the cadastre for said township, containing one hundred and three acres, two rods (vergées) and twenty-five perches.

To be deducted from this last lot the following part:

a) One square arpent of land sold by Adélarde Gravel to Émile Gervais by deed of sale under private seal of the seventh day of August, one thousand nine hundred and twenty-eight and registered under No. 38830;

b) A parcel of land containing two arpents and one half in width, starting from lot twenty-one and touching lake Grenier, by two arpents in depth, more or less, with exit on the road existing at that time, and sold by deed under private

par acte sous seing privé par Adélarde Gravel à Josephat Gougeon, le treize août mil neuf cent trente et un et enregistré sous le N° 39752;

c) Un autre morceau de terre contenant un arpent carré, plus ou moins, borné en front par la décharge du lac Drouin ou Grenier, en arrière et d'un côté par le terrain de Cherrier Gravel et de l'autre côté par le terrain de Dame Josephat Gougeon, avec droit de passage à perpétuité de vingt-cinq pieds de largeur, tel que vendu par Cherrier Gravel par acte passé devant Me Jean Durand, notaire, le cinq août mil neuf cent quarante-cinq et enregistré sous le N° 52023.

8. La juste moitié nord-ouest des lots numéros dix-huit et dix-neuf ($\frac{1}{2}$ N. O. 18 & 19) du sixième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton.

9. Le lot numéro onze "A" (11A) du sixième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton.

10. Un lot de terre situé dans la paroisse de St-Théodore de Chertsey, connu et désigné sous le numéro onze "B" (11B) du sixième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, contenant environ cinquante-deux arpents en superficie.

11. Un lot de terre situé dans la paroisse de St-Théodore de Chertsey, connu et désigné sous le numéro douze (12) les deux demies de ce lot) du sixième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, contenant environ cent quatre arpents en superficie.

12. Un lot de terre situé en la paroisse de St-Théodore de Chertsey, connu et désigné sous le numéro treize (13) du sixième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, contenant environ cent cinq arpents en superficie.

13. Le lot numéro vingt-trois "B" (23B) du sixième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton.

14. Le lot numéro vingt-deux (22) du septième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton; avec toutes les bâtisses y érigées y compris une chapelle, maisons y attenantes et tous autres genres de constructions sur ledit emplacement;

A distraire de ce lot les parties vendues à Ovila Dumouchel et Cécile Dépatie par actes enregistrés sous les Nos. 40516 et 51837, et décrites comme suit:

a) Un emplacement contenant cent cinquante pieds de front sur le lac Grenier, sur deux cents pieds de profondeur, borné à un bout au lac Grenier et à l'autre bout et de chaque côté par le vendeur;

b) Un morceau de terre de forme irrégulière mesurant environ trois cents pieds sur le côté nord-est et environ deux cent soixante-quinze pieds à son bout nord-ouest, le tout contenu dans les bornes suivantes: du côté nord-est le chemin conduisant au lac Drouin et au bout nord-ouest un autre chemin conduisant à la propriété de M. Dumouchel, d'un côté par la propriété de M. Dumouchel et par le lac; vers l'ouest et le sud-est par ledit lac Drouin.

15. Le lot numéro vingt-trois (23) du septième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton;

A distraire dudit lot vingt-trois un terrain de forme irrégulière vendu à Marie T. Sabourin par acte enregistré sous N° 43850 et contenu dans les bornes suivantes: en front le lac Grenier à partir

seal by Adélarde Gravel to Josephat Gougeon, on the thirteenth day of August, one thousand nine hundred and thirty-one and registered under No. 39752;

c) Another parcel of land containing one square arpent, more or less, bounded in front by the discharge of lake Drouin or Grenier, in rear and on one side by the land of Cherrier Gravel and on the other side by the land of Dame Josephat Gougeon — with right of way in perpetuity, of twenty-five feet in width, as sold by Cherrier Gravel, by deed passed before Me Jean Durand, notary, on the fifth day of August, one thousand nine hundred and forty-five and registered under N° 52023.

8. The exact northwest half of lots numbers eighteen and nineteen (N.W. $\frac{1}{2}$ 18 & 19) of the sixth range of the township Chertsey, according to the cadastre for said township.

9. Lot number eleven "A" (11A) of the sixth range of the township Chertsey, according to the cadastre for said township.

10. A lot of land situate in the parish of St-Théodore de Chertsey, known and designated under number eleven "B" (11B) of the sixth range of the township Chertsey, according to the cadastre for the said township, containing about fifty-two arpents in superficial area.

11. A lot of land situate in the parish of St-Théodore de Chertsey, known and designated as number twelve (12) the two halves of said lot) of the sixth range of the township Chertsey, according to the cadastre for the said township, containing one hundred and four arpents in superficial area.

12. A lot of land situate in the parish of St-Théodore de Chertsey, known and designated as number thirteen (13) of the sixth range of the township Chertsey, according to the cadastre for said township, containing one hundred and five arpents in superficial area.

13. Lot number twenty-three "B" (23B) of the sixth range of the township Chertsey, according to the cadastre for said township

14. Lot number twenty-two (22) of the seventh range of the township Chertsey, according to the cadastre for said township — with all the buildings thereon erected, including a chapel, houses attached thereto and all other types of buildings on the said emplacement;

To be deducted from said lot the parts sold to Ovila Dumouchel and Cécile Dépatie by deeds registered under Nos. 40516 and 51837, and described as follows:

a) An emplacement measuring one hundred and fifty feet in front on Lake Grenier, by two hundred feet in depth, bounded at one end by Lake Grenier and at the other end on each side by the vendor;

b) A parcel of land of irregular figure, measuring about three hundred feet on the northeast side and about two hundred and seventy-five feet at its northwest end, the whole contained within the following boundaries: on the northeast side by the road leading to lake Drouin and at the northwest end by another road leading to the property of M. Dumouchel, on one side by the property of M. Dumouchel and by the lake; towards the west and southeast by said lake Drouin.

15. Lot number twenty-three (23) of the seventh range of the township Chertsey, according to the cadastre for said township;

To be deducted from said lot twenty-three, a lot of land of irregular figure sold to Marie T. Sabourin by deed registered under No. 43850 and contained within the following boundaries:

du petit ruisseau jusqu'à un piquet, en arrière et d'un côté le petit ruisseau.

16. Un morceau de terre faisant partie du lot numéro vingt et un (Ptie 21) du huitième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton, contenant environ huit arpents de front sur cinq arpents de profondeur; borné à un bout par J. B. Bourgeois, à l'autre bout par R. Savoie au lac Paré, d'un côté à Arvin Perreault et de l'autre côté à l'acquéreur;

A distraire la partie de ce lot vendue à Louise de Harripon par acte passé devant Me J. A. Brissette, notaire, le quatorze septembre mil neuf cent quarante et enregistré sous le N° 46752.

17. Le lot numéro vingt-deux (22) du huitième rang du canton de Chertsey, d'après le cadastre dudit canton; avec toutes bâtisses y érigées y compris chalets, hôtel, magasin et toutes bâtisses et constructions de quelque genre qu'elles soient, sans exception ni réserve, érigées sur ledit emplacement, ainsi que les remises, remises à chaloupes.

A déduire dudit lot vingt-deux ce qui suit, savoir:

a) Le lot de terre réservé par J. A. Thouin dans un acte de vente à lui consenti par Hermas Giroux et enregistré sous N° 39700, vendu par ledit J. A. Thouin à E. Beauchamp, par acte enregistré sous N° 40150 et vendu par ce dernier à E. Langlois par acte enregistré sous N° 40185;

b) Le lot vendu par Hermas Giroux à François de Harripon par acte enregistré sous N° 40464 et vendu par ce dernier à Jean Borne par acte enregistré sous N° 44160;

c) Le lot vendu par Hermas Giroux au Dr. Adrien Plouffe par acte enregistré sous N° 42094 et donné par ce dernier à Jeanne Plouffe dans le contrat de mariage de cette dernière enregistré sous N° 48072 et vendu par ladite Jeanne Plouffe à Roméo Gauthier par acte enregistré sous N° 51923;

d) Le lot vendu par Hermas Giroux à Louise de Harripon par acte enregistré sous N° 40518;

e) Le lot vendu à Armand Robert par acte passé devant le notaire soussigné le vingt-neuf mai mil neuf cent quarante-six et enregistré sous N° 53362;

f) L'emplacement de soixante-quinze pieds de largeur sur environ cent cinq pieds de profondeur vendu au Dr. L. R. Lavigne par acte passé devant le notaire soussigné le vingt-quatre octobre mil neuf cent quarante-sept; l'emplacement de cent pieds de largeur sur environ cent pieds de profondeur vendu à Yolande Lavigne par acte passé devant le notaire soussigné le vingt-quatre octobre mil neuf cent quarante-sept; l'emplacement de soixante-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur vendu à Florent Landry par acte reçu par le notaire soussigné le huit novembre mil neuf cent quarante-sept et qui par défaut d'arpentage et de plan lors de la vente a été désigné comme faisant partie du lot numéro vingt et un du septième rang du canton Chertsey, mais qui en réalité se trouve situé sur et fait partie du lot numéro vingt-deux du huitième rang du canton Chertsey.

Tel que le tout se trouve actuellement sans exception ni réserve, avec toutes constructions érigées sur tous les emplacements ci-haut décrits

in front by lake Grenier starting at the small stream up to a boundary post, in rear and on one side by the small stream.

16. A parcel of land forming part of lot number twenty-one (Pt. 21) of the eighth range of the township Chertsey, according to the cadastre for the said township, containing about eight arpents in front by five arpents in depth; bounded at one end by J. B. Bourgeois, at the other end by R. Savoie at Lake Paré, on one side by Arvin Perreault and on the other side by the purchaser;

To be deducted the part of said lot sold to Louise Harripon by deed passed before Me J. A. Brissette, notary, on the fourteenth day of September, one thousand nine hundred and forty and registered under No. 46752.

17. Lot number twenty-two (22) of the eighth range of the township Chertsey, according to the cadastre for the said township — with all the buildings thereon erected, including cottages, hotel, store and all buildings and constructions of any nature whatsoever, without exception or reserve, erected on the said emplacement.

To be deducted from said lot twenty-two, the following, to wit:

a) The lot of land reserved by J. A. Thouin in a deed of sale consented to him by Hermas Giroux and registered under No. 39700, sold by the said J. A. Thouin to E. Beauchamp, by deed registered under No. 40150 and sold by the latter to E. Langlois by deed registered under No. 40185;

b) The lot sold by Hermas Giroux to François de Harripon by deed registered under No. 40464 and sold by the latter to Jean Borne by deed registered under No. 44160;

c) The lot sold by Hermas Giroux to Dr. Adrien Plouffe by deed registered under No. 42094 and donated by the latter to Jeanne Plouffe in the marriage contract of the said latter registered under No. 48072 and sold by the said Jeanne Plouffe to Roméo Gauthier by deed registered under No. 51923;

d) The lot sold by Hermas Giroux to Louise de Harripon by deed registered under No. 40518;

e) The lot sold to Armand Robert by deed passed before the undersigned notary on the twenty-ninth day of May, one thousand nine hundred and forty-six and registered under No. 53362;

f) The emplacement measuring seventy-five feet in width by about one hundred and five feet in depth sold to Dr. L. R. Lavigne by deed passed before the undersigned notary on the twenty-fourth day of October, one thousand nine hundred and forty-seven; the emplacement measuring one hundred feet in width by about one hundred feet in depth, sold to Yolande Lavigne by deed passed before the undersigned notary on the twenty-fourth day of October, one thousand nine hundred and forty-seven; the emplacement of sixty-five feet in width by eighty feet in depth sold to Florent Landry by deed received by the undersigned notary on the eighth day of November, one thousand nine hundred and forty-seven and which, failing a survey and plan, when the said sale was made, was described as forming part of lot number twenty-one of the seventh range of the township Chertsey, but which in reality is situated on and forms part of lot number twenty-two of the eighth range of the township Chertsey.

As the whole presently subsists, without exception or reserve, with all the buildings erected on all the emplacements above described and

et qui appartiennent à la débitrice y compris quais, système d'aqueduc, tuyaux, conduites d'eau, réservoirs, moteurs, pompes, avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Théodore de Chertsey, comté de Montcalm, VENDREDI, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1952, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, le 9 septembre 1952. 33195-37-2-o

which belong to the bedtor, including wharves, waterworks system, pipes, water mains, reservoirs, motors, pumps — with and subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovables.

To be sold at the parish church door of St-Théodore de Chertsey, county of Montcalm, on FRIDAY, the SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office,
Joliette, September 9, 1952. 33195-37-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: { LA COMPAGNIE MUELLE D'IMMEUBLES LTÉE, demanderesse, vs JEAN CARIGNAN, défendeur.

“Un morceau de terre situé dans le village de Dorion dans le comté de Vaudreuil, et constituant une presqu'île, qui s'avance dans la rivière Ottawa, couramment désignée comme étant “La Presqu'île”, comprenant tout le terrain qui s'avance dans la rivière Ottawa depuis la ligne imaginaire qui séparerait ladite presqu'île, d'avec la terre ferme, soit depuis la naissance de ladite presqu'île, faisant partie du lot originaire connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante (Ptie 460) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la Paroisse de Vaudreuil; lequel morceau de terre est borné des trois côtés nord-est, nord-ouest, et sud-est par la rivière Ottawa et du côté sud-ouest par une partie du résidu dudit lot originaire numéro 460;

Avec toutes bâtisses y érigées et avec toutes servitudes et droits quelconques, se rattachant audit morceau de terre, plus particulièrement les servitudes actives que Joseph Téléphore Poulin a établies en faveur de l'immeuble présentement vendu, suivant acte de vente reçu par Me. Horace Francœur, notaire, le dix octobre mil neuf cent trente et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil sous le numéro 48724, le tout conformément et strictement sujet aux stipulations dudit acte de vente”.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de la Très Sainte Trinité de Dorion, le VINGT-CINQ SEPTEMBRE 1952, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 15 août 1952. 33095-34-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieur — District de Montréal

Montréal à savoir: { DAME HELENA DESLAURIERS, épouse commune en biens de ERNEST ROBILLARD demanderesse; vs ERNEST ROBILLARD défendeur.

Un emplacement ayant front sur le Chemin St-Michel, en la Ville de St-Michel et composé:

1° Du lot de terre numéro huit cent dix neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quarante-deux (442-819) des plan et livre de renvoi officiels, de la paroisse du Sault au Récollet, ledit lot mesurant vingt-huit pieds (28') de largeur par cent quatre pieds (104') de profondeur et

2° De la partie nord-est du lot numéro huit cent dix huit de la subdivision officielle du

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: { LA COMPAGNIE MUELLE D'IMMEUBLES LTÉE, plaintiff; vs JEAN CARIGNAN, defendant.

A parcel of land situate in the village of Dorion, in the county of Vaudreuil, and consisting of a peninsula which extends into the Ottawa river, currently described as being “La Presqu'île”, comprising all the land that extends into the Ottawa river from the imaginary line which separates the said peninsula from the mainland, namely from the beginning of the said peninsula, forming part of the original lot known as number four hundred and sixty (Pt. 460) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Vaudreuil; the said parcel of land is bounded on the three sides, northeast, northwest and southeast, by the Ottawa river, and on the southwest side by a part of the residue of said original lot number 460;

With all the buildings thereon erected and with all the servitudes and rights whats oever, attaching to the said parcel of land, more particularly the active servitudes which Joseph Téléphore Poulin has established in favour of the immovable presently sold, according to deed of sale passed before Me Horace Francœur, notary, on the tenth of October, one thousand nine hundred and thirty and registered at the Registry Office for the county of Vaudreuil under number 48724, the whole in conformity with and strictly subject to the stipulations of the said deed of sale.

To be sold, at the parish church door of Très Sainte Trinité de Dorion, on the TWENTY-FIFTH of SEPTEMBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, August 15, 1952. 33095-34-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: { DAME HELENA DESLAURIERS, wife common as to property of ERNEST ROBILLARD, plaintiff, vs ERNEST ROBILLARD, defendant.

An emplacement fronting St-Michael's Road, in the town of St-Michel, being composed of:

1. A lot of land number eight hundred and nineteen of the official subdivision of the original lot number four hundred forty-two (442-819) of the official plan and in the book of reference of the parish of Sault au Récollet, the said lot measuring twenty-eight feet (28') in width by one hundred and four feet in depth, and

2. The northeast part of lot number eight hundred and eighteen of the official subdivision

lot originaire numéro quatre cent quarante-deux (442-Ptie N. E. 818) des susdits plan et livre de renvoi officiels; cette dite partie de lot mesurant onze pieds et six pouces (11'6") de largeur en front et de là s'élargissant jusqu'à une largeur de treize pieds et six pouces (13'6") en arrière, sur une profondeur de cent quatre pieds et bornée comme suit: en front par le Chemin St-Michel, en arrière par le lot N° 442-9, d'un côté par le lot N° 442-819 et de l'autre côté, par le résidu ou partie sud-ouest du lot N° 442-ptie. S.O. 818 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet; toutes les mesures ci-dessus sont anglaises et plus ou moins.

Avec une maison à deux étages dessus érigée comprenant deux logements portant les numéros civique 3702 et 3704 dudit Chemin St-Michel et dont le mur sud-ouest est mitoyen.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQ SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, August 15, 1952. 33094-34-2-o

Fieri Facias de Terris

C. S. District de Montréal
N° 311 490 } ARMAND DUHAMEL, deman-
deur vs. J. OSCAR MA-
JEAU, défendeur.

La moitié indivise de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

"Un certain emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke ouest, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro neuf du lot originaire seize cent soixante-quatre (1664-9) des plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, avec les bâtisses dessus érigées et portant le numéro mille six cent vingt-quatre (1624) de la rue Sherbrooke ouest, dans les cité et district de Montréal."

Pour être vendue à mon bureau en la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, 3 septembre 1952. 33198-37-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S. District de Montréal
Montréal, à savoir } CHARLES GAUTHIER
N° 318697. } demandeur vs Dame
JULIETTE LABELLE,
veuve de Maurice G. Audet, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke est à Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro un de la subdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-neuf (899-1) aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Louis, de forme irrégulière, avec bâtisse y érigée portant les nos. 359 à 363 est, rue Sherbrooke, dont le mur nord-est est mitoyen; un emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke est, à Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-neuf (899-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Louis, avec les bâtisses y érigées portant les nos. 367 à 369 est, rue Sherbrooke.

Tel que lesdits immeubles se trouvent actuellement, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, 10 septembre 1952. 33199-37-2-o

of the original lot number four hundred and forty-two (442- N. E. Pt. 818) of the aforesaid official plan and book of reference; the said part of lot measuring eleven feet and six inches (11'6") in width in front and thence, becoming wider up to a width of thirteen feet and six inches (13'6") in rear, by a depth of one hundred and four feet and bounded as follows: in front, by St-Michael's Road, in rear by lot No. 442-9, on one side by lot No. 442-819, and on the other side, by the residue or southwest part of lot No. 442, S. W. Pt. 818 of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet; all measurements hereinabove mentioned are English and more or less.

With a two-storey house thereon erected containing two dwellings bearing civic numbers 3702 and 3704 of the said St-Michael Road, the southwest wall of which is mitoyen.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.
Montreal, August 15, 1952. 33094-34-2

Fieri Facias de Terris

S. C. District of Montreal
No. 311 490 } ARMAND DUHAMEL, plain-
tiff; vs J. OSCAR MA-
JEAU, defendant.

The undivided half of the immovable hereinafter described, to wit:

"A certain emplacement fronting on Sherbrooke Street West, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision number nine of the original lot sixteen hundred and sixty-four (1664-9) on the official plan and in the book of reference for St-Antoine ward, with buildings thereon erected and bearing number one thousand six hundred and twenty-four (1624) Sherbrooke Street West, in the city and district of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.
Montreal, September 3, 1952 33198-37-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C. District of Montreal
Montreal, to wit: } CHARLES GAUTHIER
No. 318497. } plaintiff; vs Dame JU-
LIETTE LABELLE, wi-
dow of Maurice G. Audet, defendant.

An emplacement fronting on Sherbrooke Street East in Montreal, known and designated as being lot number one of the subdivision of lot number eight hundred and ninety-nine (899-1) of the official plan and book of reference for St. Louis ward, of irregular figure, with a building thereon erected, bearing numbers 359 to 363 Sherbrooke street East, the northeast wall whereof is a party wall (mur mitoyen); an emplacement fronting on Sherbrooke Street East, at Montreal, known and designated as being lot number two of the subdivision of lot number eight hundred and ninety-nine (899-2) of said official plan and book of reference for St. Louis ward — with the buildings thereon erected bearing numbers 367 to 369 Sherbrooke Street East.

As the said immovables presently exist, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of OCTOBER, next at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.
Montreal, September 10, 1952. 33199-37-o

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { **SAM ISRAELOVITCH**
N° 304117 } & AL, demandeurs, vs
HELELE LEMAY & JOSEPH ERNEST LE-
VESQUE, défendeurs.

Certain emplacement vacant ayant front sur la ligne de rue de l'avenue Hôtel de Ville, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le demi nord-est de la partie nord-ouest du lot originaire numéro neuf cent-onze (½ N.E. de ptie N.O. 911) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, en ladite cité de Montréal, contenant une largeur de trente-deux pieds (32') en front sur une profondeur de soixante-treize pieds et deux dixièmes (73.2), et ayant une superficie de vingt-trois cent quarante-deux pieds carrés et quatre dixièmes, mesure anglaise et plus ou moins, et étant borné en front au nord-est par la ligne de rue de l'avenue Hôte-de-Ville, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro 912, de l'autre côté au sud-est par la partie sud-est du lot numéro 911 et en arrière au sud-ouest par la moitié restante de la partie nord-ouest du lot numéro 911.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 3 septembre 1952. 33200-37-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { **MARC ANDRÉ JON-**
N° 23-376. } **CAS**, commis de la
ville de Rimouski, district
de Rimouski, demandeur; vs **ADRIEN PROULX**
du même lieu, défendeur.

La faculté de réméré sur la propriété N° P. 189 au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, étant un terrain mesurant 50 pieds de front est ouest sur 90 pieds de profondeur à partir de l'alsphate allant vers le nord, mesure anglais, borné au nord par la grève du fleuve St-Laurent, à l'est et à l'ouest à Alfred Lavoie, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à distraire le droit de la grève à M. Alfred Lavoie.

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice, École de Commerce, LUNDI, le 22 SEPTEMBRE 1952, à DIX heures de l'avant midi.

Le Shérif,
CHARLES GARON.
33101-34-2-0

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { **LÉOPOLD ST-LAU-**
N° 11-604. } **RENT**, cultivateur de
St-Léon le Grand, district
de Rimouski, demandeur; vs **LÉON RIOUX &**
GEORGES GAGNON, de St-Zénon du Lac
Humqui, district de Rimouski, défendeurs.

Les Impences, tous les droits privilèges et prétentions, les améliorations, défrichements et les droits de préemption qu'il a ou peut avoir sur le lot N° 9, rang 8, au cadastre officiel du canton Jetté, borné au nord à Lucien Gagnon à l'est à la

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montréal, to wit: { **SAM ISRAELOVITCH** &
No. 304117 } **AL**, plaintiffs, vs **HELE-**
LE LEMAY & JOSEPH ERNEST LEVES-
QUE, defendants.

That certain vacant emplacement fronting on the street line of City Hall Avenue, in the City of Montreal, known and designated as being the north-east half of the north-west part of the original lot number Nine hundred and eleven (½ N. E. of N. W. pt. 911) on the Official plan and book of reference of St. Louis Ward, in the said City of Montreal, containing a width of thirty-two feet (32') in front by a depth of seventy-three and two-tenths feet (73.2') in depth and having a superficial area of twenty-three hundred and forty-two and four tenths square feet, English measure and more or less, and being bounded in front to the north-east by the street line of City Hall Avenue, on one side to the north-west by lot number 912, on the other side to the south-east by the south-east part of lot number 911 and in rear to the south-west by the remaining half of the north-west part of lot number 911.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Montreal, september 3rd, 1952. 33200-37-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, { **MARC ANDRÉ JON-**
No. 23-376. } **CAS**, clerk, of the
town of Rimouski, district
of Rimouski, plaintiff, vs **ADRIEN PROULX**,
of the same place, defendant.

The option of repurchase on the property No. P. 189 on the official cadastre of the parish of St-Germain of Rimouski, being a lot of land measuring 50 feet in front east to west by 90 feet in depth starting from the asphalt going towards the north, English measure, bounded on the north by the shore of the St-Lawrence River, on the east and west by Alfred Lavoie, with buildings thereon erected; circumstances and dependencies, to be deducted the beach right of Mr. Alfred Lavoie.

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, École de Commerce, MONDAY, SEPTEMBER 22, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff.
33101-34-2

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, { **LÉOPOLD ST-LAU-**
No. 11-604. } **RENT**, farmer, of St-
Léon-le-Grand, district of
Rimouski, plaintiff; vs **LÉON RIOUX &**
GEORGES GAGNON, of St-Zénon du Lac
Humqui, district of Rimouski, defendants.

The expenses all the rights, privileges and pretentions, improvements, clearings, and pre-emption rights, which he has or may have upon lot No. 9, range 8, on the official cadastre for the township Jetté, bounded on the north by Lucien

réserve au sud à Amable Huet, à l'ouest à la route, rang 7, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Zénon du Lac Humqui, MARDI le 23 SEPTEMBRE 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

33102-34-2-o Le Shérif,
CHARLES GARON.

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province de Québec — District de St-François
Cour Supérieure. { ERNEST FORTIN, entre-
N° 10,278. { preneur général, de la
{ cité de Sherbrooke, district de
St-François, demandeur; vs EGIDE BOU-
CHARD, de la cité de Sherbrooke, district de
St-François, défendeur; et MM. les Régistra-
teurs du Bureau de la Division d'enregistrement
de Sherbrooke, mis-en-cause.

Saisi comme appartenant au défendeur:
Un certain terrain maintenant connu et désigné
au cadastre et au livre de renvoi officiels comme
étant le lot N° 2 de la subdivision du lot 22 est,
du rang 4 d'Ascot, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais
de Justice, Sherbrooke, le VINGT-CINQ SEP-
TEMBRE 1952, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, District de St-François, ce 19
août 1952. 33097-34-2-o
[Première insertion le 23 août 1952]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District de Saint-Hyacinthe
Cour du Magistrat. { ALPHERIE LEFEB-
N° 13969. { VRE, commerçant, de
{ St-Hugues, comté de Bagot
district de Saint-Hyacinthe, demandeur; vs
HENRI LAPIERRE, journalier, de Sainte-
Hélène, comté de Bagot, district de Saint-Hya-
cinthe, défendeur.

Une terre situé en la paroisse de Sainte-Hélène,
connue et désignée comme faisant partie des lots
numéros cent soixante et cent soixante-et-un
(pties 160 et 161) des plan et livre de renvoi
officiels de ladite paroisse de Sainte-Hélène, dans
le comté de Bagot, avec une maison et autres
dépendances dessus érigées. La dite terre étant
la juste moitié sud-est dudit lot N° 160, bornée
en front par le chemin public, ou chemin du 2ième
rang; en profondeur, par le cordon des terres;
d'un côté à l'autre moitié dudit lot N° 160 et de
l'autre côté dudit lot N° 161. La partie dudit
lot N° 161 est bornée en front, par le chemin du
2ième rang, en profondeur par le cordon des terres;
d'un côté, par la partie dudit lot N° 160 plus
haut désignée et décrite; et de l'autre côté, par le
résidu dudit lot N° 161.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de Sainte-Hélène, dans le comté de Bagot, le
MERCREDI, QUINZE OCTOBRE 1952, à
DIX ET TRENTE hres a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. BOUSQUET.
Saint-Hyacinthe, le 10 septembre 1952.
33201-37-2-o

Gagnon, on the east by the reserve, on the south
by Amable Huet, on the west by the road, range
7, with buildings thereon erected, circumstances
and dependencies.

To be sold at the church door of St-Zénon du
Lac Humqui, on TUESDAY, the TWENTY-
THIRD of SEPTEMBER, 1952, at TWO
o'clock in the afternoon.

33102-34-2 CHARLES GARON,
Sheriff.

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province of Quebec — District of St. Francis
Superior Court, { ERNEST FORTIN, general
No. 10,278. { contractor, of the city
{ of Sherbrooke, district of St.
Francis, plaintiff; vs EGIDE BOUCHARD, of
the city of Sherbrooke, district of St. Francis,
defendant; and Messrs the Registrars of the Sher-
brooke Division Registry Office, mis-en-cause.

Seized as belonging to the said defendant:
A certain piece of ground now known and
designated upon the official cadastral plan and
book of reference as being the lot No. 2 of the
subdivision of lot No. 22 east, of range 4 of Ascot
with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, Court House,
Sherbrooke, the TWENTY-FIFTH of SEPTEMBER,
1952, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS LABRECQUE,
Sheriff's office Sheriff.
Sherbrooke, district of St. Francis, this 19th
of August, 1952. 33097-34-2-o
[First insertion on the 23rd of August, 1952]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District of Saint Hyacinthe
Magistrate's Court, { ALPHERIE LEFEB-
No. 13969. { VRE, merchant, of
{ St-Hugues, county of Bagot
district of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs
HENRI LAPIERRE, laborer, of Sainte-Hélène,
county of Bagot, district of Saint-Hyacinthe,
defendant.

A farm situate in the parish of Sainte-Hélène,
known and designated as forming part of lots
numbers one hundred and sixty and one hundred
and sixty-one (Pts. 160 and 161) on the official
plan and in the book of reference for the said
parish of Sainte-Hélène, in the county of Bagot,
with a house and other dependencies thereon
erected. The said farm being the exact southeast
half of said lot No. 160, bounded: in front by the
public road, or the road of the 2nd range; in
depth, by the cordon of te farmlands; on one
side by the other half of said lot No. 160 and on
the other side by said lot No. 161. The part of
said lot No. 161 is bounded in front, by the road
of the 2nd range; in depth by the cordon of the
farmlands; on one side, by the part of said lot
No. 160 above designated and described; and on
the other side, by the residue of said lot No. 161.

To be sold, at the parish church door of Sainte-
Hélène, in the county of Bagot, on WEDNES-
DAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER,
1952, at HALF PAST TEN o'clock in the fore-
noon.

R. BOUSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Hyacinthe, September 10, 1952.
33201-37-2

Arrêté en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 888

Number 888

Québec, le 28 août 1952.

Quebec, August 28, 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "D"

Part "D"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke.

CONCERNING an extension of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

QUE le décret numéro 918 du 4 juin 1947 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke, soit prolongé jusqu'au 14 décembre 1952.

THAT the decree, number 918 of June 4, 1947, as amended, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke, be extended until December 14, 1952.

(Document "D" annexé à l'arrêté).

(Document "D" annexed to the Order).

A. MORISSET,

A. MORISSET,

33172-o

Greffier du Conseil Exécutif.

33172-o

Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 37

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 37

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Drouin vs Boisvert.	2179
Ebenspanger vs Basch.	2178
Gauthier vs Blanchette.	2178
Labrie vs Hallé.	2179
Letarte vs Petit.	2179
Major vs Grenier.	2178
Walsh vs Lefebvre.	2178

Drouin vs Boisvert.	2179
Ebenspanger vs Basch.	2178
Gauthier vs Blanchette.	2178
Labrie vs Hallé.	2179
Letarte vs Petit.	2179
Major vs Grenier.	2178
Walsh vs Lefebvre.	2178

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Brochu vs Collin.	2179
Forget vs Bouvrette.	2179

Brochu vs Collin.	2179
Forget vs Bouvrette.	2179

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

888, section "A" — Imprimerie dans les comtés de Chicoutimi, etc.	2176
888, section "B" — Boîte de carton, Montréal.	2171
888, section "C" — Établissements commerciaux, Rimouski.	2171
888, section "D" — Barbier et coiffeur dans la région de Sherbrooke.	2215
888, section "F" — Barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François.	2170
889, section "D" — Métiers d'horloger et de bijoutier dans les cités et villes de certains comtés de la Province.	2170
890 — Fer structural, province de Québec.	2172

888, part "A" — Printing in the counties of Chicoutimi, etc.	2176
888, part "B" — Paper box, Montreal. .	2171
888, part "C" — Commercial establishments, Rimouski.	2171
888, part "D" — Barber and hairdressing in the district of Sherbrooke.	2215
888, part "F" — Barbers and hairdressers of St. Francis District.	2170
889, part "D" — Clockmaking and jewellery trades in the cities and towns of some counties of the Province.	2170
890 — Structural iron, Province of Quebec.	2172

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Café Pagoda Inc. (Directeurs).	2181
François Lambert Limitée (Directeurs)	2181
Gray Baird Veneer Company Ltd.	
(Dist. de l'actif)	2179

Café Pagoda Inc. (Directors).	2181
François Lambert Limitée (Directors) .	2181
Gray Baird Veneer Company Ltd.	
(Dist. of the assets)	2179

La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited (Directeurs)	2181	La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited (Directors)	2181
L'Association des Instituteurs et Insti- tutrices du Comté de Drummond (Nom changé)	2182	L'Association des Instituteurs et Insti- tutrices du Comté de Drummond (Name changed)	2182
Le Syndicat de l'U.C.C. de Baie Saint- Paul (Formation)	2180	Le Syndicat de l'U.C.C. de Baie Saint- Paul (Formation)	2180
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Téles- phore (Formation)	2180	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Téles- phore (Formation)	2180
Montmorency Distillery Ltd. (Direc- teurs)	2180	Montmorency Distillery Ltd. (Direc- tors)	2180
Montreal Institute of Investment Ana- lysts (Règlements)	2180	Montreal Institute of Investment Ana- lysts (By-Laws)	2180
St. Roberts Metals Corporation (Di- recteurs)	2182	St. Roberts Metals Corporation (Di- rectors)	2182
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2182	Relating to private bills to be introduced during the coming session.	2182
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Clarke Realties Inc.	2182	Clarke Realties Inc.	2182
Harrod's Inc.	2184	Harrod's Inc.	2184
Lady Ann Inc.	2184	Lady Ann Inc.	2184
Vega Investments Limited	2184	Vega Investments Limited	2184
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Koppers Products, Limited	2184	Koppers Products, Limited	2184
COMPAGNIES DISSOUTES:		COMPANIES DISSOLVED:	
Boston Textiles Inc.	2184	Boston Textiles Inc.	2184
Hamilton Sales and Trading Ltd.	2184	Hamilton Sales and Trading Ltd.	2184
H. Levy & Co., Inc.	2184	H. Levy & Co., Inc.	2184
Letter-Card Co. Ltd.	2185	Letter-Card Co. Ltd.	2185
Rosslin Improvement Company, Li- mited	2185	Rosslin Improvement Company, Li- mited	2185
St. Lawrence Securities, Ltd.	2185	St. Lawrence Securities, Ltd.	2185
Sutherland Construction Company	2185	Sutherland Construction Company	2185
Z. Berthiaume & Fils, Limitée	2185	Z. Berthiaume & Fils, Limitée	2185
DEMANDE A LA LÉGISLATURE:		APPLICATION TO LEGISLATURE:	
Beauharnois, commissaires d'écoles de la cité de	2186	Beauharnois, School Commissioners of the City of	2186
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
Val-Limoges	2186	Val-Limoges	2186
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Guigues, canton de	2187	Guigues, township of	2187
Orford, canton de	2187	Orford, township of	2187
Ste-Victoire, paroisse de	2186	Ste-Victoire, parish of	2186
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métier de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Automobile de Rimouski (Prélèvement)	2187	Automobile of Rimouski (Levy)	2187
Auto-Voiture de Mégantic (Prélève- ment)	2193	Auto-Voiture de Mégantic (Levy)	2193
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses de Hull (Prélèvement)	2289	Barbers and hairdressers of Hull (Levy)	2189
Barbiers et coiffeurs de Salaberry-de- Valleyfield (Prélèvement)	2190	Barbers et coiffeurs de Salaberry-de- Valleyfield (Levy)	2190
Chaussure, province de Québec (Prélè- vement)	2192	Shoe, Province of Quebec (Levy)	2192
Construction de Montréal (Règlement)	2187	Construction of Montreal (By-Law)	2187

Employés de garages de Rimouski (Modification).....	2187	Garage employees of Rimouski (Amendment)	2187
VOIRIE:		ROADS:	
Fermeture de chemin.	2197	Road closed	2197
GREFFES DE NOTAIRES:		NOTARIAL RECORDS:	
Baillargeon, Louis.....	2197	Baillargeon, Louis.....	2197
Dupuis, Gilles.....	2197	Dupuis, Gilles.....	2197
Lemieux, Pierre.....	2198	Lemieux, Pierre.....	2198
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Quebec Fisheries Limited — Les Pêcheries de Québec Limitée.....	2138	Quebec Fisheries Limited — Les Pêcheries de Québec Limitée.....	2138
Roma Construction, Limited.....	2139	Roma Construction, Limited.....	2139
St. Eustache Construction Limited.	2139	St. Eustache Construction Limited.	2139
The Green Hardware Ltd.	2139	The Green Hardware Ltd.	2134
The Kiwanis Club of Magog, Inc.	2140	The Kiwanis Club of Magog, Inc.	2140
The Ogdensburg Public Cemetery.....	2140	The Ogdensburg Public Cemetery.....	2140
T. M. Parker Inc.	2140	T. M. Parker Inc.	2140
Topgrade Pants Inc.	2141	Topgrade Pants Inc.	2141
Toronto Fashion Inc.	2141	Toronto Fashion Inc.	2141
T. V. Installation & Service Inc.	2141	T. V. Installation & Service Inc.	2141
United Metals & Petroleum Corporation.	2142	United Metals & Petroleum Corporation.	2142
Well-Made Hosiery Co. Ltd.	2142	Well-Made Hosiery Co. Ltd.	2142
LIQUIDATIONS, AVIS DE:		WINDINGS UP NOTICES:	
James E. Brooks Cotton Company.	2198	James E. Brooks Cotton Company.	2198
La Caisse Populaire Desjardins de Angliers	2198	La Caisse Populaire Desjardins de Angliers	2198
MINISTÈRE DES FINANCES:		DEPARTMENT OF FINANCE:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Sommaire des états déposés par les compagnies d'assurance et les sociétés de Secours mutuels provinciales ainsi que la liste des dites compagnies et sociétés.	2143	Abstract of statement filed by Insurance Companies and Mutual Benefit Associations licensed by the Province, and also the list of said companies and associations	2143
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.	2198	Miscellaneous	2198
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	2199	Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	2199
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Aluminum Industries, Ltd.	2200	Aluminum Industries, Ltd.	2200
Ferland & Marier Ltée	2199	Ferland & Marier Ltée	2199
Geo. Morgan Gloves Ltd.	2200	Geo. Morgan Gloves Ltd.	2200
La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited.	2201	La Brasserie Champlain Limitée — The Champlain Brewery Limited	2201
Milrot & Co. Ltd.	2200	Milrot & Co. Ltd.	2200
P. A. Dauncey Limited.	2199	P. A. Dauncey Limited.	2199
Rosaire Dufresne Inc.	2201	Rosaire Dufresne Inc.	2201
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Farnham, partie est, canton de	2203	Farnham, east part, township of.	2203
Joliette, cité de.	2201	Joliette, city of	2201
Ste-Anne-des-Monts, commissaire d'écoles de la paroisse de	2202	Ste-Anne-des-Monts, School Commissioners of the parish of	2202
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Tannerie Daigle Ltée.	2204	Tannerie Daigle Ltée.	2204
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Element vs Element <i>et al</i>	2205	Element vs Element <i>et al</i>	2205

Thibodeau vs Verdon <i>et al</i>	2205	Thibodeau vs Verdon <i>et al</i>	2205
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Trois-Rivières, cité de	2143	Trois-Rivières, city of	2143
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
HULL:		HULL:	
Dominion Structural Steel Limited vs Hunter	2207	Dominion Structural Steel Limited vs Hunter	2207
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Gauthier vs Labelle	2207	Gauthier vs Labelle	2207
MONTREAL:		MONTREAL:	
Deslauriers vs Robillard	2211	Deslauriers vs Robillard	2211
Duhamel vs Majeau	2212	Duhamel vs Majeau	2212
Gauthier vs Labelle	2212	Gauthier vs Labelle	2212
Israelovitch <i>et al</i> vs Lemay <i>et al</i>	2213	Israelovitch <i>et al</i> vs Lemay <i>et al</i>	2213
La Compagnie Mutuelle d'Immeubles Ltée vs Carignan	2211	La Compagnie Mutuelle d'Immeubles Ltée vs Carignan	2211
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Joncas vs Proulx	2213	Joncas vs Proulx	2213
St-Laurent vs Rioux <i>et al</i>	2213	St-Laurent vs Rioux <i>et al</i>	2213
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Fortin vs Bouchard	2214	Fortin vs Bouchard	2214
SAINT-HYACINTHE:		SAINT HYACINTHE:	
Lefebvre vs Lapierre	2214	Lefebvre vs Lapierre	2214
33152-o		33152-o	